

CLASSE DE TERMINALE..... 5

COURS D'HISTOIRE..... 5

S..... 5

Introduction : le Monde en 1945 (2 ou 3 heures).....	6
I. Un monde bouleversé.....	6
1. Le bilan humain et matériel.....	6
Les victimes de la Seconde Guerre Mondiale.....	6
Militaires.....	6
Pologne.....	6
2. Le bilan économique et social.....	6
L'engagement économique.....	6
Les bouleversements sociaux.....	6
3. Le bilan moral, et les procès de Nuremberg.....	8
Chapitre 1 : la guerre froide 1947-1991 (7-8 heures).....	8
I. le modèle soviétique.....	8
1. une référence idéologique : le Marxisme Léninisme.....	8
La primauté de l'idéologie.....	8
Un régime issu de la « révolution » d'Octobre.....	9
Un Etat Fédéral.....	9
L'U.R.S.S., Mecque du communisme.....	9
2. L'apogée du régime sous Staline : 1945-1953.....	9
Un régime totalitaire.....	9
L'U.R.S.S. sous la botte de Staline.....	10
3. Les limites du modèle.....	11
L'échec économique et les tentatives de réforme de Khrouchtchev (1953-1964).....	11
Les craquements dans le bloc soviétique.....	11
II. Le modèle américain.....	12
1. Les institutions.....	12
Avant toute chose, un Etat fédéral :.....	12
Une des plus vieilles constitutions.....	12
a : L'exécutif :.....	13
Donald Rumsfeld.....	13
Donald Rumsfeld.....	13
b : Le Pouvoir législatif :.....	14
c : Le Pouvoir judiciaire :.....	14
2. Le fonctionnement des institutions : la vie Politique :.....	15
Les partis.....	15
Le "quatrième pouvoir" : la Presse.....	15
3. Les "leader du monde libre".....	15
L'hégémonie économique, technique, culturelle.....	15
4. Les limites du modèle américain.....	17
La chasse aux sorcières.....	17
La persistance de la pauvreté.....	18
La lutte pour les droits civiques.....	18
III. Les débuts de la guerre froide : 1945-1953.....	20
1. Origines d'une rupture (1945-47).....	20
L'escalade de la méfiance.....	20
L'URSS avance ses pions.....	20
2. L'année 1947 : La rupture en Europe.....	22
La doctrine Truman (mars 1947) : le "containment" (l'endiguement).....	22
La doctrine Jdanov : 22 septembre 1947.....	23
La doctrine Jdanov (sept.-oct. 47) : une réponse idéologique.....	24
Le bloc occidental et le bloc socialiste :.....	24
3. Le dénouement en Allemagne : la rupture consommée.....	24
4. L'extension du Communisme en Asie : 1949-53.....	25
Avènement de la Chine Populaire :.....	25

La guerre de Corée (1950-53).....	26
Les conséquences de la guerre de Corée.....	28
IV. Les deux blocs jusqu'en 1962.....	29
1. L'évolution du bloc de l'Est de 1953 à 1962.....	29
Le pacte de Varsovie.....	29
Les révoltes dans les pays de l'Est.....	29
La rupture avec la Chine et l'Albanie (1960-61).....	30
2. Le bloc de l'Ouest : 1949-62.....	30
Les alliances.....	30
Le pacte de l'Atlantique et l'O.T.A.N.....	31
Les autres traités d'alliances régionales.....	31
3. Le sommet de la guerre froide 1960-62.....	32
Khrouchtchev et Kennedy : deux "colombes" ?.....	32
La nouvelle crise de Berlin.....	32
Cuba et la crise des fusées.....	32
V. De nouveaux rapports de force : De la coexistence pacifique à la détente : 1962-1973 : Equilibre des puissances et conflits périphériques.....	34
1. L'équilibre des puissances de 1962 à 1973.....	34
Les négociations sur les armements.....	34
Les crises dans le bloc de l'Ouest.....	35
Ruptures à l'Est.....	35
Le tournant de l'année 1968.....	35
2. Le plus important des « conflits périphériques » : le Viêt Nam.....	36
3. Doctrine Brejnev, doctrine Nixon.....	37
Le « printemps de Prague » et la « doctrine Brejnev ».....	37
Brejnev (1964-1982).....	37
La doctrine Nixon.....	37
VI. De la "détente" à la chute du mur : 1973-1989.....	38
1. Le dialogue Est Ouest durant la "détente" : 1973-1979.....	38
L'Ostpolitik en Allemagne.....	39
2. La « guerre fraîche » : 1979-1985.....	39
L'invasion de l'Afghanistan.....	39
L'arrivée au pouvoir de Reagan.....	40
La crise des euromissiles et « l'initiative de défense stratégique ».....	40
3. La fin de l'impérialisme soviétique : 1985-1989.....	40
Gorbatchev(1985-1991).....	40
La reprise du dialogue avec l'occident.....	41
La fin de la doctrine Brejnev en Europe.....	42
4. 1989 : le « Printemps des peuples ».....	43
L'année des révolutions.....	43
« Pologne 10 ans ! Hongrie 10 mois ! Allemagne 10 semaines ! Tchécoslovaquie 10 jours ! ».....	43
Pologne et Hongrie prennent l'initiative.....	43
Les contrecoups en Tchécoslovaquie et en Allemagne.....	44
L'épilogue dans les Balkans.....	44
VII. La fin du monde bipolaire 1990-1991.....	44
1. 1990, l'année des libérations.....	44
2. 1991 : l'année des implosions :.....	45
3. L'Agonie de l'Union soviétique.....	45
L'échec économique :.....	45
Le réveil des peuples de l'Union.....	46
Chapitre II : le nouvel ordre mondial (4 ou 5 heures) : 1991-2005.....	47
I. La fin de l'Empire Soviétique.....	47
1. la dissolution de l'Union Soviétique.....	47
2. L'improbable CEI.....	47
3. La Russie, puissance régionale.....	47
La guerre en Tchétchénie.....	48
II. Les Etats-Unis, seule hyperpuissance.....	48
1. Isolationnisme, ou globocop ?.....	48
Chine et Russie.....	48
Moyen-Orient.....	48
Europe.....	49
2. Puissance militaire et réseau d'alliances.....	49
3. Un interventionnisme réticent des années 1990.....	49

4. L'après 11 septembre.....	49
5. L'orient, l'occident et le terrorisme.....	50
III. Le rôle de l'ONU.....	50
Histoire rapide de l'organisation.....	50
Les institutions Onusiennes.....	50
La crise actuelle de l'O.N.U.....	51
CONCLUSION.....	52
IV l'Islamisme.....	52

SECONDE PARTIE : COLONISATION ET INDEPENDANCE

(8 heures).....	53
Chapitre 1 : la colonisation européenne et le système colonial (4 ou 5 heures).....	53
I. La conquête coloniale.....	53
1. l'héritage d'une tradition coloniale.....	55
2. Les moyens de la domination.....	55
La démographie.....	55
La révolution industrielle.....	55
La compétition économique et nationale.....	56
Les valeurs de l'homme blanc.....	56
3. La diversité de sa mise en œuvre.....	56
L'ère des aventuriers et des missionnaires.....	56
L'achèvement des conquêtes anciennes.....	56
La course des années 1880-1914.....	56
4. Les Empire coloniaux (1914-1939).....	56
Royaume-Uni.....	56
France.....	57
Les autres empires coloniaux.....	57
La grande redistribution de 1919.....	57
II. Le système colonial.....	58
1. La diversité infinie des formes de domination.....	58
L'administration directe.....	58
Le protectorat.....	58
Le self government.....	58
« Indigénat » ou L'assimilation ?.....	58
L'autonomie, les dominions.....	59
2. l'économie coloniale.....	59
Les investissements de la métropole.....	59
L'exploitation coloniale.....	59
3. Les rapports entre colonisateur et colonisé.....	60
La société européenne dans les colonies.....	60
La transformation des sociétés indigènes.....	60
Le débat colonial en Europe.....	60
Le développement des mouvements nationalistes.....	60
Chapitre 2 : Nationalisme et indépendances en Asie et en Afrique : 1945-1990.....	60
1. Le Monde colonial en 1945.....	60
2. La "vague" asiatique (1946-54).....	61
3. La conférence de Bandung.....	61
4. La "vague" africaine (1954-75).....	63
5 Les dernières colonies.....	63
6. L'émergence du Tiers Monde de Bandung au dialogue Nord-Sud.....	64

TROISIEME PARTIE : la France de la cinquième république.....65

I. Les nouvelles institutions et la fin de la guerre d'Algérie (1958-62).....	65
1. La mise en place de la Vème République.....	65
a : élaboration et adoption.....	65
b : le pouvoir exécutif :.....	66
c : le pouvoir législatif :.....	66
d : le Pouvoir Judiciaire :.....	66
e : le général impose une pratique présidentielle des nouvelles institutions.....	67
2. Le dénouement de la guerre d'Algérie.....	67

CLASSE DE TERMINALE
COURS D'HISTOIRE
S

Lycée André MALRAUX

2005-2006

Jean Michel MUYL

Le manuel utilisé est le Nathan, collection Jacques Marseille

PREMIERE PARTIE : Les relations internationales depuis 1945¹**Introduction : le Monde en 1945 (2 ou 3 heures)****I. Un monde bouleversé²****1. Le bilan humain et matériel**

Il a été assez long de faire ce bilan.

Commenter le tableau :

Les victimes de la Seconde Guerre Mondiale			
	Militaires	Civils	% population 1939
Pologne	320 000	5 500 000	14 %
U.R.S.S.	7 500 000	10 000 000	12 %
Yougoslavie	410 000	1 400 000	10 %
Allemagne	3 850 000	3 810 000	7 %
Japon	1 220 000	700 000	3 %
Pays-Bas	10 000	200 000	2,5 %
Grèce	74 000	500 000	2,4 %
Chine	3 500 000	10 000 000	2,2 %
France	211 000	330 000	1,5 %
Royaume-Uni	245 000	150 000	1 %
Italie	230 000	150 000	1 %
Canada	42 000	0	0,4 %
Etats-Unis	298 000	0	0,2 %

Sachez qu'il a fallu plusieurs années pour décompter et arriver à un ordre de grandeur de 50, puis 60 millions de victimes; c'est-à-dire le bilan le plus lourd de l'histoire de l'humanité. 6 fois plus de victimes qu'en 14-18 donc, mais aussi beaucoup plus de victimes civiles (50% contre 5%).

Tous les pays n'ont pas été touchés au même chef. Les pertes sont dramatiques en URSS (12%), en Pologne (14%), en Yougoslavie (10%) et en Allemagne (7 %). Elle sont très grandes en Chine et au Japon, elles sont nettement plus faibles en Europe de l'Ouest et insignifiantes en Amérique.

Les destructions sont gigantesques : l'Europe, et une partie de l'Asie sont couvertes de champs de ruines : les grandes villes allemandes, polonaises, soviétiques, mais aussi un certain nombre de villes (cf. *Uranus*) françaises (Caen, le Havre), des villes chinoises (Shanghai) ou japonaises (Tokyo, Hiroshima...) sont complètement détruites. Dans les zones de combats et d'occupation Allemande, des dizaines de milliers de villages ont été massacrés, pillés, incendiés (des milliers d'Oradour en URSS, en Pologne, en Yougoslavie). Le bétail a été abattu, les voies ferrées et les ouvrages (*On ne franchit pas la Loire entre Nevers et l'océan*) d'art détruits, les ports démolis ou minés , encombrés parfois durablement d'épaves témoins des combats)

2. Le bilan économique et social*L'engagement économique**Les bouleversements sociaux*

Même dans les pays ayant relativement peu de victimes et a fortiori dans les autres, les bouleversement sociaux ont été immense.

¹ Page 72

² Carte, page 22-23

Le niveau de vie de la population s'est effondré du fait des privations. En France on peut dire qu'il a baissé de moitié. Dans certains autres pays (URSS, Grèce au cœur de la guerre, Allemagne à la fin) c'est la famine qui s'installe et les civils tombent par milliers. Cette situation ne se rétablit pas par miracle après 1945, il faudra de longues années pour que l'on revienne à un niveau alimentaire décent. En Allemagne les jeunes filles font la chasse aux G.I.'s pour manger. Les campagnes s'en sortent mieux que les villes, certains paysans ayant même pu (cf.. Grenadou) se constituer, grâce au marché noir, une confortable épargne, qui est d'ailleurs une des raisons du décollage de l'agriculture après la guerre dans les pays d'économie de marché comme la France ou l'Allemagne.

En ville, où les privations furent les plus (cf.. *Au Bon Beurre*) grandes et où souvent on connaît encore un rationnement jusqu'à la fin des années 40, (cf.. *Le troisième homme*) toute une classe de gens sont parvenu à la richesse grâce au Marché Noir. Plus encore qu'après la PGM, on a l'impression que les valeurs sociales sont bouleversées, que des fortunes peuvent se faire ou se défaire, que rien n'est stable.

En Pologne, les élites ont été systématiquement exterminées par l'occupant qui voulait réduire le peuple polonais à l'état de peuple esclave : il n'y a plus d'aristocratie, de bourgeoisie, d'intellectuels, d'artistes ou même de sportifs.

Dans cette ambiance, la jeunesse essaie de rattraper le temps perdu pendant l'occupation pour les uns, les combats pour les autres. La musique qui triomphe, c'est le Jazz, qui inonde les pays d'Europe, vaincus comme alliés.

On a eu recours au travail des femmes et leur émancipation se poursuit et s'achève, elles accèdent au droit de vote dans les pays qui ne leur reconnaissait pas encore, comme la France, en raison en particulier de la place des femmes dans la Résistance.

Dans certaines régions les populations ont été déplacées par les combats, ou, plus encore par les accords modifiant les frontières

50 millions de personnes encombrant les routes :¹

Les 9 millions de travailleurs étrangers que le Reich entretenait, de gré ou de force.

Les millions de prisonniers de guerre, les millions de déportés survivants des camps de concentration ou d'extermination.

Entre 6 millions et 13 millions d'Allemands des territoires de l'est qui ont fui devant l'armée Rouge.

4,5 M de Silésie

2 M de Prusse Orientale

2,5 de Pologne

1,75 M de Poméranie

3,5 M des Sudètes

0,2 M de Hongrie

0,25 de Yougoslavie etc.

Des centaines de milliers de Baltes qui fuient vers l'ouest (env. 300 000) ou qui sont déportés vers l'est (env. 300 000).

Des centaines de milliers de Finlandais (400 000) qui fuient la Carélie.

3 millions de Polonais qui prennent la place des Allemands en Poméranie et en Silésie. 1,5 millions de Polonais qui évacuent les territoires attribués aux soviétiques, tandis que des millions de soviétiques (2,3 M) occupent ces territoires polonais, la Prusse Orientale, et les Etats baltes.

Ailleurs, les Italiens (140 000) quittent l'Istrie et la Dalmatie.

On peut parler aussi des Tatars de Crimée, des Allemands de la Volga, des Tchétchènes ; on peut parler des Grecs expulsés par les Bulgares et qui reviennent, les Turcs qui quittent la Bulgarie, les va et vient des populations Roumaines, Hongroises, Allemandes, Bulgares en Roumanie....

¹ Voir carte page 68-69

En Asie, les mouvements de populations sont au moins aussi importants (des millions de "colons" japonais fuient les territoires de l'ancien Empire : Corée, Mandchourie, Formose...) tandis que la guerre qui continue de faire rage entre nationalistes et communistes chinois se traduit aussi par des afflux de réfugiés.

3. Le bilan moral, et les procès de Nuremberg¹

Bien plus que pendant la première Guerre Mondiale, qui paraît à ce titre presque la dernière guerre chevaleresque, la seconde Guerre Mondiale a été marquée par un recul du droit : on n'a pas utilisé les gaz asphyxiants, mais c'est bien là le seul progrès : on a bombardé systématiquement des populations civiles (*Londres, Dresde, Hiroshima...*). On a foulé au pied les accords de Genève sur les prisonniers de (*Prisonniers russes*) de guerre (Massacres par les soviétiques d'officiers polonais à Katyn, massacres par les Allemands de millions de prisonniers de guerre soviétiques). On a déporté pour le travail des millions d'hommes et de femmes. On a pratiqué la torture et encouragé les haines ancestrales (*Belgique, Yougoslavie*).

Les Allemands, avec le génocide, sont allés au comble de l'horreur : massacres d'enfants, expériences "médicales" inhumaines, récupération des cadavres à des fins industrielles, déshumanisation de l'individu. Il est caractéristique que ceux qui ont vécu les camps en sont sorti brisés, et pas seulement du fait des sévices et des privations, mais surtout à cause de la désintégration de l'individu dont ils ont été l'objet. On a, a contrario des exemples remarquables parmi des détenus chrétiens ou communistes.

La Bombe Atomique, telle un bouquet final, parachève ce tableau édifiant : la civilisation humaine est désormais mortelle. (*la civilisation mécanique vient de parvenir à son dernier degré de sauvagerie. Il va falloir choisir, dans un avenir plus ou moins proche, entre le suicide collectif ou l'utilisation intelligente des conquêtes scientifiques.* Albert Camus, *Combat*, 8 Août 1945)

Chapitre 1 : la guerre froide 1947-1991 (7-8 heures)

I. le modèle soviétique²

1. une référence idéologique : le Marxisme Léninisme

La primauté de l'idéologie

Le régime soviétique s'inspire des théories de Karl Marx³, et de la pratique instaurée par le chef historique de la révolution russe : Lénine⁴.

Marx a développé au XIX^{ème} siècle une analyse des rapports de force historiques. Selon lui, l'histoire est régie par une constante lutte des classes, entre les possédants et les classes populaires. Cette lutte des classes existe depuis que l'homme existe. Durant des siècles elle a opposé l'aristocratie et le peuple, mené par la Bourgeoisie. Lors de la révolution de 1789, la bourgeoisie française a renversé l'aristocratie. Mais la bourgeoisie, à la faveur de la révolution industrielle, a mis en place une domination encore plus féroce, une exploitation de l'homme par l'homme, qui ne peut aboutir qu'à une révolution nouvelle, celle des nouvelles classes laborieuses, le prolétariat. Suite à cette révolution, Marx propose la mise en place d'une dictature du prolétariat, le socialisme, qui verra la disparition de la propriété privée, et l'instauration progressive d'un véritable régime d'égalité, une société sans classes : le communisme.

L'Union soviétique est donc un régime « en marche » vers un but, le communisme.

¹ Voir page 71

² Page 77

³ Karl Marx : 1818-1883

⁴ Vladimir Illitch Oulianov, dit Lénine : 1870-1924

Un régime issu de la « révolution » d'Octobre

Grâce à Lénine, la Russie a connu en moins d'un an ses deux révolutions, bourgeoise et prolétarienne. C'est ainsi que la révolution d'Octobre 1917, en fait un véritable coup d'Etat mené par le parti Bolchevique de Lénine, est l'acte fondateur du régime, la guerre civile qui s'en est suivie fondant auprès de la population russe la légitimité du régime. La nature "soviétique" du régime tient à l'histoire de cette révolution, qui avait vu la formation spontanée, à travers le pays, d'assemblées populaires, les soviets. Chaque année, les commémorations de la Révolution donnent lieu à un défilé militaire impressionnant et donnent l'occasion aux dirigeants de poser ensemble.

Un Etat Fédéral

Ceci fait de l'Union Soviétique un Etat fédéral. Composé de 15 républiques peuplées chacune d'un peuple majoritaire, et de dizaines de petites « républiques autonomes », l'Union Soviétique respecte et promeut les nationalités qui la composent. Mais il est clair que les Russes sont favorisés, ils détiennent les échelons supérieurs du pouvoir, y compris dans les républiques non russes. Certains peuples, enfin, ont payé cher leur opposition réelle ou supposée au pouvoir central : Tatars, Allemands, Tchétchènes... Enfin, comme sous les Tsars, les autorités communistes ne dédaignent pas, de temps en temps, de canaliser le mécontentement populaire sur la minorité juive.

L'U.R.S.S., Mecque du communisme

De 1917 à 1941, l'Union Soviétique est le seul pays communiste. Les partis communistes existent, et même sont puissants dans d'autres pays (France, Allemagne, Italie...), mais n'arrivent au pouvoir que dans des coalitions avec des partis démocratiques ("Front Populaire par exemple). Ils sont toutefois rassemblés dans une "Internationale Communiste", le Komintern, qui prend tout ses ordres à Moscou.

La victoire sur l'Allemagne Nazie, l'occupation par l'armée rouge de plusieurs pays d'Europe centrale, va permettre aux soviétiques d'imposer des régimes communistes dans d'autres pays.

Pour les soviétiques, la primauté de l'U.R.S.S. est une évidence, elle montre la voie du communisme à des "frères" moins avancés, qui ne méritent que le qualificatif de "pays socialistes".

Le Komintern, disparu à la demande des alliés anglo-saxons, est alors remplacé par le Kominform.

L'Union soviétique, à cette époque a une réelle influence sur la vie intellectuelle de certains pays de l'Ouest, et en particulier en France et en Italie. Certains intellectuels (Sartre, Beauvoir... sont des « compagnons de route » du Parti communiste de leur pays, à moins que l'on ne préfère le terme inventé par Lénine : « idiots utiles ».

2. L'apogée du régime sous Staline : 1945-1953

Un régime totalitaire

Le régime de Lénine était déjà de nature totalitaire. L'idée, longtemps caressée, que Staline avait perverti un régime beaucoup plus démocratique a quelque peu volé en éclat depuis les travaux menés ces dernières années sur la nature du régime léniniste.

Le totalitarisme tient au rôle de l'Etat. Celui-ci contrôle tout. Un seul parti est autorisé, le Parti Communiste. Il ne vise pas à rassembler tous les soviétiques, mais seulement une élite, qui détient bientôt tous les rouages du pays, formant une sorte d'oligarchie. Il y a des élections, mais elles sont contrôlées à tous les niveaux par le P.C.U.S., qui nomme les candidats.

En matière économique règne la propriété collective des moyens de production. Tout appartient à l'Etat : usines, moyens de transports, magasins... ou au moins à des coopératives (Kolkhozes). Comme il n'y a pas de marché pour réguler l'économie, il existe une planification très stricte de la production. Les prix sont fixés. Ce système a permis un décollage rapide de l'économie soviétique, qui est devenue la seconde du monde, il s'est fondé sur une priorité donnée aux industries lourdes, et à l'armement¹. Mais il génère une énorme bureaucratie, et ne permet pas de suivre les besoins de la population soviétique.

L'U.R.S.S. sous la botte de Staline

L'URSS est donc, selon une expression consacrée "la Mecque du communisme". Le pays est tout entier plié sous la botte de Staline, mais celui-ci aggrave dans les années 45-53 la poigne avec laquelle il domine les peuples de l'Empire. Il s'agit de reconstruire le pays épuisé par la guerre, mais pour cela, au lieu d'adoucir le régime comme beaucoup de soviétiques l'espéraient, Staline le durcit en revenant aux pires méthodes des années trente.

L'apogée du culte de la personnalité.

Sur le **plan économique**, c'est le renouveau de la planification (4ème plan : 1946-1950) : la priorité absolue est donnée à l'industrie lourde et aux industries d'armement.

L'économie soviétique se reconstruit rapidement, et se hisse au début des années 50 au second rang des industries mondiales : les productions lourdes continuent de croître, la mise en valeur de l'Asie soviétique se poursuit, les soviétiques mettent au point dès 1949 leur première bombe atomique ; mais le sort quotidien des millions de soviétiques ne s'améliore guère, la pénurie, les difficultés de logement, le rationnement et le marché noir se poursuivent.

Le **verrouillage politique** s'accroît : la dictature stalinienne se renforce : la constitution de 1936 ne sert qu'à masquer une dictature personnelle où Staline décide à peu près de tout. Le culte de la personnalité est porté à son comble (en particulier lors de son 70ème anniversaire en 1949), le "petit père des peuples" a toujours raison, c'est le plus grand homme de tous les temps. Le dogme officiel touche tous les domaines : politiques, mais aussi culturels, artistiques, où règnent le réalisme socialiste, et même scientifique, où règne le Lyssenkisme, qui récuse les théories de Mendel sur l'hérédité pour des raisons idéologiques. (cf. Galilée et Einstein, déjà victimes de l'obscurantisme en leurs temps)

La **répression**, menée par la police de Beria, le N.K.V.D² (700 000 policiers, 400 000 gardes frontières, 350 000 miliciens et une multitude d'indicateurs) (puis le M.V.D.), en particulier sous la forme des camps de travail avait quelque peu reculé durant la guerre sous la nécessité de dégager un maximum de forces contre l'occupant nazi. Elle reprend de plus belle et s'attaque en particulier aux populations nouvellement intégrées dans l'URSS et à celles soupçonnées d'avoir collaboré avec les Allemands.

Le **Goulag** (*Gulag : Glavnoe Oupravlenie Laguerèi*) : *administration principale des camps* (créé dès 1918) est divisé entre camps de travail et colonies spéciales, il est contrôlé par le N.K.V.D. : après la grande époque de l'avant guerre (8 millions de détenus en 1938) il connaît au début des années 1950 une deuxième heure de gloire : il comprend environ 2,5 millions de personnes auxquelles il faut rajouter environ 2,7 millions de colons spéciaux, qui sont en fait de véritables exilés de l'intérieur, transportés avec toute leur famille dans les coins les plus inhospitaliers du pays.. Les chiffres ici cités sont très nettement inférieurs à ceux qui ont été acceptés durant longtemps en Occident et cautionnés par des dissidents aussi prestigieux que

¹ Documents 5 et 6 page 121

² N.K.V.D. : Commissariat du Peuple aux Affaires Intérieures (1934-1946), remplacé par le M.V.D (1946-1960)

Alexandre Soljenitsyne¹ et Andréï Sakharov qui avançait des chiffres compris entre 10 et 20 millions de personnes. Quant aux victimes de ces camps, les estimations varient beaucoup, plusieurs millions, certains disent 20 millions au total.

Les camps de travail forment un ensemble disparate, géographiquement d'abord (l'archipel du goulag) mais aussi quant à l'origine des détenus : on y trouve une majorité de droits communs auquel on mélange des politiques le plus souvent condamnés pour "trahison" ou activités contre révolutionnaires. Les colons spéciaux, autrefois anciens koulaks, sont après guerre souvent des populations déportées par Staline sous le prétexte d'une collaboration réelle, supposée ou potentielle avec les Nazis : ce sont les Allemands de la Volga, les Tatars de Crimée, les Tchétchènes, et autres Baltes, Polonais de Biélorussie, Moldaves, et même Coréens (170 000)... L'importance de leurs contingents (2,7 millions en 1953) s'est accrue du fait de l'annexion de vastes territoires après la guerre.

L'existence de ce goulag, connue depuis longtemps, sera niée par un certain nombre d'intellectuels occidentaux jusque vers la fin des années soixante.

3. Les limites du modèle

L'échec économique et les tentatives de réforme de Khrouchtchev (1953-1964)

Dès les années 50, après la mort de Staline, les dirigeants soviétiques essaient de réformer le système, à moins qu'ils n'essaient de le faire croire.

En effet, l'échec, surtout économique du modèle soviétique devient de plus en plus patent. Il est aggravé par l'épuisante lutte pour rester au niveau militaire des Etats-Unis. Près de 20 % du budget de l'U.R.S.S. passe dans ce budget militaire, au détriment des produits nécessaires au bien-être des populations.

La priorité donnée aux industries lourdes et d'armement génèrent un état de pénurie permanente, qui se poursuivra après la guerre, malgré une élévation lente du niveau de vie. A partir des années soixante, la différences avec les pays occidentaux, qui commencent à goûter à la société de consommation, devient flagrante. Le régime compense par l'octroi de gratifications symboliques : médailles du travail, etc.

La bureaucratie, les magouilles des dirigeants achèvent de désorganiser l'économie. A la résignation de peuples qui ont l'habitude de souffrir succède un sourd mécontentement, que les dirigeants essaient parfois de canaliser par la propagande, mais aussi de résoudre.

7	9	1953	N. Khrouchtchev est nommé 1er secrétaire du PCUS
10	1	1959	Refus occidental d'un nouveau statut de Berlin proposé par Khrouchtchev
15	9	1959	Voyage de Khrouchtchev aux Etats-Unis (15-28 sept)
28	10	1962	Khrouchtchev annonce le démantèlement des armes offensives installées à Cuba
15	1	1963	Fin de la deuxième crise de Berlin : Khrouchtchev renonce à signer une paix séparée avec la RDA
15	10	1964	Eviction de Khrouchtchev et élection de Leonid Brejnev comme secrétaire général du PCUS

L'aire Khrouchtchev est une première phase de tentatives de réformes. Il y avait là une véritable chance. La différence de niveau de vie entre soviétiques et occidentaux (en tous cas européens) n'était pas si grande dans les années 1960. Mais Khrouchtchev, malgré sa dénonciation courageuse de Staline, et quelques réformes engagées, est écarté du pouvoir après son échec lors de la crise des fusées à Cuba.

Les craquements dans le bloc soviétique

¹ Une journée d'Ivan Dennissovitch, 1962.

Dans la plupart des pays de l'Est, le régime communiste ne sera jamais réellement accepté, légitimé. La population se réfugie dans une sorte de résistance passive, soutenue parfois par les églises. Cette passivité n'arrange pas la situation, notamment économique, de ces pays.

Certains pays vont, tout en restant communistes, se détacher de l'influence soviétique. C'est le cas de la Yougoslavie de Tito, pour de raisons idéologiques, dès la fin des années 1940, puis, pour des raisons géostratégiques, de la Chine, suivie de la petite Albanie, autour de 1960.

Nous verrons tout cela plus tard.

II. Le modèle américain¹

1. Les institutions

Abandonnez d'abord l'idée reçue selon laquelle les Etats-Unis sont un pays neuf et la France un vieux pays. C'est vrai sur le plan historique, mais assez faux en matière d'institutions. Alors que la France, de 1787 à nos jours, a connu pas moins de 14 régimes différents, les Etats-Unis ont connu un seul régime, une république née de la guerre d'indépendance et modernisée depuis à diverses reprises.

Avant toute chose, un Etat fédéral :

La vie politique états-unienne s'exprime d'abord au sein de chacun des Etats. On connaît en général mal les grandes figures politiques de chaque parti, si ce sont des politiciens de l'autre bout du pays. Les candidats aux élections présidentielles ont donc tout d'abord à se faire connaître ; et le vote local a une très grande importance (on en tient soigneusement compte dans la constitution des tickets...).

Chaque Etat dispose d'institutions disposant des trois pouvoirs :

Un gouverneur, chef de l'exécutif.

Une ou deux chambres qui votent les lois et le budget local.

Une cour suprême

La capitale de l'Etat, souvent une petite ville (Annapolis, Juneau...) possède fréquemment des bâtiments officiels dont l'architecture est calquée, en plus petit sur celle des immeubles abritant les institutions fédérales de Washington D.C.

Beaucoup de fonctions (police, justice...) qui sont du ressort des Etats, sont des fonctions électives : shérifs, district attorney, coroner...

Une des plus vieilles constitutions

Mise en place en effet en 1787 dans un pays rural de 3 millions d'habitants, elle régit aujourd'hui la vie politique d'une superpuissance de près de 300 millions d'habitants aujourd'hui.

Au départ, malgré de grands principes, cette constitution ignorait le suffrage universel, la citoyenneté des femmes, considérait les Noirs comme 3/5ème d'humains, et les Indiens comme des étrangers.

Elle a évolué grâce aux **amendements**. 26 ont été adoptés à ce jour.

Les dix premiers ont été adoptés dès 1791². Les deux premiers portent sur la liberté d'expression et sur le port d'arme, ils sont encore aujourd'hui très connus.

13ème

1865

Abolition de l'esclavage

¹ Page 76

² Page 151, doc. 5

15ème	1870	Droit de vote aux Noirs
19ème	1920	Droit de vote aux femmes
22ème	1951	Réduction à deux mandats présidentiels.
26ème (et dernier)	1971	Majorité civique à 18 ans

La séparation de pouvoirs est très poussée aux Etats-Unis :

a : L'exécutif :

Les Etats-Unis ont un régime présidentiel.

Election¹ tout les quatre ans (année bissextile) du Président et du vice-président, au Suffrage universel indirect, le mardi suivant le premier lundi de novembre.

Le président entre en fonction en janvier qui suit l'élection.

Le Président n'est rééligible qu'une fois.

L'élection présidentielle est un point fort de la vie démocratique américaine. Elle est précédée par la désignation des candidats par les partis (et en particulier les deux principaux, le parti démocrate et le parti républicain) lors d'un véritable marathon que l'on appelle les « primaires », et qui commence au printemps de l'année de l'élection (« election year »). Presque tous les mardis, un certain nombre d'Etats procèdent à la désignation de représentants, pour chacun des partis, pour la convention qui désignera le candidat à l'été. Dans certains Etats, ce sont les militants qui votent, dans d'autres, les primaires sont généralisées aux sympathisants (« caucus »). Les candidats, nombreux dans chaque parti, dépensent beaucoup de temps, d'énergie et d'argent pour remporter ses primaires.

Lors de la convention de chaque parti, en été, le candidat est nommé, ainsi que le candidat à la vice présidence, et ils prononcent, dans un ambiance de fête assez exubérante, un discours souvent résumé par une formule : « new frontier », « new society », etc. Des gloires anciennes du parti (ex présidents...) et les familles des candidats sont mis à contribution.

Il ne peut être démis de ses fonctions que par la procédure de *l'empeachment*. C'est une procédure initiée par la Cour suprême et effectuée par le Sénat qui ne juge que les cas de haute trahison. C'est pour échapper à cette procédure que R. Nixon a démissionné en 1974.

Les principaux secrétaires d'Etat aux Etats-Unis

Présidents	Secrétaires d'Etats aux Affaires Etrangères	Secrétaires d'Etat à la Défense
Truman	George Marshall	
Eisenhower	John F Dulles	Charles Wilson
Eisenhower	John F Dulles	
Kennedy-Johnson	Dean Rusk	Robert McNamara
Johnson	Dean Rusk	Robert McNamara
Nixon	William Rogers	
Nixon-Ford	Henry Kissinger	James R Schlesinger
Carter	Cyrus Vance	Harold Brown
Reagan	George P Schultz	Caspar Weinberger
Reagan	George P Schultz	
Bush	James Baker	
Clinton	Warren Christopher	
Clinton	Madeleine Allbright	
Bush	Colin Powell	Donald Rumsfeld
Bush 2	Condoleeza Rice	Donald Rumsfeld

Le gouvernement apporte aux Etats-Unis le nom d'*administration*. Il est composé de *secrétaires* qui ne peuvent être renvoyé que par le Président lui-même. C'est donc un gouvernement stable qui ne peut être renversé par le pouvoir législatif. cela fait du système états-unien un des plus présidentiel du monde.

En revanche ce pouvoir exécutif est strictement contrôlé et limité par les autres pouvoirs

b: Le Pouvoir législatif :**Les élections aux Etats-Unis (1952-2004)**

Démocrates	Républicains	Indépendant	Démocrates	Républicains	Indépendant	Démocrates	Républicains	Démocrates	Républicains	Sénat
Présidentielle						Chambre				
Stevenson	Eisenhower		27 314 000	33 936 000		213	221	48	47	
Stevenson	Eisenhower		26 022 000	35 590 000		232	203	49	47	
Kennedy	Nixon		34 221 000	34 108 000		233	200	49	47	
Johnson	Goldwater		43 130 000	27 178 000		283	153	64	34	
Humphrey	Nixon	Wallace	31 275 000	31 785 000	9 906 000	263	175	65	35	
Mc Govern	Nixon		29 170 000	47 170 000		258	176	66	34	
Carter	Ford	Mc Carthy	51 %	48 %	1 %	295	140	68	32	
Carter	Reagan	Anderson	41 %	51 %	7 %	247	158	63	37	
Mondale	Reagan		41 %	59 %		234	192	58	42	
Dukakis	Bush		46 %	54 %		255	177	55	45	
Clinton	Bush	Perot	43 %	38 %	19 %	244	190	57	43	
Clinton	Dole	Perot	50 %	42 %	8 %	291	144	61	37	
Gore	Bush	Nader	48 %	48 %	4 %	292	143	61	38	
Kerry	Bush	Nader	48 %	51 %	1 %	277	158	58	41	
						243	192	46	53	
						267	168	45	55	
						253	182	47	53	
						260	175	55	45	
						262	173	55	45	
						267	167	56	44	
						256	178	56	44	
						204	230	47	53	
						207	224	45	54	
						211	233	45	55	
						212	221	50	50	
						205	229	48	51	
						200	231	44	55	

C'est le Congrès, composé de deux chambres :

la Chambre des représentants : 435 membres élus pour deux ans, toutes les années paires, au mois de novembre. Le nombre des représentants par Etat est conforme à la répartition de la population, il est recalculé tout les dix ans, lors des recensements. Actuellement c'est la Californie qui envoie le plus de représentants.

Le Sénat est composé de 100 membres élus pour 6 ans : c'est à dire 2 par Etat, ce qui favorise les Etats les plus petits. Il a des attributions spécifiques, outre le travail législatif qu'il partage avec la Chambre. En effet, il est chargé de confirmer les nominations faites par le Président dans l'administration et à la cour suprême. Il ratifie les traités à la majorité des deux-tiers. C'est donc un contre pouvoir très important.

Les deux chambres préparent les lois et les votent. Il n'y a pas de discipline de vote aux Etats-Unis, ce qui fait qu'un président n'est jamais assuré de trouver une majorité, même si son parti à la majorité au Congrès. Cela favorise en outre le Lobbying :

La "troisième chambre". En 1994, 5 Américains sur 6 considèrent que les lobbies contrôlent la vie politique américaine en partie ou en totalité. Les lobbies, ce sont les groupes de pressions, plus ou moins officiels qui animent les "couloirs" du pouvoir (d'où le nom).

c : Le Pouvoir judiciaire :**La Cour Suprême :**

Ce sont neuf juges inamovibles, nommés par le Président. Ils ne sont remplacés qu'en cas de décès ou de démission. Ils ont donc une durée de vie bien plus longue que le Président qui les ont nommés. A tel point que

<p>"Le chef de l'exécutif ne bénéficie pas d'une immunité lui permettant de suspendre une action judiciaire engagée contre lui jusqu'à son départ de la Maison Blanche". Décision de la cour suprême dans l'affaire Paula Jones, en janvier 1997. C'est cette décision qui aboutira durant l'été 1998, au "Monica gate"</p>

leur nomination est un événement politique de première grandeur, qui marquera l'histoire de l'institution.

Ils sont d'abord chargés de juger de la constitutionnalité des lois. Ils doivent donc interpréter la constitution qui du fait de son ancienneté est souvent assez peu précise. Ils doivent juger des différences entre Etats, ou entre un Etat et l'Etat fédéral. Ils doivent juger aussi de différences entre les citoyens et l'Etat fédéral.

Ils doivent juger des grands problèmes de société : légalisation de l'avortement en 1973, mais plus tard liberté laissée à chaque Etat de juger différemment.

2. Le fonctionnement des institutions : la vie Politique :

Les partis

La vie politique aux Etats-Unis est originale. Elle est dominée par deux partis :

Le Parti Démocrate (âne)

Le Parti Républicain. (éléphant) ou GOP (grand old party)

A côté de ces deux partis existent des milliers d'autres, mais qui sont incomparablement plus petits. L'extraordinaire liberté politique dont jouissent les Etats-Uniens leur fait accepter l'expression de toutes les opinions politiques. C'est ainsi que les extrémistes religieux (de toutes religions) et les Nazis ont droit de cité aux Etats-Unis.

Selon un bon mot, Démocrates et Républicains peuvent pour des Français sembler aussi différents que le Pepsi et le Coca. Ils partagent en effet les mêmes valeurs fondamentales qui font l'Amérique et le "rêve américain". Ils ont cependant une tradition et une implantation différente. Le parti démocrate est le parti des cols bleus du Nord Est et des minorités, mais c'est aussi le parti des petits blancs du sud profond qui reprochent au parti républicain d'être celui de Lincoln. C'est le parti de Roosevelt, et en cela il est peut-être plus à gauche que son homologue, car il est attaché à un rôle régulateur de l'Etat dans l'économie, dans la lignée du New Deal. c'est ainsi que M. Clinton fait de l'aide sociale, le cheval de bataille de sa campagne. Le Parti républicain est bien implanté dans le Middle West et l'Ouest. C'est aussi le parti du Big Business, et des classes moyennes.

Le "quatrième pouvoir" : la Presse

Depuis les années 70, qui ont vu la fin de la guerre du Vietnam et surtout l'affaire du Watergate, les Etats-Uniens, et en particulier les journalistes eux-mêmes, se sont plu à comparer le pouvoir de la Presse à un "quatrième pouvoir" (après l'exécutif, le législatif, et le judiciaire). Cette assertion peut sembler exagérée, mais est compréhensible dans un pays où la liberté d'expression fait l'objet d'un amendement important de la Constitution (le premier) et où les *media* disposent effectivement d'une très grande puissance : journaux de presse écrite, mais aussi journaux radiophoniques et télévisés, et depuis une quinzaine d'années réseaux d'information tels que C.N.N. ont un réel pouvoir d'influence. Le cinéma et les séries télévisées se font l'écho de cette réalité (*Les hommes du président*).

Il ne faut toutefois pas faire du journaliste un "chevalier blanc" de la politique états-unienne ; la Presse peut avoir des effets pervers, et les puissances politiques et d'argent ont les moyens de la manipuler.

3. Les "leader du monde libre"

L'hégémonie économique, technique, culturelle

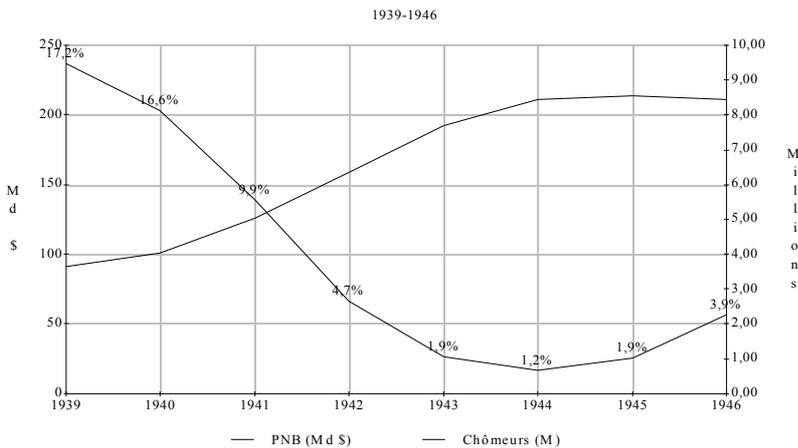
- 7 1944 Conférence de Bretton Woods : création du F.M.I.
- 16 7 1945 Explosion de la première bombe atomique aux Etats-Unis
- 5 6 1947 Plan Marshall (discours de Harvard)
- 10 1947 Création du G.A.T.T. : accord général sur les tarifs douaniers
- 31 10 1952 Bombe H états-unienne

Revenus annuels par habitant						
	1958		1963		1968	
	\$ et % E.U.A.		\$ et % E.U.A.		\$ et % E.U.A.	
Etats-Unis	2115	100	2560	100	3580	100
France	1005	48	1270	50	1925	54
Allemagne	840	40	1255	49	1670	47
Grande Bretagne	1015	48	1300	51	1445	40
Brésil	185	9	245	10	250	7
Birmanie	55	3	60	2	60	2

Jamais dans l'histoire un seul état n'a dominé le monde que les Etats-Unis en 1945. Rarement aussi peut-être une Nation a eu autant confiance en elle même et en son avenir. En 1945, si cet ordre de grandeur peut vous servir, sachez que les Etats-Unis

"confisquent" la moitié de la puissance mondiale ; j'insiste lourdement , ils sont donc aussi puissant que tous les autres états du monde réunis.

L'économie étatsunienne et la guerre



Ils se sont enrichis pendant la guerre, et n'ont connu que peu de pertes militaires, aucune pertes civiles et matérielles. Il possèdent la moitié du PNB mondial, mais les deux tiers des réserves d'or. En juillet 1944, ils ont imposé à leurs alliés un système monétaire mondial, lors des accords de Bretton Woods, selon les principes libéraux, qui consacrent le \$ comme première monnaie du monde, sur la base

de l'étalon or (une once pour 35 \$)

Le plan Marshall symbolise bien cette domination

Sur le plan économique, l'avance américaine est énorme, tant du point de vue quantitatif que, et c'est peut-être le plus important, du point de vue qualitatif : la productivité est 4 fois plus élevée qu'en Europe, par exemple, les universités et les centres de recherches américains dominent le monde, les sociétés multinationales américaines se développent, y compris en Europe, où la main d'oeuvre est moins chère. Ces grandes sociétés investissent dans tout le monde occidental, relais et aspect de la domination américaine.

Le mode de vie américain (*the american way of life*) sert également de modèle de référence est fait rêver le monde, c'est *the american dream*, la cause d'un regain d'immigration , inconnu depuis 1914.

Ce mode de vie américain, c'est le Baby Boom : plus de 23‰ de natalité pendant les années 50 ; c'est la maison individuelle 1 million puis 1,5 millions (après 1955) sont construites

chaque année, la voiture (60% des ménages américains ont deux voitures dès 1950), l'abondance des biens de consommation : téléviseurs déjà, mais aussi réfrigérateurs (frigorifère), machines à laver, etc. On comprend que cela fait rêver une Europe qui sort du rationnement.

Les années 1950, avec l'abandon de l'immigration restriction act de 1921, voit un renouveau de l'immigration. Beaucoup d'Américains encore, en cette fin de XXème siècle sont nés à l'étranger.

Sur le plan culturel, c'est l'apogée du Jazz (avec les big bands qui jouent en direct à la radio et qui sillonnent le monde, et en particulier la France (Duke Ellington, Count Basie, Louis Armstrong...)); le Rock 'n Roll apparaît lui dans le milieu des années 50 (Bill Halley, Elvis Presley, Little Richard...), c'est également la révélation de grands écrivains comme Faulkner (prix Nobel 1950), Hemingway (prix Nobel 1954) et Steinbeck (prix Nobel 1962), c'est l'âge d'or du cinéma, avec le Technicolor, les comédies musicales, l'apogée du grand Western hollywoodien.

4. Les limites du modèle américain

La chasse aux sorcières

12	4	1945	Mort de Roosevelt, remplacé par Harry Truman (D)
2	2	1947	Truman Loyalty Program : début des enquêtes sur les infiltrations communistes dans l'administration états-unienne
	11	1948	Election de Truman (D) comme président des Etats-Unis
9	2	1950	Premières accusations de McCarthy, accusant le département d'Etat d'être infiltré par les communistes
22	4	1952	Première bombe atomique tactique américaine
31	10	1952	Bombe H états-unienne
4	11	1952	Election de Eisenhower (R) comme président des Etats-Unis
19	6	1953	Exécution des Rosenberg

Truman lance (dès mars 1947) une enquête sur la loyauté des fonctionnaires : 2000 démissions et 378 révocations sont prononcées sur 4 millions de fonctionnaires fédéraux.

En 1948, le procès Hiss (Alger Hiss) permet à un jeune représentant de Californie : R. Nixon, de s'illustrer en faisant condamner pour espionnage l'ancien président de la dotation Carnegie pour la paix.

Mais il est vite dépassé par un démagogue, le sénateur (Wisconsin) Joseph MacCarthy (1908-1957) (R), qui lance sa "chasse aux sorcières " (référence sans doute aux sorcières de Salem) En effet en février 1950, Joe McCarthy annonce à Wheeling (Virg Oc) "J'ai ici dans la main une liste de 205 personnes qui sont connues du département d'Etat comme membres du Parti Communiste et qui néanmoins travaillent pour le département d'Etat et en déterminent la politique."

MacCarthy est intéressant par les méthodes qu'il emploie pour arriver à ses fins : aplomb et approximation (la liste de 205 devient de 57, puis de 81 noms) manipulation des media, utilisation d'un discours populiste, insultes, accusations sans preuves (posséder un ouvrage de géographie sur l'URSS dans sa bibliothèque est le signe d'une appartenance, ou au moins d'une sympathie procommuniste), citations tronquées, amalgame (*libéral = démocrate = communiste = juif = homosexuel...*) C'est une véritable hystérie anticommuniste qui s'empare des Etats-Unis, qui instituent le délit d'opinion, on n'a pas le droit d'être communiste, ni même de connaître ou d'apprécier des communistes. Autre méthode : l'attaque tous azimuts ; rien n'échappe aux accusations : Truman (« enfant de salaud », Marshall, Y.M.C.A., voire la déclaration d'indépendance.

Surtout, si on considère le nombre dérisoire de communistes effectifs aux Etats-Unis à cette époque, on est frappé par disproportion des moyens mis en oeuvre : des millions de dossiers de fonctionnaires et de particuliers soumis à enquête, vérifiés par le F.B.I., déferés pour un

certain nombre à des commissions, ou à des sous commissions (sur les activités antigouvernementales). Les résultats sont faibles : deux condamnations à mort (et exécutions) : celles des époux Ethel et Julius Rosenberg, exécutés en 1953 pour livraison à l'ennemi de secrets atomiques. Quelques peines d'emprisonnement, quelques dizaines de condamnations pour outrage au Congrès ou faux témoignage, quelques milliers de révocations sur une quinzaine de millions de cas étudiés. Les vrais victimes du Maccarthysme sont en fait les millions d'Américains progressistes, souvent rooseveltiens, victimes d'une sorte de revanche de la middle class blanche. Ce sont les milliers de réputations ternies par le soupçon, en particulier dans les médias : Victimes célèbres du maccarthysme : Charlie Chaplin, Jules Dassin, Joseph Losey qui choisissent l'exil en Europe ; Robert Oppenheimer, qui avait exprimé son opposition à la bombe H.

Lorsque MacCarthy s'attaque à l'armée, en 1952, et que Eisenhower est élu, il est lâché par ses soutiens, et disparaît de la scène politique, il mourra alcoolique deux ans plus tard.

Le destin de McCarthy est donc surtout significatif d'une Amérique saisie par ses fantasmes (au plus fort de la chasse aux sorcières, 50% des Américains approuvent MacCarthy); plus peut-être que les délires de ce petit bonhomme mythomane, on doit peut-être s'inquiéter de l'extraordinaire résonance que la presse lui a accordée.

La persistance de la pauvreté

Malgré l'extraordinaire prospérité des Etats-Unis, surtout par rapport au reste du monde, de nombreux Etats-Uniens vivent en dessous du seuil de pauvreté : 40 millions en 1962. C'est une des raisons qui explique la victoire de John Fitzgerald Kennedy à l'élection présidentielle de 1960. Il propose à ses concitoyens d'affronter une "nouvelle frontière", celle de l'espace, mais aussi de la pauvreté et de la ségrégation.

Son successeur, Lyndon Johnson lancera la "Grande Société" un projet d'Etat providence, qui abaissera à 24 millions le nombre de pauvres officiels, et mettra en place des systèmes d'aide aux plus démunis (*Medicare...*)

La lutte pour les droits civiques

25	2	1948	Martin Luther King est nommé pasteur baptiste
		5	1954 premier jugement de la Cour Suprême des Etats-Unis contre la ségrégation dans les écoles
	5	12	1955 Début d'un boycott des bus de Montgomery contre la ségrégation, suite à l'affaire Rosa Parks. Le boycott durera 381 jours
		2	1956 l'Université d'Alabama est contrainte d'accepter sa première étudiante noire, Autherine Lucy, mais celle-ci ne pourra pas suivre les cours
13	11	1956	La Cour Suprême des Etats-unis juge la ségrégation dans les bus contraire à la constitution
		3	1961 Les mouvements pour les droits civiques organisent des "marches" et des convois à travers les Etats du Sud, malgré des réactions violentes des populations blanches
	3	4	1963 Débuts de mouvements contre la ségrégation dans les établissements publics en Alabama. King est arrêté, la police utilise la violence (les chiens...) contre les écoliers grévistes (avril-mai 1963)
28	8	1963	Gigantesque marche pour les droits civiques à Washington. discours de M.L. King : "I have a dream"
	2	7	1964 Adoption aux Etats-Unis du Civil Rights Act
	7	11	1966 Election à Cleveland (Ohio) du premier maire noir d'une grande ville états-unienne
12	7	1967	Début de violentes émeutes dans les quartiers noirs de Chicago, durant l'été, les émeutes gagnent Detroit (40 morts) et d'autres villes
	4	4	1968 Assassinat de Martin Luther King à Memphis

L'Amérique des années 50 et 60 est encore celle de la ségrégation. Dans le sud des Etats-Unis existent encore des législations faisant des Noirs des citoyens de seconde catégorie.

Il faudra de longues années de lutte, dans un climat de haine extrême, attisée par les extrémistes racistes du Ku Klux Klan, pour imposer une législation sur les droits civiques des minorités, notamment noires aux Etats-Unis.

Les méthodes utilisées par les militants des droits civiques, le charisme de certains dirigeants, tel Martin Luther King, font de cette décennie de lutte un grand moment de l'histoire récente des Etats-Unis. Toutefois la fin des années soixante voit un essoufflement du mouvement, le découragement de ses chefs. Malgré les victoires institutionnelles, la situation, en particulier économique des Noirs reste très inférieure à celle des Blancs. Martin Luther King assassiné par un raciste fanatique, le mouvement noir lui-même va sombrer dans la violence (les Panthères Noires, Malcolm X...)

III. Les débuts de la guerre froide : 1945-1953

Le terme de Guerre Froide, déjà utilisé par les historiens pour désigner certaines périodes des guerres de la Reconquista entre chrétiens et musulmans en Espagne, fut repris par un conseiller de Truman dans les années 1945-47. Utilisé rapidement par le Presse, il s'est imposé aussitôt. Pour certains historiens, la Guerre Froide s'achève en 1962, mais on l'utilise de plus en plus pour désigner l'ensemble de la période 1947-1989.

1. Origines d'une rupture (1945-47)

L'escalade de la méfiance

Les divergences idéologiques :

L'Alliance (la "Grande Alliance") entre les Etats-Unis et l'URSS était dictée par les circonstances et ne survivrait pas à la chute de l'Allemagne nazie. Les divergences étaient trop nombreuses : même si la "Grande Alliance" se voulait l'alliance des démocraties contre le Fascisme, les alliés ne donnaient pas au mot démocratie le même sens.

A l'Ouest : la démocratie est perçue comme un épanouissement des libertés **individuelles** s'appuyant sur la pluralité politique.

A l'Est : elle relève d'un **égalitarisme** aboutissant à la répression des libertés individuelles et au monolithisme politique.

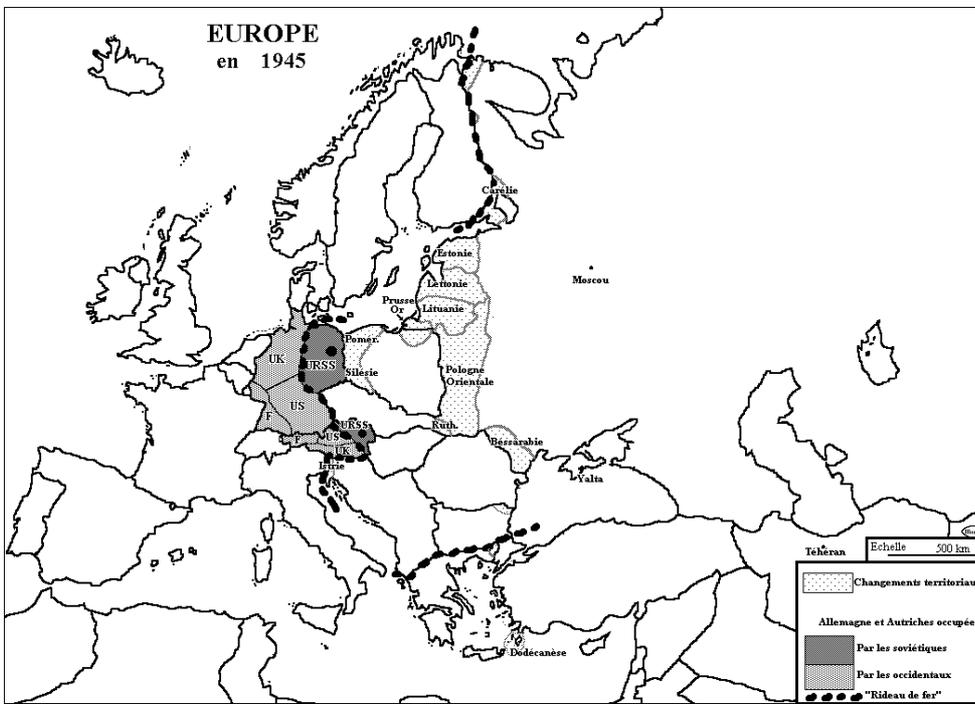
Les systèmes économiques sont également très différents, au libéralisme des Etats-Unis s'oppose le système soviétique planifié

Compétition hégémonique : Explication plus générale, mais conjecturale : deux grandes puissances, en Histoire, ne peuvent que s'affronter.

Effondrement de l'Europe : Un appel d'air terrible : l'Allemagne anéantie, la France effondrée, le Royaume Unis épuisés, les Etats-Unis qui se retirent : l'Europe Continentale se trouve livrée à l'Armée Rouge (où elle se trouve) et ailleurs, à l'influence grandissante des partis communistes, dans une situation économique dégradée. La situation économique en 1945-1947 est en effet très dégradée, et une crise post conflit éclate et touche jusqu'aux Etats-Unis, analogue à ce qui s'était passé après la Première Guerre Mondiale

L'URSS avance ses pions

C'est l'Union soviétique qui agit, les puissances occidentales, malgré les appels désespérés de Churchill, entre autre, se contentent de répondre au cas par cas.



L'Union
Soviétique en
profite.
Elle
annexe, on l'a vu,
les Etats baltes,
l'Ukraine
polonaise, la
Ruthénie
subcarpatique, et
la Bessarabie
Ses
troupes occupent

10 capitales ou anciennes capitales : Varsovie, Bucarest, Sofia, Budapest, Prague, Vilno (Vilnius), Riga, Talinn, Vienne, Berlin

Les Partis communistes sont faibles dans ces pays (*Pologne*) . Mais ils participent, même minoritairement, aux gouvernements de l'Après-guerre; ils choisissent les ministères clé : Intérieur, Justice, Police.

La politique de Staline est partout dictée par la Realpolitik, c'est à dire par le réalisme et le pragmatisme le plus cynique : il pousse partout ses ions aussi loin qu'il le peut.

Son objectif :

Constituer à l'ouest de l'URSS un véritable glacis défensif, en maintenant l'Armée Rouge.

La soviétisation de l'Europe Centrale : 1945-1948			
1945	1946	1947	1948
Pologne juin : gouvernement "d'Union Nationale"		janvier : 80 % des voix au "bloc démocratique" lors d'élections truquées.	
Tchécoslovaquie			38 % au P.C. "Coup de Prague" juin : "démocratie populaire".
Hongrie 17 % au P.C.		août : 37 % au P.C. qui dirige la "coalition démocratique ; procès contre les opposants août : "République Populaire"	
Yougoslavie 90 % au "Front National dominé par le P.C.			
Roumanie février : coup de force communiste		Procès des opposants politiques ; abdication du roi Michel avril : "république populaire roumaine"	
Albanie 93 % à la liste (unique) "démocratique du P.C.		janvier : République populaire d'Albanie	
Bulgarie novembre : 75 % à la liste (unique) du "Front Patriotique dominée par le P.C.		octobre : 55% des voix au seul P.C.	

En Europe centrale, les partis communistes étaient traditionnellement faibles, car il s'agissait de pays ruraux, qui en outre s'étaient dotés dans l'entre-deux-guerres de pouvoirs fermement anticommunistes. Les P.C. y disposaient donc de troupes bien faibles et durent composer avec d'autres forces.

Dans quelques pays toutefois, les communistes, auréolés de la victoire contre les nazis, purent accéder au pouvoir des 1945

(Yougoslavie, Albanie, Bulgarie).

Ailleurs, il fallut introduire les partis communistes dans des alliances avec d'autres forces (c'est la "stratégie du salami"), le P.C. demandait alors peu de ministères, mais des ministères clés : intérieur, justice.... Ces partis allèrent bientôt dominer et contrôler à leur profit ces alliances, quitte à semer le discrédit sur les opposants politiques, par des manifestations, des provocations, des procès truqués... Jusqu'à ce que le P.C. obtienne un pouvoir sans partage, en 1947 en Pologne, en Hongrie, en Roumanie.

En Tchécoslovaquie les Communistes forcent les Socialistes à l'unité puis s'approchent et s'emparent du pouvoir, éliminent les libéraux, puis obtiennent le pouvoir par un véritable coup d'Etat en février 1948. (*Coup de Prague II 48*). Le Président Bénéš² est forcé de nommer un premier ministre communiste : Klement Gottwald.

En Allemagne, on introduit dans la zone soviétique les réformes propres à organiser l'économie sur le mode communiste, en attendant le dénouement de 1948-49.

¹ Terme hongrois désignant la tactique communiste consistant à éliminer successivement (par tranches) les alliés politiques.

² Edvard Bénéš, 1884-1948. Président de la République Tchécoslovaque 1935-1938, Président en exil 1941-1945. Rentre en Tchécoslovaquie en mai 1945.

Que font les occidentaux ?

Dès 1944, les Britanniques réagissent en Grèce, la Grèce fait en effet partie historiquement de la sphère d'influence britannique, puis le relais sera (1947) pris par les Etats-Unis.

Dès 1945, Churchill dénonce la création d'un rideau de fer¹ ("*Iron curtain*") par les soviétiques : "*Nous ignorons tout de ce qui se passe derrière. Il semble probable que l'ensemble des régions situées à l'est de la ligne Lübeck-Trieste-Corfou sera bientôt entre leurs mains*" (lettre à Truman le 12 mai 45). Il préconise une union européenne. Mais Churchill, battu aux élections, démissionne en juillet 1945.

Début 1946 : Truman écrit à propos de Staline : "*Une autre guerre éclatera si on ne lui oppose pas une poigne d'acier et un langage dur... J'en ai assez de pouponner les Soviétiques*".

En mars 1946, c'est le fameux discours de Fulton qui popularisera le terme de rideau de fer:

2. L'année 1947 : La rupture en Europe²

	1	1	1947	Mise en place de la bizone
Grèce	28	2	1947	Les Britanniques demandent de l'aide aux Américains pour la guerre civile en
position des Etats-Unis et du Royaume-Uni (10 mars-5 avril)	10	3	1947	Echec à Moscou d'une conférence des quatre sur l'Allemagne, la France rejoint la
	12	3	1947	Doctrine Truman énoncée à propos de l'aide états-unienne en Grèce
juin 1952	5	6	1947	Plan Marshall (discours de Harvard), l'aide sera distribuée du 1 avr 1948 au 30
	2	7	1947	l'URSS refuse le plan Marshall : fin de la conférence de Paris (27 juin-2 juil)
Pologne (30 sept-5 octobre)	22	9	1947	Doctrine Jdanov exposée ensuite lors de la réunion de Szlarska-Poreba en
		11	1947	Début des grèves insurrectionnelles en France
nov-19 déc.)	18	12	1947	Echec de la conférence "de la dernière chance" à Londres sur l'Allemagne (25

La doctrine Truman (mars 1947) : le "containment" (l'endiguement).

"Je crois que la politique des Etats-Unis doit être de soutenir les peuples libres qui résistent à des tentatives d'asservissement, qu'elles soient le fait de minorités armées ou de pressions étrangères. (...) Je crois que notre aide doit consister essentiellement en un soutien économique indispensable à la stabilité économique et à une vie politique cohérente (...). Les semences des régimes totalitaires sont nourries par la misère et le dénuement. Elles croissent et se multiplient dans le sol aride de la pauvreté et du désordre."

(George C. Marshall)

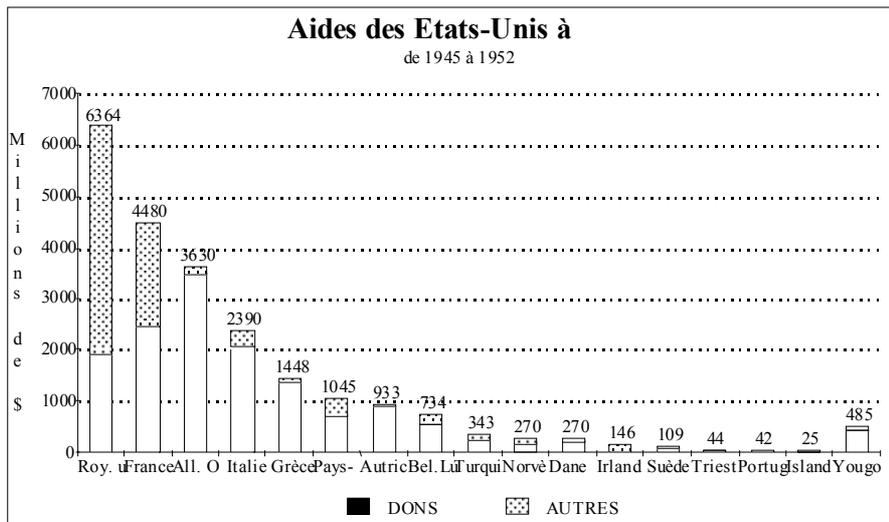
Les Etats-Unis, après un flottement (en 1945 ils ne pensent qu'à rapatrier les "boys", et seul le manque de tonnage empêche l'ensemble des troupes US de rejoindre l'Amérique avant la fin 1945), abandonnent les tentations isolationnistes et décident d'assumer leur rôle de première puissance mondiale. Ils remplacent, on l'a vu, le Royaume Uni en Grèce et en Turquie. Truman est l'artisan de cette évolution. La doctrine Truman affirme que la misère fait le lit du communisme. Elle propose donc de lutter contre la misère en aidant les peuples d'Europe à se développer. La doctrine Truman est donc le préalable au plan Marshall.

Le plan Marshall :

¹ Terme inventé dès le 12 mai 1945, mais repris dans le célèbre "discours de Fulton en mars 1946.

² Page 193

Les Etats-Unis transportent l'action sur le plan économique. Ils avaient déjà affirmé leur suprématie dans ce domaine par les Bretton Woods en juillet 1944. Accords de Bretton Woods



qui consacrent la suprématie du \$ en faisant de la monnaie états-unienne le seul étalon or de la planète (*Gold Exchange Standard*). La puissance économique du pays (50% du PNB mondial à l'époque), lui permet une politique que l'Union soviétique ne pourrait jamais suivre.

Les Etats-Unis se proposent donc de

remédier aux difficultés économiques de l'Europe grâce au Plan Marshall.

Celui-ci est proposé à tous les pays, vaincus comme vainqueurs, pays alliés des Etats-Unis de même que l'URSS et ses (*Tchécoslovaquie*) satellites, à condition qu'ils organisent le partage de l'aide américaine (d'où l'O.E.C.E.). Ces derniers, après hésitation parfois sont contraints par Staline de rejeter l'aide américaine.

L'O.E.C.E. est créée le 16 avril 1948 pour répartir l'aide américaine, mais aussi pour préfigurer une future construction européenne dont les Etats-Unis espèrent qu'elle fera contrepoids au bloc de l'est. Cette organisation deviendra en décembre 1960 l'O.C.D.E.

Formes de l'aide Marshall :

Une aide sous formes de Prêts, souvent très attractifs (0%!)

Des aides directes sous forme de dons

En Nature (Blé, Maïs, Conserves, Charbon, Pétrole, Navires, Matériel ferroviaire ou agricole...)

En argent

Des aides militaires pour les pays luttant contre des factions communistes (Grèce, Turquie...)

Au total, ce sont plus de 20 Md \$ de l'époque qui seront versés par les Etats-Unis à une quinzaine de pays d'Europe

Effets de l'aide Marshall :

Aux Etats-Unis, elle a permis de maintenir à un haut régime une machine économique qui avait tendance à s'essouffler depuis la fin de la guerre. Elle a donné à Truman une grande popularité qui est, avec sa fermeté dans l'affaire de Berlin une des raisons essentielles de sa victoire électorale de 1948.

La doctrine Jdanov : 22 septembre 1947

"Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique internationale de l'après-guerre : le camp impérialiste et antidémocratique, le camp anti-impérialiste et démocratique.

Les Etats-Unis sont la principale force dirigeante du camp impérialiste. L'Angleterre et la France sont unis aux Etats-Unis (et) marchent comme des satellites (...)

Les forces anti-impérialistes et antifascistes forment l'autre camp. L'URSS et les pays de la démocratie nouvelle en sont le fondement. (...) Le camp anti-impérialiste s'appuie (...) sur les partis communistes frères, sur les combattants des mouvements de libération nationale dans les pays coloniaux et dépendants, sur toutes les forces progressistes et démocratiques.

En Europe : ce sont dans l'ordre, le Royaume-Uni, La France et l'Allemagne qui ont le plus profité de cette aide. Mais si on s'en tient aux seuls donc, c'est l'Allemagne qui arrive en tête, ce qui montre sa place dans les préoccupations stratégiques des Etats-Unis en Europe. Dans tout les pays ayant accepté le plan Marshall, l'année 1947 est l'heure du choix. Accepter cette aide, c'est s'aligner sur la diplomatie états-unienne. C'est ainsi que les ministres communistes en exercice en France, Italie, Belgique... quittent le gouvernement ou en sont chassés.

Le Plan Marshall est depuis devenu l'archétype d'une aide efficace. Dès qu'on se propose d'appliquer une politique analogue, on parle d'un plan Marshall (pour les territoires occupés, les banlieues...)

La doctrine Jdanov (sept.-oct. 47) : une réponse idéologique

Une nécessité pour les soviétiques : **justifier leur refus du plan Marshall.**

Les Soviétiques rejettent dans le "camp impérialiste", soupçonné de vouloir ramener le fascisme et le nazisme, tout ceux qui ne suivent pas l'Union Soviétique et les partis communistes. Cette "doctrine" n'est donc pas l'annonce d'un plan concurrent du plan Marshall, dont les soviétiques sont bien incapables, mais une vision idéologique du monde, formulée par Jdanov à Varsovie en octobre 1947, et que les soviétiques imposeront de gré ou de force à leurs satellites et aux partis communistes du monde non communiste.

Le Kominform (oct. 47) : ("bureau d'information des partis communistes")

Cette structure, qui rappelle le défunt Komintern (supprimé en 1943 par Staline pour faire plaisir à Roosevelt) est l'expression de la politique extérieure de l'URSS, et commande l'attitude des partis frères partout dans le Monde.

Elle leur demande par exemple de lutter en occident contre les pouvoirs bourgeois et leurs complices sociaux-démocrates, par des grèves révolutionnaires. En France, la fin de l'année 1947 sera ainsi marquée par des grèves à caractère insurrectionnel.

L'année 47 marque donc bien la scission entre les anciens alliés. Elle est décisive dans tous les pays : Les deux conférences qui réunissent ces anciens alliés à Moscou en avril et à Londres en décembre sont des échecs qui annoncent la rupture et la naissance de deux blocs:

Le bloc occidental et le bloc socialiste :

A l'ouest, les communistes sont écartés des gouvernements (*France, Italie, Belgique, Danemark*). Les gouvernements basculent parfois durablement à droite. Les syndicats, dans certains pays, explosent (*France : C.G.T. & C.G.T.-F.O.*). Les communistes déclenchent même par endroit (*France*) des grèves insurrectionnelles. L'alliance atlantique s'annonce (1949).

A l'est, la prise du pouvoir par les communistes s'accélère, les pays refusent le plan Marshall et le Kominform est créé. L'échec des deux conférences organisées entre les alliés au sujet de l'Allemagne entérine la rupture, à Moscou (avril 1947), puis à Londres (décembre 1947) lors de la "conférence de la dernière chance".

18	12	1947	Echec de la conférence de Londres sur l'Allemagne
----	----	------	---

3. Le dénouement en Allemagne : la rupture consommée

8	5	1945	Capitulation de l'Allemagne
17	7	1945	Conférence de Potsdam (17 juill. - 2 août.)
1	1	1947	Mise en place de la bizonie
	3	1947	Echec à Moscou d'une conférence des quatre sur l'Allemagne, la France rejoint la position des Etats-Unis et du Royaume-Uni
18	12	1947	Echec de la conférence de Londres sur l'Allemagne
23	6	1948	Début du Blocus de Berlin
4	4	1949	Pacte Atlantique : création de l'OTAN
8	5	1949	Vote de la loi fondamentale allemande
12	5	1949	Levée du blocus de Berlin
23	6	1949	Echec de la conférence des 4 sur le traité de paix allemand

Les avis sur l'Allemagne différaient d'une manière radicale : les Anglo-Saxons désiraient une Allemagne "normalisée", retrouvant rapidement sa place dans le concert des nations, et dans les échanges économiques.

Les Soviétiques désiraient une Allemagne unie, mais affaiblie économiquement et militairement, et où ils auraient eu en quelque sorte des gages de tranquillité, comme une participation du parti communiste allemand à la gestion du pays. Ces visées ne sont d'ailleurs pas tant idéologiques que géostratégiques, c'est la vieille préoccupation de la Russie éternelle : obtenir du côté de l'Allemagne une tranquillité absolue

Les Français ont une vision ambiguë et sont souvent divisés : certains veulent une Allemagne affaiblie, et espèrent pour certains des réparations, voire une mainmise sur la Sarre. D'autres tirent les conclusions de l'abîme auquel l'intransigeance du traité de Versailles de 1919 a mené l'Europe et espèrent fonder une union européenne sur une réconciliation franco-allemande. Mais le ralliement aux vues américano britanniques s'explique surtout par la pression des événements et parce que la France n'a guère les moyens, depuis la débâcle de 1940 et l'occupation, de faire valoir ses options.

Après l'échec de Londres, les occidentaux réorganisent en février 1948 leurs zones d'occupation en Allemagne : il existait déjà depuis janvier 1947 une "bizone" anglo-américaine, les Français y joignent leur zone, renonçant donc à un certain nombre de tentations héritées de 1914-18. Une monnaie est créée le 8 juin 1948, le Deutschmark.

Blocus de Berlin : En représailles, les Soviétiques coupent (24-VI-48 - 12-V-49) l'approvisionnement de Berlin Ouest, ("*1ère crise de Berlin*") espérant ainsi faire céder les occidentaux. Les Etats-Unis organisent un immense pont aérien pendant presque un an. C'est un grand succès : Une démonstration de force exaltant le "leadership américain" et la puissance militaire des Etats-Unis. Durant presque un an 50 000 personnes dont 50% d'Allemands participent à cette prouesse de la logistique et transportent 700 t de marchandises par jour, puis 5000 puis 10 000 t, dont 2/3 de charbon pendant l'hiver 1948-49. Le coût humain, certes modeste (76 morts : 40 britanniques, 31 états-uniens, 5 allemands) scelle du prix du sang une importante réconciliation qui marque le passage des Allemands de l'Ouest du statut de vaincus à celui d'alliés. La République Fédérale d'Allemagne est créée le 23 V 49, tandis que la République Démocratique Allemande voit le jour le 7 X 49.

Ces deux républiques ont des frontières calquées sur les zones d'occupation. L'offensive soviétique est contenue en Europe, le partage en deux blocs y souffre peu de nuances ou d'exceptions (Finlande, Yougoslavie) la guerre froide se poursuivre en Asie, où elle va sérieusement se réchauffer.

4. L'extension du Communisme en Asie : 1949-53

1	10	1949	Création de la République Populaire de Chine
25	6	1950	Début de la guerre de Corée
	6	1950	Réforme Agraire en Chine
9	10	1950	Défaite française de Caobang
8	9	1951	Traité de paix avec le Japon
17	7	1953	Fin de la guerre de Corée
	5	1954	Défaite de Diên Biên Phû
20	7	1954	Accords de Genève : la France abandonne l'Indochine
	4	1955	Conférence de Bandoeng
		1958	Début du "Grand Bond en Avant"
	7	1960	Rupture Chine-URSS

Avènement de la Chine Populaire :

Voir le cours sur le modèle chinois

Tchang Kaï-chek et deux millions de nationalistes se réfugient sur l'île de Formose (Taiwan), sous la protection de la flotte états-unienne. Les Nations Unies refuseront longtemps

de reconnaître la souveraineté des communistes sur le continent, et Taiwan sera considérée comme le représentant officiel de la Chine. En représailles, l'U.R.S.S. boycotte les réunions de l'O.N.U., pratiquant une "politique de la chaise vide" qu'il ne tarderont pas à regretter.

C'est une bonne nouvelle pour l'URSS, qui signe avec la Chine populaire un "traité d'amitié" en février 1950, mais à terme un pays aussi important que la Chine, qui de plus est parvenu à la révolution marxiste-léniniste de lui-même, sans l'intervention encombrante de l'Armée Rouge, un tel pays peut-il être satellisé comme n'importe quelle démocratie populaire d'Europe centrale ? Le centre de gravité du monde communiste vient en effet de se déplacer brutalement vers l'Est. La Chine représente à elle seule 60% de la population de l'ensemble !

Par ailleurs les contentieux sont nombreux entre la Chine et l'URSS, héritière de l'Empire Russe qui avait jadis imposé ses traités inégaux, et qui durant la seconde guerre mondiale avait plus soutenu les nationalistes du Guomindang (ou Kouo-min-tang) que les communistes menés par Mao. Sous l'amabilité de surface, il y a chez les dirigeants soviétiques un certain mépris pour ces communistes asiatiques (qualifiés autrefois par Staline de "communistes de margarine").

En attendant, la révolution chinoise va assez vite faire tâche d'huile en Asie.

La guerre d'Indochine, qui oppose les Français à un maquis nationaliste (*Ho-Chi-Minh 1890-69*) d'inspiration communiste le Viêt-minh¹, prend un tour nouveau et disons le désespéré pour les Français avec l'avènement d'une Chine Communiste.

La guerre de Corée (1950-53)

16	2	1948	Proclamation de la République populaire de Corée du Nord
10	5	1948	Election d'une assemblée et d'un président (Syngman Rhee) en Corée du sud
25	6	1950	Début de la guerre de Corée : attaque du Nord contre le Sud
27	6	1950	Résolution du conseil de sécurité condamnant l'agression nord coréenne
15	9	1950	Débarquement des troupes des Nations-Unies (Etats-Uniennes) à Inchon
16	10	1950	Premiers contingents de "volontaires" chinois en Corée
24	11	1950	Avance maximale des troupes de l'ONU en Corée du Nord
25	1	1951	Avancée maximale des troupes chinoises en Corée du sud
11	4	1951	Limogeage de Mac Arthur, remplacé par Ridgway en Corée
27	7	1953	Fin de la guerre de Corée : armistice de Pan Mun Jon

Mais surtout, dans l'immédiat, éclate la Guerre de Corée. Le principe de partage des anciennes possessions japonaises en Asie avait été acquis dès oct. 1944 par Staline à la conférence de Moscou (avec Churchill), à Yalta, les soviétiques annoncent qu'ils dénonceront leur pacte de non agression avec le Japon dans les trois mois suivant la capitulation de l'Allemagne. En Août 1945 donc, l'URSS attaque la Mandchourie et la Corée, ainsi que les îles d'extrême orient. Dès 1945, l'URSS avait suscité la création d'une Démocratie populaire dans la zone d'occupation qu'ils avaient acquise dans le Nord de la Corée, ancienne colonie japonaise. En effet les vainqueurs avaient partagé la Corée, à l'instar de l'Allemagne de part et d'autre d'une ligne suivant le 38°N. Les élections organisées dans les deux Corées donnent au sud (mai 48) un régime nationaliste, et au nord (juin 48) un régime communiste (Sud : Syngman Rhee ; Nord : Kim Il Sung)

Les deux occupants américains et soviétiques ayant évacué le pays, les deux Corées se livrent à un certain nombre de gesticulations agressives. ("*la chaise vide*" : février 1950) Au même moment les soviétiques sont absents des Nations-Unies pour protester contre le maintien de Taiwan comme représentant officiel de la Chine.

1er acte : l'attaque nord coréenne (juin-juillet 1950) :

¹ *Viêt Nam Doc Lap Dong Minh Hoi* : Ligue révolutionnaire pour l'indépendance du Viêt Nam, fondée par Hô Chi Minh en mai 1941.

25 VI 50 : attaque nordiste : ce sont les Nord Coréens qui attaquent :
 le 28 juin : prise de Séoul
 le 3 juillet : Inchon

En quelques semaines ils sont maîtres de la plus grande partie de la péninsule, hors la petite enclave de Fusan (*Pusan*), plus grande ville du Sud de la Corée du Sud, face au Japon.

L'absence de l'URSS de l'ONU l'empêche d'opposer un veto à l'envoi d'une force multinationale destinée à défendre la Corée du Sud. cette décision est prise par l'ONU le 7 juillet 1950. Ce sont bien sûr les Etats-Uniens qui font l'essentiel d'une armée qui compte quelques soldats d'autres pays, et en particulier un bataillon français. Le premier débarquement de "marines" venus du Japon voisin, sous les ordres du général Mac Arthur se fait à Fusan le 31 VII 1950

2ème acte : la contre offensive des Nations Unies (juillet - novembre 1950) :

La contre offensive commence en fait en août par un débarquement à Inchon, puis au nord-est du pays, et se poursuivra à partir de septembre par Séoul. En octobre la Corée du sud est libérée. Les Etats-Unis obtiennent une résolution leur permettant de poursuivre l'offensive au nord : Pyongyang est prise. (X 50). Wonsan : En novembre, la Corée du nord est presque complètement conquise.

15 Août 1950 Débarquement des Nations Unies à Inchon, Séoul est reprise quelques jours après

Octobre 1950 : La Corée du sud est libérée, le même mois la capitale du Nord, Pyongyang est prise par les Etats-Uniens.

3ème acte : l'attaque chinoise (novembre 1950-janvier 1951)

26 novembre 1950 : offensive chinoise
 janvier 1951 : les Chinois prennent Séoul

Coup de théâtre ! La Chine attaque, en utilisant des centaines de milliers de "volontaires", venus "spontanément" aider leurs frères communistes de Corée du Nord.

Pyongyang est reprise, puis Séoul en janvier 1951. Panique dans le camp occidental.

4ème acte : contre attaque de Ridgway et enlèvement (janvier 1951-juillet 1953)

21 janvier 1951 : début de la contre offensive de Ridgway
 mars 1951 : les troupes de l'ONU reprennent Séoul
 avril 1951 : Mac Arthur est limogé
 mai 1951, Chinois et nord coréens sont repoussés au delà du 38° N

C'est le général Ridgway ("*Ridgway la Peste*") qui est chargé de la contre offensive qui permet de reprendre Séoul en mars 51. Mac Arthur propose l'usage de la bombe atomique sur la Chine du Nord. Il est limogé. En mai 1951, les nord Coréens et les Chinois sont repoussés au nord du 38°N

Désormais la guerre s'enterre, c'est 14-18, les jets en plus! En juillet 51 des pourparlers commencent, malgré la poursuite d'une guerre qui a pris cf. ("*M.A.S.H.*") des aspects de guerre de position.

Le bilan de la guerre de Corée : 1950-1953			
1945	1946	1947	1948
Pertes occidentales	env. 560 000	Coréens du sud	520 000 dont 373000 civils
		Etats-uniens	34 000
			103 000 blessés
		Autres alliés	3000 dont 288 Français
Pertes communistes	env. 1 000 000	Coréens du Nord	env. 800 000 dont 500 000 civils
		Chinois	200 000

Après quelques dernières offensives nordistes échouées en 1953, l'**armistice** est signé dans un petit village de la ligne de front le 27 juillet 1953 (**Pan Mun Jon**). Le bilan de cette guerre qui a abouti à une sorte de Match nul

sanglant (on est revenu pratiquement aux frontières de 1949) est très lourd.

Presque deux millions de morts : plus d'un million pour les Nord Coréens et les Chinois, plus de 500 000 pour les Sud Coréens. Plus de 30 000 pour les Etats-uniens et plus de 3000 pour les autres alliés de l'ONU dont 288 soldats français.

Le bilan de la guerre de Corée est très important : un match nul sanglant, on l'a vu.

Les conséquences de la guerre de Corée

Conséquences sur les plans stratégique et militaire : cette guerre marque le refus de la part des deux grandes puissances, de s'engager dans un conflit direct et d'utiliser leurs armes les plus puissantes : les bombes atomiques : l'URSS ne participe pas ouvertement (il y aurait eu toutefois des pilotes soviétiques, on parle de plusieurs centaines, mais déployés en couverture à plus de 20 km du front et revêtus d'uniformes chinois ou coréens, il y aurait eu également plusieurs attaques américaines d'aéroports en Chine et en URSS, près de Vladivostok) au conflit et Mac Arthur est écarté des postes de décision. A cette date les Etats-Unis avaient considérablement augmenté leur arsenal nucléaire : ils disposent début 1951 de 260 bombardiers stratégiques, et de 400 bombes A. Par ailleurs, la bombe H, dont la mise au point a commencé début 1950, devient opérationnelle à partir de 1952.

C'est toute la philosophie d'emploi de la guerre qui est remise en cause par l'existence de l'arsenal nucléaire :

Clausewitz disait que la guerre est la continuation de la politique par d'autres moyens; pour la première fois dans l'Histoire de l'humanité, cela cesse d'être tout à fait exact : les partisans de la défaite totale de l'adversaire doivent s'effacer devant la réalité de l'enjeu et des risques. Cela aboutit à une sorte de politique de l'équilibre de la terreur entre les deux grands, qui n'est pas exempte d'un certain cynisme : on se bat par intermédiaires. Ce sont les prémices de la "coexistence pacifique dont Staline lui-même a l'intuition au soir de sa vie. (*Mort Staline : III* 53).

Conséquences sur le plan diplomatique : c'est surtout, pour les camp occidental, **une période de resserrement des liens** autour des E.U., et le succès de la doctrine du "containment" qui consiste à ("*Théorie de dominos*") essayer de contenir partout l'extension du communisme. L'Europe connaît même une psychose de l'agression, beaucoup se demandant si l'armée allemande n'est pas capable de suivre l'exemple nord coréen, épaulée au besoin par l'Armée

Rouge. En 1954, Eisenhower utilisera le terme de théorie des dominos¹ (en pensant à l'Indochine), ce qui explique leur aide à la France : leur aide correspondant cette année là au trois quart des dépenses militaires françaises dans ce pays, ce qui n'empêchera pas la défaite de Dien Bien Phu (mai 1954) et aboutira à un engagement américain direct aux conséquences incalculables.

Ils suscitent la création de pactes militaires régionaux (que nous étudierons ultérieurement) : on parle de la "pactomanie" américaine :

Cette guerre marque également l'achèvement du rapprochement avec les **anciens vaincus allemands et japonais**. Le Japon en particulier est la base arrière occidentale du corps expéditionnaire de l'ONU. En septembre 1951, il signe avec les puissances occidentales (l'URSS refuse) un traité de paix. L'occupation états-unienne cesse. (*San Francisco : IX 51*)

Conséquences économiques : Elles sont très importantes : c'est le redémarrage général de l'économie occidentale (entre autre Japon et R.F.A.). Une idée de l'effort américain : entre 1950 et 1953, le budget militaire des Etats-Unis passe de 23 à 50 Md \$, c'est à dire de 6,5% à 13% du PNB. Les troupes augmentent considérablement, de 1,4 M à 3,6 M.

IV. Les deux blocs jusqu'en 1962

1. L'évolution du bloc de l'Est de 1953 à 1962

Le pacte de Varsovie

5	3	1953	Mort de Staline
7	9	1953	N. Khrouchtchev est nommé 1er secrétaire du P.C.U.S.
7	5	1960	Khrouchtchev accède à la présidence de l'URSS

Les alliances militaires à l'Est : Pacte de Varsovie 1955

Un système d'alliance bilatérales se transforme en 1955 en vaste système d'alliance au commandement unifié placé sous les ordres du gouvernement soviétique. L'Armée Rouge, à ce titre est massivement présente dans les pays de la ligne de Front, face aux forces concurrentes de l'OTAN, mais également prête à intervenir en cas de troubles mettant en difficulté les gouvernements communistes de ces pays.

On peut s'étonner que la pacte de Varsovie ne soit né que 6 ans après l'O.T.A.N. Sans doute l'armée rouge de 1949, après ses avancées successives, ne sentait-elle pas menacée au point de susciter immédiatement un système d'alliance avec des pays encore peu sûrs idéologiquement. Le besoin s'en fera sentir par la suite.

Rappel sur les modifications intervenues à la mort de Staline. Les démocraties populaires ont pu croire qu'elle pourrait y gagner plus d'autonomies, elles vont vite déchanter.

Les révoltes dans les pays de l'Est

La mise au pas du bloc de l'est ne se fait pas sans difficultés. De nombreuses révoltes éclateront qui seront réprimées par la force.

17	6	1953	Emeutes à Berlin Est
14	5	1955	Création du Pacte de Varsovie (URSS Tchécoslovaquie Pologne Bulgarie Hongrie Roumanie Albanie)
14	2	1956	XXème Congrès du PCUS : début de la "déstalinisation" (14-25 février.)
28	6	1956	Emeutes sanglantes à Poznan en Pologne
19	10	1956	Gomulka reprend en main le P.O.U.P., visite surprise de Khrouchtchev

¹ On parle aussi des "pommes pourries".

1	11	1956	Imre Nagy proclame la neutralité de la Hongrie et son retrait du pacte de Varsovie
4	11	1956	Ecrasement de l'insurrection hongroise par les soviétiques (4-12 nov.)

Le bloc de l'est rentre donc dans une période de turbulences, marquées par des révoltes et des répressions sanglantes qui montrent le peu de popularité dont jouissent les régimes de l'Est.

En Allemagne de l'Est : juin 1953

En 1953, une révolte ouvrière est matée à Berlin Est (*17 VI 53*). L'Armée du peuple tire sur le peuple.

En 1956, la Hongrie et la Pologne tentent de prendre du champ.

Le traité de paix signé enfin en mai 1955 entre l'Autriche (au prix de la neutralisation de celle-ci) et les 4 alliés donne de l'espoir à ses voisins.

En **Pologne**, suite à des émeutes en juin à Poznan, les dirigeants communistes parviennent à éviter l'intervention soviétique. Ils limitent les dégâts. Ils appellent au pouvoir un ancien dirigeant limogé par les procès staliniens (Gomulka) qui jouit encore d'une certaine crédibilité auprès de la population.

En **Hongrie** c'est une révolte qui affecte toute la Nation jusqu'au plus haut niveau de l'Etat (*Imre Nagy*). Le pays tente de proclamer sa neutralité. Puis il se révolte (*Insurrection. : 23 X 56*), cette tentative est matée dans le sang par l'Armée Rouge elle-même (*4-8 XI 56*). Bilan : des milliers de morts et 200 000 réfugiés hongrois qui quittent le pays. L'Occident ne réagit pas ; il est vrai que la France et le Royaume-Uni sont englués au même moment dans une intervention militaire en Egypte (*Suez : 29 X-6 XI 56*).

La rupture avec la Chine et l'Albanie (1960-61)

Rappel sur cette rupture

2. Le bloc de l'Ouest : 1949-62

Les alliances

Jusque là, les Etats-Unis n'avaient jamais adhéré à des alliances militaires en temps de paix. La menace communiste, et en particulier la menace nucléaire les ont fait évoluer sur ce point. La première alliance, l'O.T.A.N. concernera l'Europe.

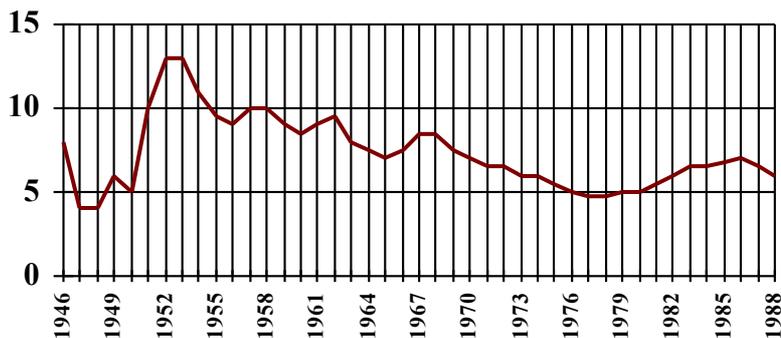
14	12	1953	Foster Dulles annonce une révision de la politique étrangère US si la C.E.D. n'est pas ratifiée
	8	1954	Rejet de la C.E.D. par la France
8	9	1954	Création de l'O.T.A.S.E. : Etats-Unis, France, Royaume-Uni, Australie, Nouvelle Zélande, Philippines, Pakistan, Thaïlande
23	10	1954	Union de l'Europe Occidentale, la R.F.A. se réarme et adhère à l'OTAN
9	5	1955	Entrée de la R.F.A. dans l'OTAN
26	10	1955	Proclamation à Saïgon de la République du Viêt Nam (Ngô Dinh Diem président)
8	6	1959	La France refuse le stockage d'armes atomiques sur son territoire
14	12	1960	L'O.E.C.E. devient l'O.C.D.E.
5	12	1962	l'OTAN se dote de l'arme nucléaire
21	12	1962	Accords de Nassau : Les Etats-Unis fournissent des fusées Polaris au Royaume-Uni
23	6	1963	Voyage triomphal de Kennedy en Europe et à Berlin (ich bin ein Berliner)

Le pacte de l'Atlantique et l'O.T.A.N.

Après avoir commencé à lutter contre le communisme par l'arme économique, les Etats-Unis, à cause du blocus de Berlin, s'engagent plus avant : le 4 avril 1949, ils signent avec les pays de l'Europe de l'ouest le pacte de l'Atlantique (12 pays en tout), pour la première fois dans son histoire, les E.U. rompent avec une tradition séculaire d'isolationnisme en signant leur première alliance militaire en temps de paix. Ce pacte se transforme aussitôt en alliance militaire sous le nom d'OTAN après l'intervention militaire en Corée.

Le commandement intégré de cette organisation (S.H.A.P.E. : supreme headquarter for the allied powers in europe : à Rocquencourt) est alors confié au général Eisenhower, héros du débarquement de Normandie. Les Etats-Unis, tentés un moment par une stratégie du "refoulement" se calmeront après l'explosion des premières bombes atomiques soviétiques (1949 pour la bombe A et 1953 pour la bombe H). Mais la guerre de Corée les pousse à "muscler" l'organisation : 4000 avions, 50 divisions, et des forces navales importantes. En Europe, l'OTAN éprouve vite le besoin d'une armée allemande reconstituée et puissante (situation et poids démographique de l'Allemagne obligent), ce qui pose des problèmes à certains alliés, en particulier la France.

Part des dépenses de défense nationale aux Etats-Unis en pourcentage du P.I.B.



C'est dans ce contexte que R. Pleven propose en mai 1950 (plan Pleven) la création d'une Communauté Européenne de Défense dont le but serait de réarmer l'Allemagne tout en diluant ses forces dans une armée commune. Après avoir été laborieusement accepté par les Alliés et notamment les Allemands, ce projet est adopté en mai 1952, mais enterré par les Français eux-mêmes lorsque l'Assemblée Nationale refuse la ratification en août 1954. Les Américains imposent alors un réarmement pur et simple de l'Allemagne au sein de l'Otan.

Cela explique leur passivité lors des mouvements populaires anticommunistes qui agitent le blocs de l'est après 1953.

L'O.T.A.N. est essentiellement une alliance défensive. Les doctrines de l'alliance n'envisagent aucun plan d'attaque des pays de l'Est, et toutes ses manoeuvres auront toujours comme thème une défense face à une agression venue de l'Est. Il est vrai que même si les Etats-Unis jouent un rôle de "leader" de l'alliance, il s'agit tout de même de l'association de pays libres et démocratiques, assez sourcilleux de leur indépendance (nous le verront en particulier pour la France). Même en ce qui concerne les uniformes et les matériels, l'O.T.A.N. n'est jamais parvenu à l'uniformité, comme le fera le pacte de Varsovie.

Les Etats-Unis complètent leur dispositif par d'autres alliances régionales dans le contexte en particulier de la guerre de Corée :

Les autres traités d'alliances régionales

Dans le contexte de la guerre de Corée, les Etats-Unis vont également créer des systèmes d'alliances dans le Pacifique et en Asie

A.N.Z.U.S. en 1951

L'O.T.A.S.E. en 1954 (Laos, Cambodge, Viêt Nam du sud, Corée du Sud, Philippines, Malaisie...).

Par ailleurs, les Etats-Unis encouragent le Royaume-Uni dans la construction du **Pacte de Bagdad** avec les alliés de l'Occident au Moyen Orient¹ (1955) : Turquie, Iran, Pakistan, Irak, contre Egypte de Nasser alliée avec l'URSS. Le Pacte de Bagdad devient en 1959 le C.E.N.T.O.³

3. Le sommet de la guerre froide 1960-62

	7	1960	Rupture Chine-URSS
26	4	1961	Rupture des relations diplomatiques entre l'URSS et l'Albanie
12	8	1961	Construction du mur de Berlin (nuit du 12 au 13 août)
17	10	1961	Congrès du PCUS consacrant la rupture avec la Chine
	12	1961	Rupture de l'Albanie avec l'URSS
2	9	1962	"renforcement" de l'aide soviétique à Cuba

Khrouchtchev et Kennedy : deux "colombes"?

Nikita Sergueievitch Khrouchtchev 1894-1971 : Ukrainien, Prolétaire, arrivé au pouvoir à la mort de Staline, s'impose comme dirigeant de l'URSS. C'est un caractère enjoué et gouaillieur, mais également emporté, comme lorsqu'il sortira sa chaussure à l'ONU, il est surnommé à l'époque "Mr "No"" par les états-uniens.

John Fitzgerald Kennedy (1917-1963), grand bourgeois catholiques irlandais, fils et petit fils de politicien du Massachusetts, il incarne l'Amérique démocrate, progressiste, intellectuelle. C'est une bête des media, utilisant au mieux sa photogénie et celle de sa femme Jacqueline. Il est élu sur un programme novateur : l'intégration des minorités, la conquête de l'espace, programme résumé dans la formule de "nouvelle frontière"

En fait cette accession au pouvoir de deux "colombes" va être suivie dans les faits par les plus fortes tensions de l'après guerre. En 1960, c'est l'affaire de l'avion U2, abattu au dessus de l'URSS, N. Khrouchtchev en profite pour faire échouer une conférence réunie à Paris.

La nouvelle crise de Berlin

En 1961, c'est la relance de la crise en Allemagne. Khrouchtchev menace de signer un traité de paix séparé avec la R.D.A. si Berlin n'est pas neutralisé. Kennedy refuse et le gouvernement Est Allemand fait édifier un mur autour de Berlin Ouest dans la nuit du 12 au 13 août 1961, coupant ainsi la voie de la fuite pour des milliers d'Allemand de l'Est qui fuyaient leur pays. Kennedy se rend alors à Berlin (le 27 juin 1963) et au côté du maire de la ville (W. Brandt) il lance son fameux : "ich bin ein Berliner".

Cuba et la crise des fusées.

Cuba : des maquis "barbudos" à la "Baie des cochons" : 1956-1961

¹ février 1955 : Turquie et l'Irak, puis 1955 : Royaume-Uni, Iran, Pakistan et 1957 : Etats-Unis.

² Moyen-Orient : ensemble constitué de l'ouest de l'Asie, des rives de la Méditerranée à l'Iran. Le Proche-Orient (le "Levant") est donc inclu dans le Moyen-Orient.

³ C.E.N.T.O. : CENTral Treaty Organisation

	2	12	1956	Débarquement de Castro à Cuba, début de la résistance dans la Sierra Maestra
	1	1	1959	Fuite de Batista de la Havane
	8	1	1959	Entrée de Fidel Castro à la Havane
		5	1959	Début de la réforme agraire à Cuba
	13	2	1960	Accord économique entre Cuba et l'URSS
	29	6	1960	Cuba nationalise les raffineries de pétrole
	3	7	1960	Cuba nationalise l'ensemble des biens états-uniens
	20	10	1960	Embargo total sur le commerce avec Cuba
	3	1	1961	Rupture des relations diplomatiques entre les Etats-Unis et Cuba
	16	4	1961	"Baie des cochons" : tentative de débarquement (16-20 avril) anticastriste à Cuba

Cette grande île des Antilles était depuis 1898 un **semi-protectorat** des Etats-Unis dans les Caraïbes. Protégée par les Etats-Unis depuis la guerre hispano américaine de 1898, Cuba était en fait sous le contrôle de son puissant voisin : 90% des mines, 100 % du raffinage du pétrole, 80% du tabac et 40% du sucre étaient contrôlés par des intérêts états-uniens. Par ailleurs les Etats-Unis disposaient (et disposent encore) au terme d'un accord de "bon voisinage" de l'imposante base militaire de Guantanamo.

Le régime du général Batista était particulièrement corrompu et La Havane servait de base arrière à la pègre états-unienne et de lieu de défoulement et d'encanaillement pour la bourgeoisie des Etats-Unis.

Fidel Castro (1926-...) et Ernesto "Che" Guevara (1926-67) recrutent des volontaires à Miami et débarquent à Cuba en nov. 56. Ils gagnent la Sierra Maestra avec une douzaine d'hommes. Ils commencent une série de coups de mains (attaques de postes isolés) et de coups de pubs (*enlèvement de J.M. Fangio*). Après bien des péripéties, leurs troupes s'emparent de La Havane en janvier 1959. Commence alors une série d'événements et de malentendus qui vont aboutir au divorce avec les Etats-Unis et au rapprochement avec l'URSS.

La réforme agraire (V 59); la nationalisation des biens américains (Castro avait proposé qu'ils soient indemnisés sur la base des déclarations fiscales des propriétaires !), entraînent la rupture des relations diplomatiques (I 61); puis l'opération de la Baie des cochons (IV 61) : un débarquement raté de 1500 anticastristes recrutés, armés, entraînés et transportés par les Etats-Unis.

La Crise des fusées :

14	2	1962	Exclusion de Cuba de l'OEA
2	9	1962	"renforcement" de l'aide soviétique à Cuba
11	9	1962	Moscou met en garde Washington contre toute attaque contre Cuba
13	9	1962	Les Etats-Unis mettent en garde Moscou contre l'installation d'armes offensives à Cuba
22	10	1962	Crise des fusées à Cuba (22-31 oct.)
25	10	1962	Les bateaux soviétiques en route pour Cuba font demi-tour
28	10	1962	Khrouchtchev annonce le démantèlement des armes offensives installées à Cuba
30	10	1962	Ultime échange de lettres entre Castro et Khrouchtchev

En octobre 1962, les Etats-uniens s'aperçoivent que les soviétiques ont installé à Cuba des fusées porteuses de têtes nucléaires. Celles-ci ne peuvent être dirigées que contre le territoire des Etats-Unis tous proches. Kennedy joue la fermeté : il organise le blocus de l'île (encore en vigueur en 1994) et menace l'Union Soviétique d'une attaque nucléaire si les fusées ne sont pas immédiatement démantelées.

Le monde se découvre brutalement au bord de la guerre mondiale tant redoutée. Khrouchtchev décide de retirer les fusées. Les Etats-Unis acceptent l'indépendance de Cuba qui ne survivra maintenant que grâce au commerce avec l'URSS.

On a eu très peur ; **on "s'est regardé dans le blanc des yeux"** pendant une semaine, comme le dit un responsable états-unien. La crise débouchera sur la détente.

Un dialogue s'engage entre les deux grands maintenant qu'on mesure les risques encourus
On clôt la crise de Berlin (janvier 1963)

On installe un télétype entre la maison blanche et le Kremlin (téléphone rouge) (juin 1963)

Ce nouvel équilibre qui se met en place à la fin de la crise des fusées va dominer le monde pendant une bonne vingtaine d'années, pendant lesquelles les deux grands n'envisagent plus sérieusement un affrontement direct qui serait trop coûteux : c'est **l'équilibre de la terreur et la détente**.

Les deux principaux protagonistes disparaîtront assez rapidement de la scène : Kennedy est assassiné le 22 novembre 1963, tandis que Khrouchtchev est écarté du pouvoir par une révolution de palais en octobre 1964. Qu'ils aient été contraint à des concessions, mécontentant les ultras de leur camp respectif explique peut-être leurs disparitions respectives.

V. De nouveaux rapports de force : De la coexistence pacifique à la détente : 1962-1973 : Equilibre des puissances et conflits périphériques

1. L'équilibre des puissances de 1962 à 1973.

Les négociations sur les armements

29	7	1963	Rejet par la France du traité de Moscou sur les essais nucléaires
31	7	1963	Rejet par la Chine du traité de Moscou
5	8	1963	Traité de Moscou sur les essais nucléaires souterrains, interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère
1	7	1968	Traité de non prolifération des armes nucléaires, sans la France
19	11	1969	Début des négociations S.A.L.T.
26	5	1972	Accords S.A.L.T. 1 lors du voyage de Nixon à Moscou (strategic arms limitation talks)

La crise de Cuba a un effet stabilisateur. Mise en place du téléphone rouge en juin 1963.

Estimation des forces stratégiques en 1972		
	Etats-Unis : vecteurs	U.R.S.S. : vecteurs
I.C.B.M. Intercontinenta l Balistic Missils	1054	1528
S.L.B.M. Submarine Launched Balistic Missils	656	682
Bombardiers	321	140
Total charges	5746	2492
Ces chiffres, fournis par les Etats-Unis, n'ont jamais été démentis par l'U.R.S.S.		

Au même moment, les conférences sur le désarmement nucléaire qui traînaient depuis des années à Genève aboutissent : en août de la même année 1963 est signé le premier traité sur les essais nucléaires interdisant les essais autres que souterrains.

Le 1er juillet 1968, c'est le traité de non prolifération des armes nucléaires qui est signé. A noter que la France et la Chine refusent de signer. C'est la **détente** qui est ainsi lancée. A noter qu'elle satisfait les soviétiques, dirigés par Leonid Brejnev depuis

1964, qui voient ainsi leur positions, acquises depuis 1945 en quelques sortes reconnues. Mais les Etats-Unis aussi qui pensent s'épuiser dans leur rôle de gendarme du monde. A noter que ce traité signé par un président démocrate (Johnson) est repris sans problème par le républicain Nixon et son secrétaire d'état aux affaires étrangères (Kissinger). C'est le moment où les EU en ont assez de la guerre du Viêt Nam.

Un autre facteur a pu jouer aux Etats-Unis qui est la pression du lobby agro alimentaire. L'URSS se révèle en effet dans les années 1970 le plus gros importateurs de céréales, tandis que les Etats-Unis sont le principal vendeur.

S.A.L.T. 1 : 1971 (*Strategic Arms Limitation Talks*) : sur les armes stratégiques à moyenne portée. Ces accords portent sur les A.B.M. (*antimissils balistic missils*) qui ont pour

objet de riposter en cas d'attaque nucléaire. Ils limitent le nombre de vecteurs. C'est une limitation quantitative donc, mais la course qualitative va se poursuivre.

Ces accords ont une portée économique : désormais l'URSS est autorisée à acheter de grandes quantités de blé aux Etats-Unis

Mais la détente n'empêche pas les affrontements de continuer. On parle des « conflits périphériques » pour désigner ces crises. La plus importante est la guerre du Viêt Nam.

Les crises dans le bloc de l'Ouest

Les interventions américaines sont nombreuses dans les années soixante :

Il s'agit pour les Etats-Unis d'affirmer leur hégémonie dans leur zone d'influence. Ils le font parfois avec brutalité dans les régions qu'ils dominent sans partage, en particulier l'Amérique latine et l'Asie du Sud Est :

Chute de Goulart (Joao Goulart, Président du Brésil, renversé en 1964 par une junte militaire)

Renversement de Ben Bella (renversé en 1965 par un coup d'Etat dirigé par Boumedienne)

Intervention directe en République dominicaine

Liquidation en 1965 du parti communiste indonésien (au moins 500 000 morts)

Le renversement de N'Krumah (1966), au Ghana.

Mais la plus importante de ces interventions américaine, la plus lourde de conséquences demeure la guerre du Viêt Nam.

Les velléités françaises. L'époque est marquée par les velléités françaises sous de Gaulle. Une fois réglée la question algérienne, celui-ci joue un rôle de plus en plus indépendant (voyage en URSS, au Québec, en Amérique Latine...). Surtout il reconnaît en 1964 la Chine Populaire, retire la France du commandement intégré de l'OTAN en 1966, entraînant ainsi le retrait des soldats états-uniens du territoire français, et condamne en août de la même année l'intervention américaine au Viêt Nam (discours de Phnom Penh),

Ruptures à l'Est

C'est la rupture consommée entre l'U.R.S.S. et la Chine et l'Albanie. La situation ne fait que s'envenimer, avec en particulier des incidents militaires sur la plus longue frontière terrestre du monde (*Ossouri, 1969*).

Le tournant de l'année 1968

C'est une année de contestation à l'est comme à l'ouest. Le printemps de Prague montre la contestation au sein du monde communiste et de la part de dirigeants communistes eux même. (Dubcek). En Occident on conteste dans à peu près tous les pays : en France, aux Etats-Unis, En Italie, au Japon, en Allemagne, au Mexique. Dans cette contestation sont condamnés la guerre du Viêt Nam, la civilisation de consommation, mais aussi le communisme. La génération contestataire se cherche d'autres modèles, dans le Tiers Monde : on redécouvre les cultures africaines, indiennes etc., on tente de trouver d'autres modèles socialistes ou tiers-mondistes comme Castro ou Mao.

On est à un tournant, qui voit apparaître un monde plus compliqué (multipolaire et non plus bipolaire) et s'effacer ou disparaître des dirigeants d'une autre époque (de Gaulle, Ho chi Minh...)

2. Le plus important des « conflits périphériques » : le Viêt Nam

24	10	1954	Les Etats-Unis accordent une aide au Viêt Nam du sud
26	10	1955	Proclamation à Saigon de la République du Viêt Nam (Ngô Dinh Diem président)
16	12	1961	Début de l'engagement US (15 000 hommes) au Viêt Nam
2	8	1964	Escalade au Viêt Nam (bataille navale dans le golfe du Tonkin)
7	2	1965	Premiers raids aériens américains sur le Viêt Nam du Nord
8	6	1965	Première participation officielle de soldats US à des combats au Viêt Nam Ils sont 125 000 en juillet 1965
31	8	1966	Discours de Pnom-Penh : pas de solution militaire au Viêt Nam dit de Gaulle
31	1	1968	Offensive du Têt au Viêt Nam, combats à Saigon
1	4	1968	Les belligérants US et nord Viêt Namiens acceptent de discuter
10	5	1968	Première entrevue à Paris concernant le Viêt Nam
8	6	1968	Nixon décide le retrait de 25 000 hommes du Viêt Nam
18	1	1969	Ouverture de la conférence élargie sur le Viêt Nam à Paris
16	9	1969	Nouveau retrait US du Viêt Nam (35 000 hommes)
30	3	1972	Début d'une grande offensive communiste au sud Viêt Nam
18	12	1972	Raids massifs de B52 sur Hanoi et Haïphong
30	12	1972	reprise des négociations de Paris sur le Viêt Nam
27	1	1973	Accord de Paris sur le Viêt Nam
29	3	1973	Départ des derniers américains du Viêt Nam
30	4	1975	Chute de Saigon, rebaptisée Ho Chi Minh Ville

Les conflits du Moyen Orient sont importants durant les années 1962-1973 (guerre des 6 jours) en 1967 et guerre du Kippour en 1973. Mais le grand conflit des années soixante est la guerre du Viêt Nam.

La réunification prévue par les accords de Genève de 1954 n'a pas eu lieu.

Les Etats-Unis soutiennent au Viêt Nam du Sud un régime anticommuniste et dictatorial, tandis que le Viêt Nam du Nord connaît un régime communiste. Au sud les communistes entretiennent un F.N.L. qui rassemble tous les opposants et qui fait à partir de 1961 une lutte armée maquisarde.

Soldats Etats-uniens au Viêt Nam	
	Nam
juin 1962	5 576
1963	16 000
1964	40 000
juillet 1965	275 000
Décembre	443 000
juin 1966	542 000

Les Etats-Uniens s'engagent progressivement dans un conflit qui ne dit pas son nom Le secrétaire d'Etat à la défense, Robert MacNamara met au point la doctrine de la "réponse flexible" (*flexible response*) ; un corps expéditionnaire de plus de plus important va être engagé.

Ils utilisent contre le Viêt Cong tous les moyens : bombardements massifs du Viêt Nam du Nord, bombardements au Napalm, au défoliant, aux bombes antipersonnelles. En vain. En 1966, le corps expéditionnaire est porté à 500 000 hommes.

Cette guerre va avoir un effet dévastateur sur le Viêt Nam certes, mais aussi sur le modèle américain : elle est vécue "en direct" par l'Amérique (**the "TV-War"**), les protestations se multiplient en particulier dans les campus (année 1968 par exemple). Le recrutement des soldats est très injuste, il permet à de nombreux jeunes issus de milieux favorisés d'échapper au "draft", tandis que les soldats sont des prolétaires et souvent des minorités. De 1964 à 1972, les sondages montrent que le Viêt Nam est la première préoccupation des citoyens états-uniens.

Aujourd'hui encore on demande des comptes aux jeunes gens de cette génération : que faisiez-vous alors (Clinton, Quayle, etc.). Nixon tire les leçons de cette situation. En 1971 il normalise les relations avec la Chine (voir plus loin la doctrine Nixon), ce qui est aussi un moyen d'embêter les soviétiques et il engage des négociations qui aboutissent en 1973 (accords de Paris) au retrait des troupes US. En 1975 (avril) le sud Viêt Nam tombe. Toute l'Indochine en fait devient communiste.

Bilan humain de la guerre du Viêt Nam (1965-1973)	
Soldats du Nord	1 000 000
Soldats du Sud	250 000
Soldats états-uniens	57 000 (plus 60 000 suicides au retour)
Victimes civiles	500 000

La guerre du Viêt Nam est le plus long conflit de l'Histoire des Etats-Unis (8 ans). Ce n'est pas le plus sanglant, mais c'est le premier où les Etats-Unis n'atteignent pas leur objectif. On peut donc parler de défaite. Cela a été durement ressenti par la première puissance mondiale.

Plus deux pays voisins entraînés dans la guerre : Laos et surtout Cambodge dont le calvaire commence vraiment en 1974 avec l'arrivée des Khmers rouges au pouvoir et le début d'un véritable massacre (sans doute pire que le Rwanda).

3. Doctrine Brejnev, doctrine Nixon

Le « printemps de Prague » et la « doctrine Brejnev ».

3	1	1968	Dubcek arrive au pouvoir en Tchécoslovaquie
	3	1968	Début du "Printemps de Prague"
6	4	1968	Programme du PCT : "la voie tchécoslovaque du socialisme"
27	6	1968	Manifeste des "deux mille mots" pour la démocratie en Tchécoslovaquie
29	7	1968	Entrevue soviéto - tchécoslovaque, à la frontière
20	8	1968	Ecrasement du "Printemps de Prague" (20-21 août)
28	8	1968	Les dirigeants tchécoslovaques adjurent leurs compatriotes de ne pas résister
16	1	1969	Suicide de Ian Palach
17	4	1969	Dubcek remplacé par Husak : la normalisation commence

En Tchécoslovaquie, un gouvernement communiste tente de s'engager dans la voie de réformes. Il s'agit d'ouvrir une « voie tchécoslovaque » vers le communisme. Après quelques hésitations, l'U.R.S.S. va choisir la fermeté. En Août, différentes armées du pacte de Varsovie envahissent le territoire tchécoslovaque, mettant ainsi fin au « printemps de Prague ».

Pour justifier cette intervention, Brejnev invente la « *doctrine Brejnev* » : quand il y a le feu à la maison du voisin, on ne se pose pas de question, tout le monde intervient. Cette doctrine justifiera la poursuite de la mainmise sur l'Europe de l'Est, jusqu'à la fin des années 1980.

Brejnev (1964-1982)

Sous Brejnev, l'U.R.S.S. retombe dans l'immobilisme. Les réformes sont annoncées, jamais réalisées. On parle de glaciation brejnévienne. L'U.R.S.S. poursuit sa politique coûteuse d'expansion. L'invasion de l'Afghanistan, en décembre 1979, aura ainsi des effets dévastateurs. L'économie ralentit sa croissance. La situation des populations est difficile. Le pouvoir devient âgé. A l'image du chef de l'U.R.S.S., les dirigeants sont presque tous de plus en plus vieux. On parle de gérontocratie.

L'opposition commence à s'exprimer. Des dissidents se font connaître. Ce sont des artistes (Noureev, Soljenitsyne), des savants (Pliouchtch, Sakharov). L'opinion publique occidentale se mobilise et parvient parfois à en faire passer à l'Ouest (lors d'échanges des services secrets par exemple). Certaines populations de l'U.R.S.S. sont opprimées, comme les Juifs refuzniks, à qui on refuse un visa pour Israël.

La doctrine Nixon

Le couple formé par Nixon et son secrétaire d'Etat Henry Kissinger, sans doute le plus brillant de l'après guerre, va élaborer une nouvelle doctrine états-unienne en matière de politique extérieure.

Cette politique est marquée par le réalisme, comme le dit Nixon lui même, c'est à dire la prise en compte de certaines réalités :

- La renaissance de l'Europe et du Japon, nouveaux concurrents économiques
- L'autonomie croissante des Etats nés de la décolonisation
- La rupture de l'unité du monde communiste
- La fin de la supériorité nucléaire absolue des Etats-Unis
- La volonté des Etats-Uniens, depuis le Viêt Nam, de se désengager.

Ces constats vont avoir des conséquences importantes :

Poursuite de la détente avec l'Union Soviétique.

Surtout le choc qu'est la reconnaissance de la Chine populaire, afin d'isoler l'Union Soviétique.

9	7	1971	Visite secrète de H Kissinger en Chine (9-13 juill.)
25	10	1971	La Chine populaire retourne à l'ONU et récupère son siège au conseil de sécurité
21	2	1972	Visite de Nixon en Chine (21-28 février)
25	9	1972	Rétablissement des relations diplomatiques entre la Chine et le Japon

Un désengagement relatif, les grandes interventions comme celle du Viêt Nam ne sont plus de mode, mais les Etats-Unis multiplient, directement ou indirectement des interventions ponctuelles, d'autant plus vigoureuses qu'ils estiment que leurs intérêts vitaux sont en jeu, comme en Amérique latine par exemple.

Les Etats-Unis et surtout la C.I.A. est durant ces années derrière toute une série d'interventions, en particulier dans le Tiers Monde :

Ils installent des régimes dictatoriaux : les régimes de Mobutu, de Marcos, des Colonels (1967-1974) et surtout ils provoquent la chute de Allende au Chili et son remplacement par Pinochet (1973).

Cet interventionnisme rendra l'indignation états-unienne peu crédible dans l'affaire tchécoslovaque en 1968.

Dans ce contexte même la guerre des six jours en 1967 est interprétée par beaucoup comme un affrontement Est-Ouest.

PASSER ICI AU COURS DE GEOGRAPHIE POUR QUELQUES SEMAINES

VI. De la "détente" à la chute du mur : 1973-1989

1. Le dialogue Est Ouest durant la "détente" : 1973-1979

	3	7	1973	Début de la conférence d'Helsinki (C.S.C.E.)
18	12	1974	L'URSS reçoit la clause de la nation la plus favorisée	
17	7	1975	Arrimage en orbite d'Apollo et de Soyouz	
et Canada	1	8	1975	Accords d'Helsinki (C.S.C.E.) : 33 pays européens sauf Albanie, plus Etats-Unis
	18	12	1976	Echange de Vladimir Boukovski et Luis Corvalan, à Zurich
	4	9	1977	Seconde conférence sur la sécurité et la coopération en Europe (C.S.C.E.) à Belgrade
	15	6	1979	Accords S.A.L.T. 2 (non ratifiés par EU) (15-18 juin) signés à Vienne, ils ne seront jamais ratifiés du fait de l'invasion de l'Afghanistan

Avec les années 70 se poursuit la "détente", qui est en fait une sorte de désengagement militaire (avant le regel des années 80) de la part des deux grands. Cela se traduit concrètement par des accords :

Accords d'Helsinki en 1975, qui donneront une base légale de contestation aux dissidents à l'est.

S.A.L.T. 2 : 1979, jamais ratifié à cause de l'intervention soviétique en Afghanistan. Les négociations avaient commencé dès 1972.

L'Ostpolitik en Allemagne

4	11	1969	Début de l'"Ostpolitik" du chancelier Brandt
26	5	1972	Premier traité entre R.F.A. et R.D.A.
14	9	1972	Rétablissement des relations diplomatiques entre la R.F.A. et la Pologne
21	12	1972	Traité fondamental" entre R.F.A. et R.D.A.
	9	1973	Entrée de la R.F.A. et de la R.D.A. à l'ONU

Elle est menée par Willy Brandt¹, entre R.F.A. et R.D.A. mais aussi avec l'U.R.S.S.

Le social démocrate Willy Brandt est parvenu au pouvoir en Allemagne en 1969. Dès 1970 il rencontre son homologue Est-allemand Walter Ulbricht² et lance son pays dans une politique pragmatique sans céder sur les principes démocratiques d'ouverture à l'est. Les enjeux sont humains : il s'agit par exemple de faciliter la vie des familles qui sont séparées par le rideau de fer : en 1971 un accord quadripartite sur Berlin permet aux familles de l'Ouest de rendre visite à leurs proches à l'Est. L'enjeu est aussi économique : désormais les échanges entre les deux Allemagnes reprennent : matière première contre produits finis ou technologie. Cela préparera la future réunification. Les enjeux sont enfin géopolitiques, il s'agit pour l'Allemagne d'exister de nouveau comme grande puissance centre européenne, et de s'imposer comme partenaire incontournable du dialogue avec l'Est (pas seulement la R.D.A. mais aussi l'URSS), il s'agit enfin de renaître au niveau mondial : la reconnaissance mutuelle de la R.F.A. et de la R.D.A. en 1972 ouvre la voie à l'entrée des deux pays à l'ONU en 1973.

Dès la fin des années soixante-dix, l'Allemagne est redevenue un acteur de premier plan en Europe Centrale, comme le montreront l'intensité des rapports entre Gorbatchev et Kohl pendant la libéralisation des pays de l'Est.

2. La « guerre fraîche » : 1979-1985

4	9	1977	Déploiement des premiers SS-20 soviétiques en Europe de l'Est
15	6	1979	Accords SALT 2 (non ratifiés par EU) (15-18 juin) signés à Vienne, ils ne seront jamais ratifiés du fait de l'invasion de l'Afghanistan
12	12	1979	Décision de déploiement des Cruise et des Pershing II en Europe de l'Ouest en 1983 si l'URSS laisse les SS-20, début de la "crise des missiles"
27	12	1979	Intervention soviétique en Afghanistan, fin de la détente
4	1	1980	Embargo céréalière contre l'U.R.S.S.
28	8	1980	Grèves à Gdansk en Pologne, reconnaissance du syndicat libre "Solidarité"
18	11	1981	Reagan propose l'"option zéro" en Europe : zéro SS-20, zéro Pershing
30	3	1983	Initiative de défense stratégique ("guerre des étoiles" ou "stars war")
17	10	1983	Manifestations pacifistes en Allemagne
23	11	1983	Déploiement des premiers Pershing en Allemagne et au Royaume-Uni
8	12	1983	Suspension par les soviétiques des négociations START à Genève
10	3	1985	Mort de Tchernenko, remplacé par Gorbatchev le 11, qui lance la Glasnost et la Perestroïka

L'invasion de l'Afghanistan

¹ Willy Brandt : 1913-1992.

² Walter Ulbricht : 1893-1973

Le point de départ de cette crispation est l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS en décembre 1979. Les causes en sont simples, il s'agit de venir au secours d'un régime satellite menacé par une révolution islamiste, elle même initiée par l'exemple du grand voisin iranien. Par leur intervention, les soviétiques compte donc préserver un glacis mais aussi leur influence dans la région. Ils entendent aussi prévenir une contamination islamiste dans leurs républiques d'Asie centrale. Ils se trouvent en fait engagés dans une guerre sale qui aura chez eux des effets analogues à la guerre du Viêt Nam aux Etats-Unis.

Du côté occidental, les soviétiques perdent d'un seul coup les bénéfiques d'années de détente. Le président Carter lance un embargo sur les céréales, qui sera peu suivi par les alliés mais poursuivi par Reagan ?

L'arrivée au pouvoir de Reagan

L'arrivée au pouvoir de Ronald Reagan est une rupture dans l'Histoire récente des Etats-Unis. Reagan est un ancien acteur (de seconds rôles...) qui se distingua durant la chasse au sorcières par ses dénonciations de pseudo communistes d'Hollywood.

Il fut durant les années 60 et 70 un gouverneur de Californie remarqué par ses positions droitières, notamment pendant les manifestations étudiantes contre la guerre du Viêt Nam sur les campus de l'Etat

Il est typique d'une Amérique Blanche silencieuse. Il est croyant et a une vision fondamentaliste de la Bible, proche en cela de certains télévangélistes. Il est persuadé que l'affrontement entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. peut-être la réalisation de *l'Armagedon*, c'est à dire, lors de la fin du monde, l'affrontement du Bien et du Mal. Il est donc favorable à une opposition forte à l'Union Soviétique.

Reagan parle en effet de l'Union Soviétique comme de l'"Empire du mal".

La crise des euromissiles et « l'initiative de défense stratégique »

12	12	1979	Décision de déploiement des Cruise et des Pershing II en Europe de l'Ouest en 1983 si l'URSS laisse les SS-20, début de la "crise des missiles
18	11	1981	Reagan propose l'"option zéro" en Europe : zéro SS-20, zéro Pershing
20	1	1983	Discours de Mitterrand à Bonn : " les missiles sont à l'Est et les pacifistes à l'Ouest"
23	11	1983	Déploiement des premiers Pershing en Allemagne et au Royaume-Uni

Dès 1977, les soviétiques avaient installé en Europe de l'Est des missiles à moyenne portée SS 20. Capables de détruire l'Europe occidentale en quelques minutes, ils déséquilibrent dangereusement le rapport de force sur le continent.

Reagan décide l'implantation de fusées Pershing en Europe pour faire face au déploiement des Missiles à moyenne portée S.S. 20.

Il lance l'initiative de défense stratégique (I.D.S. ou guerre des étoiles, S.D.I. en anglais) qui est un vaste projet de recherches technologiques dont le but avoué est d'empêcher tout missile soviétique de toucher le sol américain. Le but réel est aussi de creuser définitivement l'écart technologique avec une URSS distancée dans la fin des années 70 dans le domaine de l'informatique, et aussi de reprendre le leadership dans ce domaine par rapport aux Japonais et aux Européens. Les Etats-Unis feront l'étalage de cette extraordinaire domination technologique durant la guerre du golfe.

Les années 80 voient aussi la réanimation des foyers de tension en Amérique latine : Nicaragua, Salvador... Les Etats-Unis interviennent soit directement soit indirectement.

3. La fin de l'impérialisme soviétique : 1985-1989

Gorbatchev(1985-1991)

Après une courte période de transition à la tête du pays (1982-1986) durant laquelle deux dirigeants sont nommés puis décèdent : le réformiste Andropov, puis le conservateur Tchernenko), Gorbatchev arrive au pouvoir. C'est un jeune (55 ans !), il n'a pas connu la révolution et était un enfant durant la guerre. C'est un technicien, spécialiste des questions agricoles. Il est caractéristique d'une génération de communistes plus ouverts aux modèles étrangers, et convaincus qu'il faut profondément réformer le système.

Les réformes en U.R.S.S. de 1986 à 1989 : la Perestroïka			
	Domaine économique	Domaine politique	Domaine diplomatique
1986	Loi autorisant les activités privées dans le commerce, l'artisanat, les services	Libération du dissident Andréï Sakharov	
1987	Autonomie encore accrue des entreprises		Traité sur les forces nucléaires intercontinentales (F.N.I.)
1988	Autorisation de la création d'entreprises privées	Réforme du P.C.U.S.	Début du retrait d'Afghanistan
1989	Ouverture des entreprises aux capitaux étrangers. Libéralisation de l'agriculture et de la sylviculture	Légalisation du droit de grève. Premières élections libres depuis 1917 : Gorbatchev président du Soviet Suprême	Fin du retrait d'Afghanistan Discours sur la "Maison Commune Européenne" Chute du Mur

Son programme tient en deux mots : la Perestroïka, et la glasnost. Perestroïka signifie restructuration, et glasnost, transparence. Ce sont les exigences de réformes et de démocratie.

Gorbatchev lance des réformes économiques : une libéralisation progressive de secteurs particuliers : artisanat, commerce.

Il libère progressivement la vie politique, en

introduisant le choix lors des élections, puis la liberté de la presse.

Il a ouvert la boîte de Pandore. Les mécontentements, les aspirations nationalistes s'expriment avec force.

L'abandon de la contrainte vis à vis des "alliés" d'Europe de l'Est, la catastrophe de Tchernobyl et l'enlisement en Afghanistan achèvent de discréditer un régime qui avait enfin entrepris de se réformer. La dernière tentative de reprise du pouvoir par les conservateurs communistes en août 1991, portera le coup de grâce.

On peut se demander en fait si le communisme était vraiment réformable.

La reprise du dialogue avec l'occident

12	3	1985	Pourparlers américano soviétiques sur les armes spatiales, les missiles intercontinentaux et intermédiaires, à Genève
8	4	1985	Gorbatchev annonce un moratoire sur le déploiement des SS-20 en Europe
19	11	1985	Rencontre entre Reagan et Gorbatchev à Genève
18	1	1986	Reprise des négociations américano soviétiques sur les euromissiles interrompues depuis 1980
11	10	1986	Sommet Gorbatchev-Reagan de Reykjavik
22	7	1987	Gorbatchev accepte l'option double zéro (zéro SS-20, zéro Pershing)
7	12	1987	Première visite aux Etats-Unis de Gorbatchev (7-10 déc)
15	2	1989	retrait définitif des troupes soviétiques d'Afghanistan

En U.R.S.S., on l'a vu, la situation intérieure a évolué de manière décisive, avec la mort de Brejnev, et l'arrivée au pouvoir, en 1985, de Gorbatchev. Celui-ci va profondément engager la politique étrangère de l'U.R.S.S. dans la voie d'une nouvelle détente.

Estimation des forces stratégiques en 1987				
	Etats-Unis		U.R.S.S.	
	Vecteurs	Ogives	Vecteurs	Ogives
I.C.B.M. <i>Intercontinental Ballistic Missils</i>	996	2312	1389	6400
S.L.B.M. <i>Submarine Launched Ballistic Missils</i>	640	5632	969	2941
Bombardiers	363	3696	325	1540
Total	1999	11640	2683	10881
Ces chiffres, fournis par les Etats-Unis, n'ont jamais été démentis par l'U.R.S.S.				

Dès 1985, Gorbatchev relance les discussions avec les Etats-Unis. Elles aboutissent en décembre 1987 à la signature des accords F.N.I. (Forces nucléaires intermédiaires) lors du traité de Washington.

Il engage à la même époque les négociations qui aboutiront en juillet 1991 à la signature des accords S.T.A.R.T. (*strategic*

arms limitation talks)

Dans le Tiers Monde il adopte une politique conciliante, qui facilite entre autre le règlement de certains conflits (Iran-Irak et Afghanistan en 1988) retrait des troupes Vietnamiennes du Cambodge et Cubaines d'Angola.

La fin de la doctrine Brejnev en Europe

Guerassimov dit à l'époque que l'on passe de la doctrine Brejnev à la doctrine Sinatra (*My Way*)

2 nov. 1987 : "l'unité ne veut pas dire être identique ou uniforme [...] le socialisme n'a pas et ne peut pas avoir de modèle avec lequel tous les pays socialistes se comparent."

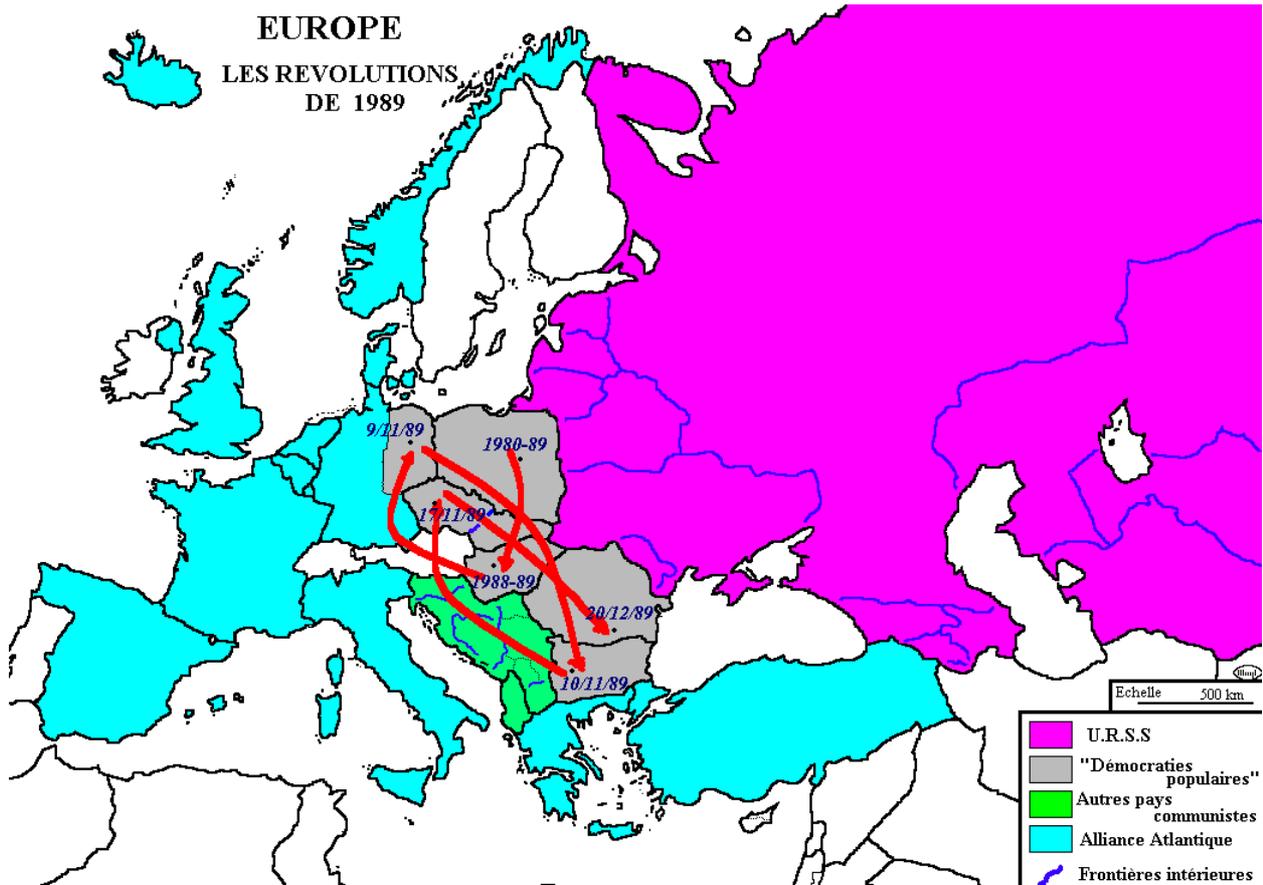
6 juill. 1989 : lancement de l'image de l'Europe comme une "maison commune", ce qui "exclut l'usage de la force, entre les alliances ou à l'intérieur des alliances. [...] toute ingérence dans les affaires intérieures, toute tentative pour limiter la souveraineté d'un autre état, ami, allié, ou autre, est inadmissible..."

23 oct. 1989 : Chevarnadze affirme "l'absolue liberté" des peuples est européens.

Ces quelques formules montrent l'évolution de la politique extérieure soviétique vers l'abandon d'un impérialisme dont ses dirigeants pensent qu'elle n'a plus les moyens.

Désormais la débandade peut commencer.

4. 1989 : le « Printemps des peuples » L'année des révolutions



**« Pologne 10 ans ! Hongrie 10 mois ! Allemagne 10 semaines !
Tchécoslovaquie 10 jours ! »**

(Slogan écrit sur les murs de Prague durant la révolution de velours)

12	5	1989	Bush demande à Moscou de "déchirer le rideau de fer"
16	5	1989	La commémoration d'Imre Nagy en Hongrie, y marque la fin du régime communiste
4	6	1989	Elections législatives libres en Pologne : victoire de Solidarnosc
12	6	1989	Voyage triomphal de Gorbatchev en Allemagne (12-15 juin)
6	7	1989	Discours de Gorbatchev à Strasbourg sur la "maison commune européenne"
9	7	1989	Voyage triomphal de Bush en Pologne (9 juil) et en Hongrie (13 juil)
13	9	1989	Ouverture des frontières entre l'Autriche et le Hongrie
1	10	1989	Arrivée à l'ouest de milliers d'Allemands de l'est passant par la Tchécoslovaquie et la Pologne
28	10	1989	Début de la "Révolution de Velours"
9	11	1989	Ouverture du mur de Berlin
28	11	1989	Kohl présente un plan de réunification de l'Allemagne
22	12	1989	Chute du régime de Ceausescu, exécution du dictateur et de son épouse

Pologne et Hongrie prennent l'initiative

La Pologne a été en pointe. Dès l'été 1980, les ouvriers des chantiers navals de Gdansk avait forcé le gouvernement polonais à accepter la naissance d'un syndicat indépendant « Solidarité », son président, Lech Walesa, allait devenir célèbre. Les dirigeants polonais, le général Jaruzelwski notamment, imposent peu après un état d'urgence, mais ils doivent composer avec une église catholique très influente (et soutenue par un pape polonais, Jean-Paul

II)). La perestroïka soviétique trouvera en Pologne des dirigeants en fait attentifs et favorables, qui sauront négocier avec leur opposition une transition qui aboutit à la démocratisation du pays dès juin 1989.

Les changements d'attitude de la diplomatie soviétique ont bien été entendus en Europe Centrale. C'est des pays les plus occidentaux que viendra le signal du départ.

Au printemps et à l'été, la Hongrie et la Pologne abandonnent le communisme. Bush demande à Gorbatchev de "déchirer le rideau de fer". Il fera en juillet un voyage triomphal dans ces deux pays. Gorbatchev, de son côté se rend en R.F.A. où il est accueilli dans l'enthousiasme.

Les contrecoups en Tchécoslovaquie et en Allemagne

Les régimes rigides de la R.D.A. et de la Tchécoslovaquie craquent.

L'ouverture des frontières entre l'Autriche et la Hongrie, et plus généralement l'atmosphère de "libération" qui règne en Europe et dans le monde (ce sera aussi le printemps de Pékin), vont les achever.

En octobre commence la révolution de velours en Tchécoslovaquie. Celle-ci ouvrant à son tour ses frontières, notamment avec la R.F.A., c'est désormais le régime est-allemand, réputé de plus conservateur des pays de l'Est, qui est remis en cause.

Des centaines de milliers d'Allemands de l'Est "votent avec leur pieds", ou plus précisément leurs Trabants, ces petites voitures en plastique qui forment de longues files pour franchir les frontières sans esprit de retour. D'autres se réunissent pour se manifester dans les grandes villes (Dresde, Berlin...)

Le monde a les yeux fixés sur l'Union Soviétique, d'où pourrait venir, comme ce fut si souvent le cas, une répression massive de ces mouvements. C'est d'ailleurs ce qu'espère et réclame le régime communiste de Berlin Est. Mais Gorbatchev le refuse.

En novembre, les Allemands de l'Est ouvrent les points de passage. La population ne s'y trompe pas qui s'agglutine autour du Mur et commence à le démolir. Le Monde entier voit dans cet événement considérable la vraie fin de la guerre froide, tant il est vrai que l'on a besoin de symboles.

C'est désormais la réunification allemande qui est en jeu, et que va entamer sans retard le chancelier ouest allemand Helmut Kohl. Elle sera achevée en un an à peine (nov. 1990).

L'épilogue dans les Balkans

En décembre, les Roumains renversent par la force le régime de Nicolai Ceaucescu. Il y aura plusieurs milliers de morts. C'est l'épisode le plus sanglant de révolutions dans l'ensemble extraordinairement pacifiques.

Gorbatchev avait-il pressenti les contrecoups de l'évolution qu'il avait initiée en Europe, sur son propre pays ?

VII. La fin du monde bipolaire 1990-1991

1. 1990, l'année des libérations

3	1990	Déclaration d'indépendance de la R.D.A. vis-à-vis de l'URSS
4	1990	Déclaration d'indépendance de la Hongrie vis-à-vis de l'URSS
5	1990	Déclaration d'indépendance de la Roumanie vis-à-vis de l'URSS
6	1990	Déclaration d'indépendance de la Tchécoslovaquie vis-à-vis de l'URSS
6	1990	Elections libres en Bulgarie
10	1990	Réunification de l'Allemagne
12	1990	Lech Walesa est élu président de la Pologne

Tout le système patiemment construit par Staline et ses héritiers en Europe de l'Est s'effondre. Les pays alliés du pacte de Varsovie s'en détachent et commencent ou achèvent leur démocratisation, tandis que les deux autres pays communistes de la région entrent en une période de turbulence.

La Finlande et l'Autriche, pays "neutralisés" par l'affrontement des deux blocs en Europe, engagent des négociations qui les mèneront à l'adhésion à l'Union Européenne en 1995.

2. 1991 : l'année des implosions :

	6	1991	Fin du C.A.E.M.
	7	1991	Accords S.T.A.R.T.
	7	1991	Fin du Pacte de Varsovie
Yougoslavie	6	1991	Indépendance de la Slovénie et de la Croatie : début de l'explosion de la
	7	1991	Début de la guerre entre Croates et Serbes en Yougoslavie
l'ONU	5	1992	Admission de la Croatie, de la Slovénie et de la Bosnie Herzégovine au sein de
l'ONU	9	1992	La République fédérale de Yougoslavie (Serbie-Monténégro) est exclue de
	4	1993	La Macédoine est admise à l'ONU

Les organisations constituant le Bloc de l'Est, vidées de leur substance l'année précédente, disparaissent : fin du C.A.E.M. et du Pacte de Varsovie.

Plus grave encore, 1991 est l'année de l'implosion de l'U.R.S.S. et de la Yougoslavie.

En Yougoslavie, le système fédéral patiemment élaboré par Tito (mort en 1980) vole en éclat. C'est d'abord la Slovénie, puis la Croatie qui se détachent de la fédération.

Dans le second cas, une guerre meurtrière s'engage avec la Serbie, qui rappelle les affrontements de la Seconde Guerre Mondiale, et qui annonce les déchirements de Bosnie.

En Union Soviétique, c'est une tentative de Putsch, menée durant l'été qui précipitera la chute (voir *infra*).

La fin de la Tchécoslovaquie intervient à l'amiable en janvier 1993

3. L'Agonie de l'Union soviétique

Le vent de liberté qui a soufflé sur l'Europe centrale a gagné l'Union Soviétique. En effet, c'est un état fédéral, constitué lui-même de république peuplées de nationalités différentes. cet état est l'aboutissement de siècles d'impérialisme. Lénine lui-même avait qualifié l'Empire tsariste de "prison des peuples". Les communistes, Staline en tête, vont étendre cet Empire comme jamais. Mais l'insuccès des réformes économiques, et la crise politique de l'été 1991 vont avoir raison de l'empire.

L'échec économique :

La réforme n'était sans doute pas possible. C'est là sans doute la contradiction essentielle de la perestroïka. Mais comme la tentative de réforme s'accompagne d'une liberté sans commune mesure avec ce que le pays avait connu depuis des siècles, les tensions seront trop fortes...

L'économie se désorganise rapidement :

Des milliers d'entreprises sont mises en faillite par l'apparition de la concurrence et des nécessités de rentabilité économique.

Le chômage apparaît.

La soif de consommation se traduit par une tension inflationniste, qui sera différée à l'après Gorbatchev, car le régime n'ose pas opérer la nécessaire réforme des prix.

Le développement du marché noir, au delà de ce que le pays connaissait déjà comme trafics.

L'agriculture, complètement anesthésiée par des dizaines d'années de collectivisme, n'arrive pas à se réformer, aggravant ainsi la pénurie.

La spéculation se développe, souvent au profit des élites en places, installées par le communisme.

Le réveil des peuples de l'Union

3-5	1990	Déclarations d'indépendance des républiques baltes
8	1991	Indépendance des Etats Baltes
8	1991	Tentative de Putsch communiste en URSS
12	1991	Fin de l'URSS, démission de Gorbatchev, création de la C.E.I.
3	1992	Admission de l'Arménie, la Moldavie, L'Azerbaïdjan, le Kazakhstan, le Kirghistan, l'Ouzbékistan, le Tadjikistan, et le Turkménistan au sein de l'ONU
10	1993	Fin d'une tentative de Putsch en Russie, Boris Eltsine vainqueur

Les premiers à réagir sont les Baltes. Il est vrai que ce sont les dernières républiques à avoir été annexées, en 1939-1945. Leur libération ne suit que d'un an celle des pays d'Europe centrale, ce qui est très rapide, si on pense à la solidité que l'on accordait à l'édifice soviétique.

Cette indépendance sera un des enjeux essentiels qui précipiteront à la fin de l'année la chute de l'Union.

Ailleurs, les tensions se réveillent : c'est le début de la guerre entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, à propos du Haut Karabakh, et on assiste à de nombreux troubles en Asie centrale, contre les Russes, ou entre peuples locaux.

Gorbatchev essaie de négocier un "nouveau fédéralisme". Mais c'est trop tard. Seule une répression militaire permettrait de sauvegarder l'Union. Or une partie de l'armée va se lancer dans une aventure putschiste qui va précipiter la fin du régime.

Le 19 août 1991, les conservateurs, appuyés sur une fraction de l'armée tentent de renverser Gorbatchev. Ils sont mis en échec par la réaction du peuple soviétique, et la fermeté de Boris Eltsine, opposant réformateur à Gorbatchev et maire de Moscou. Les capitales occidentales hésitent entre la fermeté et l'attentisme.

Impopulaire en URSS, affaibli par la tentative de Putsch., Gorbatchev démissionne en décembre. Le même mois, l'URSS est dissoute, remplacée par une problématique C.E.I. à 12 (les Etats Baltes sont définitivement partis).

Chapitre II : le nouvel ordre mondial (4 ou 5 heures) : 1991-2005

I. La fin de l'Empire Soviétique

1. la dissolution de l'Union Soviétique

On sait le rôle joué par le « réveil des peuples de l'Union » dans le déclenchement du coup d'Etat, la démission de Gorbatchev, et la fin de l'URSS. Maintenant tout va aller très rapidement, à peine un an.

Les 15 républiques de l'Union prennent ou reprennent leur indépendance

La ferveur nationaliste est d'autant plus forte que le rêve est, parfois, ancien et puissant. Les Etats baltes, indépendants de 1919 à 1940, le redeviennent, ils refusent d'adhérer à la CEI, et vont tout faire désormais pour se rapprocher des Etats d'Europe occidentale, cherchant à adhérer dans un premier temps à l'OTAN, puis à l'Union Européenne.

Dans ces trois Etats, comme dans tous les autres, se pose à des degrés divers la question de la présence de millions de citoyens russes, qui constituent une part non négligeable, parfois, de la population : une majorité à Talinn et dans la plupart des villes d'Estonie par exemple, près de 40 % pour l'ensemble du Kazakhstan.

Pour ces Etats, les relations avec le grand voisin russe va désormais dominer la politique extérieure, qu'il soit perçu comme hostile (Etats baltes), frère (Biélorussie, Ukraine), ami (Tadjikistan, Kazakhstan, Géorgie) ou encombrant voisin (autres états du Caucase et d'Asie centrale).

2. L'improbable CEI

Les liens entre les 12 Etats désormais indépendants de la CEI (l'Azerbaïdjan la quittera, puis reviendra, bon) sont anciens. L'Urss n'étaient pas une construction récente comme la Yougoslavie, mais le résultat d'une œuvre séculaire, l'Empire russe. Des liens forts existent entre la Russie et les deux autres Etats slaves, mais aussi avec les Etats du Caucase et même d'Asie centrale.

Des questions concrètes se posent :

La présence d'une vingtaine de millions des Russes (les « pieds rouges », comme on l'a dit en France)

La présence de certaines infrastructures (base de Baïkonour, au Kazakhstan)

La question de la monnaie.

Un approvisionnement en énergie qui fait de ces pays des obligés de la Russie.

L'aspect très très théorique de certaines frontières, entre la Russie et l'Ukraine ou le Kazakhstan, qui ne tiennent pas compte des infrastructures ferroviaires

La question de Kaliningrad.

Etc etc

Certains Etats issus de l'URSS entrent dans une période de turbulence : guerre Arménie Azerbaïdjan, troubles internes dans les Etats d'Asie centrale, et bien sûr, guerre de Tchétchénie

Pourtant, la CEI va fournir un cadre à la liquidation, relativement pacifique, de l'héritage

3. La Russie, puissance régionale

La Russie

Le grand trouble des années Eltsine. Affaiblissement de l'Etat, affairisme...

La guerre en Tchétchénie

1^{ère} guerre en 1994-1996

2^{nde} guerre 1999 à aujourd'hui

L'indépendance de la Tchétchénie, ce serait la fin de la Russie. Aucune grande puissance ne la veut.

Aujourd'hui la Russie demeure la seconde puissance militaire du monde, et notamment nucléaire. Elle a une influence régionale importante. Poutine a su jouer sur la nostalgie de la puissance. Il sait également, en masquant les intérêts russes sous le masque de la guerre contre le terrorisme, s'attirer la neutralité bienveillante des Etats-Unis.

II. Les Etats-Unis, seule hyperpuissance

Ou la « décennie des illusions ».

1. Isolationnisme, ou globocop ?

A la fin de l'Empire soviétique, certains glosent sur la fin de l'Histoire¹. L'affrontement idéologique et la confrontation militaires entre deux conceptions idéologiques du monde a pris fin. Les Etats-Unis et leur modèle restent, semble-t-il, seuls en lice.

A cette époque, deux tentation sont possibles, celle de l'isolement, une sorte de repli glorieux, et celle de la pax americana.

De 1991 à 2001, la politique américaine va hésiter entre les deux, les attentats du 11 septembre vont la faire basculer durablement dans la seconde.

Que ce soit George Bush Sr (41), ou William J Clinton, les Etats-Unis des années 1990 ne renouent pas avec l'isolationnisme, mais sont réticents à assumer le rôle de gendarme de la planète. Le souci de retirer les fruits de la fin de la guerre froide (en diminuant les crédits militaires), de ménager leurs alliés, les poussent à intervenir seulement lorsqu'il leur semble que les intérêts vitaux des Etats-Unis sont en jeu.

Chine et Russie

Le réalisme est évident lorsqu'il s'agit de la Chine et de la Russie. Les Etats-Unis ne sanctionnent, après la répression sanglante du printemps de Pékin en 1989, que très symboliquement la Chine. Les affaires, commerciales, reprennent très vite. Ils s'efforcent également de ne pas contrecarrer la volonté de remise en ordre de la Russie.

Moyen-Orient

La 1^{ère} guerre du golfe montre la capacité des Etats-Unis à mobiliser autour d'eux une puissante coalition, pour contrer l'expansionnisme de Saddam Hussein dans la région.

Plus difficile peut-être encore, ils parviennent à convaincre Israël, pourtant directement attaquée par les Irakiens, de ne pas répliquer.

L'espoir d'une paix au Proche Orient, caressé depuis longtemps, et entamé déjà par Carter, Sadate et Begin en 1976, est plus jamais à l'ordre du jour. On ne voit pas sur ce point de différence majeure entre Bush sr et Clinton.

L'évolution intérieure de l'OLP va également dans ce sens.

Cela va aboutir aux accords d'Oslo en 1993, et à l'installation d'une « autorité palestinienne » dans les territoires occupés par Israel, véritable embryon d'un Etat palestinien

¹ Francis Fukuyama, la fin de l'Histoire et le dernier homme, 1992

que les Etats-Unis souhaitent, non par sympathie particulière pour les Palestiniens, mais parce qu'ils sont persuadés qu'il s'agit à long terme de la meilleure chance de survie pour Israël.

Ces efforts vont être ruinés (voir le cours spécifique sur la région) après l'assassinat de Rabin en 1995 par un extrémiste israélien, le refus par Arafat des propositions de Barak en 2000, et les provocations de Sharon sur le mont du Temple la même année.

Europe

La crise yougoslave

Les Etats-Unis ont été très réticents à entrer dans ce conflit, ou plutôt dans cet ensemble de conflit. Il semblait naturel que ce fût l'Union Européenne qui intervint en Yougoslavie. L'Union montra à cette occasion ses divisions et son impotence militaire. Elle envoya des soldats, assez nombreux d'ailleurs, dans le cadre de missions des Nations Unies.

Il fallut attendre 1995 et de multiples exactions des Serbes de Bosnie, pour que les Etats-Unis se décidassent à intervenir, soutenant de leur logistique et de leur puissance de feu une intervention alliée dans le cadre de l'OTAN. La Bosnie devint indépendante, et la Croatie en profita pour nettoyer les dernières poches serbes (Krajina) dans le sud du pays.

En 1999, le scénario se répète, au Kosovo

2. Puissance militaire et réseau d'alliances

Les Etats-Unis du début des années 1990 bénéficient de l'énorme effort militaire fourni durant le programme IDS. Ils disposent d'une puissance de feu et d'une capacité d'intervention inégalés dans le monde.

Les alliances militaires héritées de la Guerre froide, et en particulier l'OTAN, demeurent. Celle-ci en particulier, va s'élargir à l'Est, garantissant aux pays délivrés du communisme une Pax Americana, une sorte de garantie de non retour sous le boisseau, non plus soviétique, mais russe. La Russie très affaiblie des années 1990, mendiant l'aide économique et même alimentaire des pays occidentaux, dépendante même pour la reconversion de ses activités militaires, est obligée de voir les pays de l'Est, puis les Etats baltes intégrer l'Alliance.

3. Un interventionnisme réticent des années 1990

On a parlé parfois de la stratégie du homard.

1990-1991	Guerre du Golfe 1	Desert Storm	Koweït Irak
1992-1994	Intervention humanitaire en Somalie		Somalie
1995	Bosnie		
1999	Kosovo		
2001	Afghanistan		
2003	Guerre du Golfe 2		

4. L'après 11 septembre

Le 11 septembre 2001, deux avions frappent le world trade center à New York. Il y aura 3000 morts. Un autre avion s'écrase contre le Pentagone et un 4^{ème}, après une rébellion probable des passagers, s'écrase au sol.

C'est la première fois dans leur histoire que les Etats-Unis subissent une attaque de cette ampleur sur leur sol. Le seul équivalent qui vient à l'esprit est l'attaque japonaise de Pearl Harbor en décembre 2001.

Comme Pearl Harbor, le 9/11 apparaît comme une véritable déclaration de guerre, lancée non par un gouvernement, mais par une organisation terroriste, Al Qaïda, basée essentiellement en Afghanistan et dirigée par un milliardaire saoudien, ex allié des Etats-Unis dans la guerre afghane contre l'URSS, devenu depuis le début des années 1990 leur ennemi.

Le président Bush (43) lance une riposte à l'échelle mondiale, il attaque immédiatement, ou presque, l'Afghanistan des Talibans, pays à l'islamisme extrêmement rigoureux, qui refuse de livrer Oussama Ben Laden et d'autres terroristes.

En quelques mois, avec l'aide d'alliés afghans (les forces du Nord du commandant Massoud, lui même assassiné par Al Qaïda quelques heures avant le 11 septembre), ils renversent le régime des Talibans et imposent un protectorat international et une démocratisation autoritaire, si j'ose dire.

Puis ils développent une nouvelle vision de leur place dans le monde :

Les Etats-Unis doivent déclarer une guerre préventive au terrorisme et à ses relais, les Etats voyous (rogue states)

Cette guerre préventive est déclarée en particulier contre l'Irak de Saddam Hussein, accusé de posséder ou de chercher à obtenir des armes de destructions massives, et de constituer un danger pour la région, mais pour les Etats-Unis eux-mêmes.

Contre l'Irak, les Etats-Unis vont chercher à obtenir le soutien des Nations Unies et à rassembler la plus vaste coalition possible

5. L'orient, l'occident et le terrorisme

III. Le rôle de l'ONU

Histoire rapide de l'organisation

Cf.. Charte des Nations Unies, signée en 1941 par Churchill et Roosevelt, qui prend acte de la faillite de la S.D.N. et jette les fondements d'une nouvelle organisation. Elle est contresignée en janvier 1942 par 25 nations alliées contre l'Axe. La conférence de Moscou en 1943, puis de Dumbarton Oaks en 1944, enfin celle de Yalta en 1945 travaillent aussi : l'URSS obtient 3 sièges, et la France, absente au début, finit par le biais de la France libre et grâce à l'insistance de Churchill par se faire attribuer un siège de membre permanent du Conseil de sécurité. (Staline et Roosevelt ont accepté par "pure bonté")

La conférence constitutive se réunit à San Francisco d'avril à juin 1945. La Charte de l'O.N.U. est signée le 26 juin 1945, elle est ratifiée par 50 nations.

Les institutions de l'O.N.U. se mettent en place durant l'année 1946 :

En janvier 1996, l'O.N.U. compte 178 membres

2003 : 191 membres

Les institutions Onusiennes

L'Assemblée générale siège à New York : elle est composée de représentants de tous les Etats membres. Elle élit le secrétaire général et les membres des autres organismes. Elle peut voter des recommandations à la majorité des deux tiers. Elle peut adopter de grands principes, comme la déclaration universelle des droits de l'Homme (décembre 1948).

Le conseil de sécurité est en quelque sorte l'exécutif de l'organisation. Son rôle est de maintenir la paix mondiale. Il compte 11 membres à l'origine et quinze aujourd'hui. Dix sont élus pour une période de deux ans. Cinq sont des membres permanents. Ce sont les vainqueurs de la guerre. Il apparaîtra plus tard que ce seront les principales puissances nucléaires : Etats-Unis, URSS (aujourd'hui Russie), Chine, Royaume-Uni et France. Chacun de ces 5 pays dispose d'un droit de veto. Cela peut sembler contestable, mais c'est du simple réalisme, sans cela l'O.N.U. n'aurait jamais survécu aux crises que le monde a traversé, et en particulier à la guerre froide.

Le Conseil de sécurité a un pouvoir que jamais la S.D.N. n'a eu : il peut disposer de la force armée.

Le Secrétariat, et son secrétaire général assure l'administration de l'assemblée pendant 5 ans

Trygve Lie (Norvège)	1946	1953		
Dag Hammarskjöld (Suède)		1953	1961	(mort accidentelle.)
U Thant (Birmanie)	1961	1971		
Kurt Waldheim (Autriche)	1972	1981		
Javier Perez de Cuellar (Pérou)	1982	1991		
Boutros Boutros-Ghali (Egypte)	1992-1996			
Kofi Annan (Ghana)	1997-			

Le conseil économique et social dirige un certain nombre d'institutions spécialisées et doit veiller à la coopération internationale dans ces domaines précis :

U.N.I.C.E.F. : fonds des nations unies pour l'enfance (N.Y.C.)

O.I.T. : Organisation internationale du Travail (Genève)

F.A.O. : Organisation des Nations Unies pour la pêche et l'agriculture (Rome)

UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (Paris)

F.M.I. : Fonds monétaire international (Washington)

B.I.R.D. : Banque internationale pour la reconstruction et le développement (Washington)

G.A.T.T. (aujourd'hui : **O.M.C.** ou **W.T.O.**) : Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce (Genève)

O.M.S. : organisation mondiale de la santé (Genève)

Le Conseil de tutelle doit gérer les anciens territoires sous mandat de la S.D.N., et les colonies enlevées à l'Italie, son rôle, important durant la phase de décolonisation, sera transitoire. Le dernier territoire en relevant (Palau) est devenu indépendant en 1994. Le Conseil de tutelle est appelé à disparaître.

La Cour internationale de justice de la Haye a pour but de régler les litiges entre les Etats membres (exemples des essais nucléaires français). Elle est composée de 15 magistrats indépendants des états, élus pour neuf ans par l'Assemblée générale et par le Conseil de Sécurité. Ils sont rééligibles.

La crise actuelle de l'O.N.U.

C'est essentiellement une crise financière : l'organisation est en quasi faillite : les Etats membres doivent à l'organisation 2,3 Md \$ au début 1996, c'est à dire presque le montant d'une année de fonctionnement normale (2,6 Md \$). Les Etats-Unis sont les principaux responsables, puisqu'ils doivent la moitié de cette somme.

L'U.E. a proposé une réforme du financement de l'organisation au début de 1996. Cette réforme consisterait en une baisse de la contribution états-unienne : 15 % au lieu des 25% actuels. Une baisse aussi des contributions de nombreux pays (120 env.) dont la Russie et les

¹ F.A.O., 16 octobre 1945, le siège se trouve depuis 1951 à Rome

pays de l'Est. Les Français et les Britanniques, déjà gros contributeurs, ne changeraient rien, tandis que l'Allemagne, le Japon, la Chine et les N.P.I. d'Asie paieraient plus...

Il y a peu de chance que cette réforme aboutisse, du fait de l'opposition américaine. En effet, ils se servent actuellement de leur contribution importante pour faire pression sur la politique de l'organisation.

CONCLUSION

Conclure sur la brouille croissante entre les alliés et annoncer la naissance de la guerre froide.

IV l'islamisme

A traiter dans le cours spécifique sur le M-O

**SECONDE PARTIE : COLONISATION ET INDEPENDANCE
(8 heures)**
Chapitre 1 : la colonisation européenne et le système colonial (4 ou 5 heures)

A la veille de la seconde guerre mondiale, à l'issue d'un processus qui a duré environ un siècle, l'Europe domine 40 % du monde.

I. La conquête coloniale

8	7	1853	Ouverture du Japon, par la flotte de l'amiral Perry
		1857	Action franco-britannique pour l'ouverture de la Chine
		1857	Conquête de la Kabylie par la France
		1857	Révolte des Cipayes en Inde (1857-1858)
		1859	Expédition française en Syrie (1859-1860)
		1859	Installation française en Cochinchine
24	10	1860	Conventions de Pékin (Beijing), ouvrant la Chine aux Occidentaux
14	11	1860	Les Russes arrachent à la Chine la rive gauche de l'Amour (Heilong Jiang), formant la Province Maritime
		1863	Protectorat français sur le Cambodge
		1867	Création du dominion du Canada
		1868	Début de la première guerre d'indépendance à Cuba, proclamation de la République cubaine dans la province d'Oriente
	11	1876	Condominium franco-britannique en Egypte
22	1	1879	Victoire zouloue d'Isandhlwana, contre l'armée britannique
		1879	Guerre des Zoulous en Afrique du Sud
	4	1881	Intervention française en Tunisie (avr.-nov.)
		1882	Les Britanniques prennent pied en Egypte
		1883	Les Allemands prennent pied au Togo
		1883	Les Allemands prennent pied au Cameroun
		1883	Révolte des Mahdistes au Soudan, début de l'intervention britannique
		1883	Les Français prennent pied en Côte d'Ivoire
6	11	1884	Création de la Papouasie britannique
	11	1884	Conférence de Berlin (14 pays de nov 1884 à fév 1885), consacre le partage de l'Afrique par les nations Européennes
		1884	Les Allemands prennent pied dans le sud-ouest africain
		1884	Création de la Nouvelle Guinée allemande
25	2	1885	Le congrès de Berlin reconnaît la souveraineté du roi des Belges Léopold II, sur le Congo, à titre personnel
		1885	Protectorat français sur Madagascar
		1885	Projet de Home rule concernant l'Irlande
		1886	Abolition de l'esclavage à Cuba
		1887	Nigéria britannique
		1888	Internationalisation du canal de Suez
		1892	Echec du projet de Home rule
		1892	Début des mouvements indépendantistes aux Philippines
		1894	Guerre entre le Japon et la Chine, aboutissant à la main-mise japonaise sur Formose
(1894-1895)			
		1895	Début de la seconde guerre d'indépendance à Cuba, impitoyablement réprimée par l'Espagne
1	3	1896	Victoire du Négus Ménélik II contre les troupes italiennes à Adoua en Ethiopie
		1896	Début de la politique espagnole de "concentration" dans la lutte contre les indépendantistes cubains
	12	1897	Assassinat, par un anarchiste pro-cubain, du premier ministre espagnol Antonio Canovas del Castillo

15	2	1898	Explosion du cuirassé états-unien "Maine" en rade de la Havane, les Etats-Unis déclenchent les hostilités contre l'Espagne
29	3	1898	Le gouvernement des Etats-Unis demande le retrait total des Espagnols de Cuba, refus espagnol
9	4	1898	L'Espagne déclare le cessez-le-feu dans sa guerre contre Cuba
11	4	1898	Le Président McKinley demande au congrès l'autorisation d'intervenir à Cuba
20	4	1898	Le gouvernement des Etats-Unis lance un ultimatum à l'Espagne dans l'affaire de Cuba
25	4	1898	La guerre est déclarée entre les Etats-Unis et l'Espagne à propos de Cuba
1	5	1898	L'amiral Dewey détruit la flotte espagnole dans la rade de Manille
27	5	1898	Blocus de la flotte espagnole par la flotte des Etats-Unis dans la rade de La Havane
12	6	1898	De retour de son exil à Hong Kong, Emiliano Aguinaldo proclame l'indépendance des Philippines
21	6	1898	Les Etats-Unis prennent l'île de Guam
1	7	1898	Bataille de la colline de San Juan, à Santiago
10	7	1898	Affaire de Fachoda : tensions franco-britanniques sur le Soudan (juillet-novembre)
15	7	1898	Capitulation des troupes espagnoles à Cuba
21	8	1898	Les Etats-Unis prennent l'île de Porto-Rico
29	9	1898	Difficile victoire des troupes françaises contre Samory Touré, finalement fait prisonnier, tout le Soudan occidental passe sous contrôle français
	11	1898	Marchand doit évacuer Fachoda : la France cède aux exigences du Royaume-Uni
10	12	1898	Traité de Paris : Fin de la guerre hispano-américaine, les Etats-unis mettent la main sur Cuba, les Philippines (vendues pour 20 millions \$, Porto-Rico et Guam
1	1	1899	Emiliano Aguinaldo est élu président des Philippines
4	2	1899	La république des Philippines déclare la guerre aux Etats-Unis (1899-1902
12	10	1899	Guerre des Boers entre les colons néerlandais et l'armée britannique en Afrique du Sud (1899-1902)
21	1	1900	Début de la révolte des "boxeurs" en Chine
	6	1900	Les 55 jours de Pékin (Beijing) voient la résistance de 475 civils, 450 militaires européens et japonais, et 2300 Chinois christianisés contre les "boxeurs"
13	8	1900	Les occidentaux reprennent Pékin (Beijing), fin des 55 jours
		1900	Création du Guomindang par Sun Yat-Sen
1	1	1901	Création du dominion d'Australie
22	1	1901	Décès de la Reine Victoria, remplacée par le roi Edouard VII
		1901	Traité Hay-Pauncefote entre les Etats-Unis et le Royaume-Uni, accordant aux Etats-Unis le contrôle du Canal de Panama
31	5	1902	Signature du traité de Vereeniging consacrant la fin de la guerre des Boers, ceux-ci reconnaissant l'autorité anglaise
5	3	1903	Inauguration du Bagdadbahn
3	11	1903	Indépendance du Panama
18	11	1903	Le traité Buneau-Varilla accorde aux Etats-Unis, à perpétuité le contrôle et l'exploitation du canal de Panama
31	3	1905	Visite et discours de Guillaume II à Tanger : première crise marocaine
		1905	Fondation par Arthur Griffith du Sinn Fein ("nous seuls"), mouvement nationaliste irlandais
7	4	1906	La conférence d'Algésiras donne satisfaction à la France dans l'affaire marocaine
26	1	1907	Création du dominion de Nouvelle-Zélande
		1908	La Chambre Belge accepte la donation du Congo par le roi Léopold II (1835-1909)
9	2	1909	Accord franco-allemand sur le Maroc
		1910	Les colonies britanniques et les anciens états Boers d'Afrique du Sud sont regroupés au sein de l'Union sud africaine
		1910	Annexion de la Corée par le Japon
		1910	Décès du roi Edouard VII, remplacé par le roi George V
		1910	L'Union sud Africaine est proclamée dominion britannique
		1910	Le Bouthan est placé sous protectorat britannique
1	7	1911	Affaire d'Agadir : seconde crise marocaine : un cuirassé allemand se présente dans le port d'Agadir, pour protester contre l'avancée des troupes françaises au Maroc
4	11	1911	Convention franco allemande réglant la seconde crise marocaine, les Allemands obtenant pour leur retrait du Maroc une compensation au Congo, les Français récupèrent le Bec de Canard au Tchad
6	1	1912	Le Nouveau Mexique devient le 47ème Etat des Etats-Unis
30	3	1912	Traité de protectorat franco marocain
24	4	1916	Proclamation de la république d'Irlande à Dublin
16	5	1916	Accord secret Sykes-Picot sur le partage des colonies turques du Proche Orient entre la France et l'Angleterre

13	4	1919	Importante émeute à Amritsar, au Pendjab (ville des Sikhs), les autorités britanniques répriment sévèrement (près de 400 morts)
19	8	1919	Indépendance de l'Afghanistan
8	9	1920	Adoption par le Parti du Congrès, en Inde, du programme de lutte non violente de Gandhi
21	7	1921	Guerre du Rif, terrible défaite des troupes espagnoles contre Abd el-Krim, à Anoual
6	12	1921	Indépendance de l'Irlande, partagée entre l'Eire au Sud et l'Ulster au Nord
		1923	Indépendance du Népal, sous contrôle britannique
		1924	Indépendance de la Mongolie
	4	1925	Abd el Krim pénètre au Maroc français
	7	1925	Intervention des troupes françaises (Pétain) dans la guerre du Rif, au côté des Espagnols, contre les troupes de Abd el-Krim.
	8	1925	Le Maréchal Pétain prend en main les opérations militaires dans le Rif
	8	1925	Démission du Résident général au Maroc Lyautey
	5	1926	Fin de la guerre du Rif
	5	1926	Abd el-Krim se soumet aux Français, fin de la guerre du Rif
19	10	1926	Création du Commonwealth, regroupant les dominions britanniques indépendants
		1926	Fondation par Messali Hadj de "l'étoile nord africaine", il réclame "l'indépendance totale et le retrait des troupes d'occupation"
6	5	1931	Ouverture de l'exposition coloniale de Vincennes, elle accueillera 34 millions de visiteurs
11	12	1931	Création du Commonwealth, les dominions du Canada, d'Australie, de Nouvelle Zélande, d'Afrique du Sud obtiennent le statut de communautés indépendantes
3	10	1932	Indépendance de l'Irak
9	9	1936	Accords Viénot sur l'indépendance de la Syrie
	12	1936	Projet Blum-Violette accordant des droits politiques aux musulmans d'Algérie. il sera saboté
		1936	Projet de loi Blum-Violette proposant la nationalité française et les droits politiques à certains musulmans algériens, ce projet sera vivement combattu par les colons

1. l'héritage d'une tradition coloniale.

Il y a eu plusieurs périodes de colonisation dans l'Histoire. En ce qui concerne l'Europe, celle qui nous intéresse est la deuxième. Elle suit la colonisation des XVI, XVII et XVIII siècle, dont la plupart des colonies sont désormais indépendantes (en particulier en Amérique).

2. Les moyens de la domination

La démographie

Le dynamisme démographique européen : le continent passe de 275 millions d'habitants en 1850 à 481 millions en 1913. C'est alors plus du quart de la population mondiale. La transition démographique explique cette vitalité. Elle va permettre de nourrir une massive émigration vers les Etats-Unis, ainsi que l'épopée coloniale, avant le grand suicide collectif de 1914-1918.

La révolution industrielle

C'est le continent de la Révolution Industrielle. Il représente en 1910 près des deux tiers du commerce mondial.

L'Europe fabrique les produits finis, et importe des colonies les produits bruts dont elle a besoin. Elle y trouve également des débouchés protégés.

Ce n'est donc pas un hasard si le Royaume-Uni, principale puissance économique, est également la principale puissance coloniale.

La compétition économique et nationale

Celle-ci va fournir un aiguillon à la conquête coloniale. Il faut trouver des débouchés, des matières premières, et s'affirmer face aux autres pays européens. L'économie et l'impérialisme vont donc de pair.

Dans le cadre des nationalismes du XIX^{ème} siècle, la conquête coloniale apparaît comme un élément indispensable du prestige et de la puissance.

Les valeurs de l'homme blanc

Les européens ont une conscience aiguë de ce qu'ils perçoivent comme la supériorité et la mission de leur civilisation, « la » civilisation, pour eux, face à la barbarie du reste du monde. Rare sont ceux, à l'époque, qui considèrent les « peuples de couleurs » comme égaux des blancs.

Chaque pays européens se trouve des bonnes raisons (catholicisme du roi des Belges, valeurs républicaines françaises, héritage impérial italien etc.)

3. La diversité de sa mise en œuvre

L'ère des aventuriers et des missionnaires

Le monde, et principalement l'Afrique, révèle encore de larges Terrae Incognitae, il s'agit d'abord de les explorer, ce que feront des hommes comme Livingstone, Caillé, et bien d'autres.

Ces aventures font rêver. Sociétés de Géographies, mécènes, concours...

L'achèvement des conquêtes anciennes

En Asie, pendant ce temps, le Royaume-Uni achève vers 1857 la conquête de l'Inde, qui reste d'ailleurs incomplète, tant le statut des territoires qui y sont conquis est divers.

La France poursuit la conquête de l'Algérie

La course des années 1880-1914

Après 1880, l'Europe est prise d'une frénésie de conquêtes coloniales. La Belgique, ou plus précisément le roi Léopold II (1878) avec l'aide de Stanley, l'Italie, et l'Allemagne, maintenant réunifiées, se lancent dans cette compétition, avec un retard qui fera qu'elles n'auront jamais un Empire aussi grand que les autres.

De multiples problèmes se posent : délimitation des frontières, reconnaissance mutuelle des colonies des autres, gestion des fleuves, etc. C'est la raison de la réunion de la conférence de Berlin en 1884. Alors que la colonisation de l'Afrique n'est pas encore achevée, elle en trace les grandes lignes : les grandes puissances européennes se partagent le continent, de manière tout à fait arbitraire, en fonction de critères qui ont peu à voir avec les limites « naturelles » et même ethniques du continent. Ce mépris est une des caractéristiques de la colonisation, ses conséquences se font encore sentir aujourd'hui dans le maintien des frontières coloniales après la décolonisation.

1898 : Fachoda

En 1914, seuls le Libéria et l'Éthiopie, pour des raisons diverses, sont encore indépendants.

4. Les Empires coloniaux (1914-1939)

Royaume-Uni

L'empire sur lequel le soleil ne se couche jamais. « Rule Britannia ».

Une colonisation très diverses, suivant le pragmatisme bien connu des britanniques. Ce réalisme est la conséquence d'expériences douloureuses : révolte des colonies américaines, guerre des Boers (1899-1902)

Statut particulier des « dominions », colonies de peuplement essentiellement blanc.

France

Une France sur les cinq continents. Un Empire essentiellement africain, tout de même.

Une seule colonie de peuplement : l'Algérie.

Pour la France aussi, les statuts divergent : le Maroc et la Tunisie sont des protectorats, ainsi que l'union indochinoise.

Les autres empires coloniaux.

Evoquer les affaires coloniales : Fachoda 1898, Maroc 1907 et 1913.

La grande redistribution de 1919

A cette date, les colonies allemande et les possessions turques sont redistribuées.

Détailler.

Métropole	Afrique		Asie		Amérique		Total	
	Superficie millions	Population millions						
Royaume-Uni	9,9	62,7	5,5	397,8	10,3	14,3	25,7	474,8
France	11,0	42,7	0,9	28,1	0,1	0,6	12,1	71,4
Italie	3,5	12,9					3,5	12,9
Belgique	2,4	14,1					2,4	14,1
Portugal	2,1	9,1	0,0	0,8			2,1	9,9
Pays-Bas			1,9	69,4	0,2	0,3	2,1	69,7
Espagne	0,4	1,2					0,4	1,2
TOTAL	29,2	142,7	8,3	496,1	10,5	15,2	48,1	654,0

II. Le système colonial

1. La diversité infinie des formes de domination

On peut distinguer divers niveaux de domination coloniale :

L'administration directe

La métropole envoie un petit nombre de fonctionnaires, souvent isolés au milieu des « indigènes ». Une présence militaire et policière minimale est maintenue pour tenir le pays. Des fonctionnaires locaux, des forces supplétives sont recrutées. Les autorités traditionnelles sont ménagées : chefs, dignitaires religieux, ensevelis sous des honneurs factices et des décorations. L'important est que la colonie reste calme pour que puisse se pratiquer l'économie coloniale. Cette forme de domination a été utilisée en Afrique et dans le Pacifique par les Français, les Belges, les Britanniques, les Allemands.

Le protectorat

Le Protectorat au Maroc selon Lyautey

La conception du Protectorat est celle d'un pays gardant ses institutions, se gouvernant et s'administrant lui-même avec ses organes propres, sous le simple contrôle d'une puissance européenne, laquelle substituée à lui pour la représentation extérieure, prend généralement l'administration de son armée, de ses finances, le dirige dans son développement économique [...]

Comment se pratique actuellement le protectorat sur le Maroc ? [...]

De fait, on arrive de plus en plus à l'administration directe.

Cette situation, outre qu'elle est formellement contraire à l'esprit du protectorat, offre les plus sérieux dangers.

Maréchal Lyautey, résident général de France au Maroc, circulaire du 18 novembre 1920.

Lorsque les Européens se sont heurtés dans leur conquête à des nations déjà constituées, et à des colonies relativement peuplées, ils ont dû composer avec les autorités locales.

Le protectorat est la forme en vigueur au Cambodge, au Maroc, en Tunisie, dans la plupart des colonies britanniques d'Asie.

Le protectorat implique un respect des mœurs locales qui exclut l'évolution de la masse des « indigènes » vers une assimilation aux valeurs de la métropole.

C'est également le statut qui sera proposé dans les années 1920 aux territoires arrachés à la Turquie : les mandats français et britanniques...

Le self government

En Inde,

« Indigénat » ou L'assimilation ?

Dans la plupart des colonies est appliqué, quel que soit son nom, un statut de l'indigénat. Les autochtones ne sont pas considérés comme des citoyens mais comme des sujets.

Certains colonisateurs ont été tentés par l'assimilation, c'est à dire d'offrir la nationalité et les droits des citoyens de la métropole à ceux des colonies. C'est ce qu'on fait les Français avec les Juifs d'Afrique du Nord par le décret Crémieux. Cette assimilation, qui peut sembler extrêmement généreuse, n'a toutefois pas toujours été accueillie avec enthousiasme par les « indigènes ». Réservée de fait, au fil du temps à une petite élite, elle sera refusée par la plupart, car elle supposait l'abandon de coutumes particulières, contraires à la République. Lorsqu'elle sera demandée pour la masse, dans les années 1930, par des mouvements autonomistes, elle sera refusée.

L'autonomie, les dominions

Les colonies où les européens sont nombreux évoluent vers une certaine autonomie, cela se passe différemment dans les colonies britanniques ou françaises. Les dominions (voir plus haut) sont des Etats semi-indépendants. L'Algérie, pour la France, est considérée comme un prolongement de la métropole, dirigé par un gouverneur, où les européens et assimilés jouissent des mêmes droits que les citoyens de la métropole, et d'une certaine autonomie dans leur gouvernement, mais ils sont noyés dans une masse d'indigènes dont le nombre va se mettre à croître d'une manière exponentielle.

2. l'économie coloniale

Les investissements de la métropole

Petit à petit, les métropoles investissent des quantités croissantes d'argent dans leurs colonies : 45 % des investissements étrangers pour le Royaume-Uni dès 1913, pour la France en 1939.

Ce sont, pour beaucoup, des investissements de l'Etat en infrastructures : ports, ponts, voies ferrées, construites parfois dans des conditions épouvantables.

Dans la plupart des colonies, l'industrialisation est élémentaire, insuffisante. La métropole fournit les produits finis, et souvent même transforme les produits bruts de la colonie (arachide sénégalaise dans les huileries marseillaises, coton indien à Liverpool.)

L'exploitation coloniale

Partout, les colonisateurs essaient de « mettre en valeur » la colonie. Ils introduisent l'économie monétaire par le biais de l'impôt, qui force les indigènes à produire des biens échangeables. Ils utilisent le travail forcé (des milliers d'indigènes morts pour construire le chemin de fer Pointe-Noire – Brazzaville au Congo français. Bien plus pour un autre chemin de fer au Congo Belge.

Les métropoles pratiquent vis à vis de leurs colonies une implacable séparation du travail, à la métropole l'industrie et la fourniture de produits finis, aux colonies la production de matière premières des mines ou de l'agriculture le plus souvent. Lorsqu'une industrie existait, comme le textile en inde, elle est démantelée.

Cette politique précipite l'économie de ces colonies dans une économie monétarisée : l'obligation de payer en argent (2,50 FRF au début du XXème siècle dans les colonies françaises, ou en nature, force les indigènes à se mettre à pratiquer une agriculture commerciale : arachide au Sénégal, Cacao, Café en Côte d'Ivoire, Hévéa en Afrique centrale... L'équilibre économique de ces populations est bouleversé, d'autant plus qu'elles vont connaître également un développement démographique sans précédent.

3. Les rapports entre colonisateur et colonisé

La société européenne dans les colonies

Vers 1900, c'est plus de 4 millions d'Européen qui vivent en Afrique, pour prendre un exemple. Cette population est en moyenne plus jeune et plus masculine que celle de la métropole. C'est en général une société qui vit repliée sur elle-même, à quelques exceptions près.

Peu d'Européens s'adaptent vraiment à la colonie, ils souffrent également des maladies tropicales : paludisme, fièvres, qu'ils combattent à coup de médicaments ou de cure en métropole.

Certains pourtant attraperont le « virus » de l'Afrique, ou de l'Indochine, et ne reviendront jamais en métropole.

La transformation des sociétés indigènes

Dans un premier temps, ces sociétés sont fortement marquées : maladies apportées par les colons, destruction ou déclin des élites, pertes militaires, travail forcé. Par la suite, la médecine coloniale (révolution pastorienne) va permettre un rapide développement démographique. Les colonies entament à leur tour une transition démographique très rapide.

La fin de la traite, notamment des négriers arabes, va stabiliser et permettre le développement de la population noire dans tout le Sahel. Les européens privilégiant les Noirs christianisés sur les maures, ou touaregs arabisés et islamisés vont retourner le rapport de force dans ces régions.

La scolarisation, très inégales, va néanmoins permettre de dégager des élites locales.

Le développement urbain, adjoignant un quartier indigène au « plateau » colonial, va entamer un exode rural aux conséquences immenses.

Le débat colonial en Europe

Le développement des mouvements nationalistes

Une partie sur l'anticolonialisme.

Chapitre 2 : Nationalisme et indépendances en Asie et en Afrique : 1945-1990

1. Le Monde colonial en 1945

14	8	1941	Charte de l'Atlantique signée par Churchill et Roosevelt
30	1	1944	Conférence de Brazzaville (30 jan-8 fév)

Rappel de l'existence des grands empires coloniaux hérités du XIX^{ème} siècle.

La plupart des Etats d'Europe, même certains petits pays comme la Belgique, possèdent un Empire colonial, parfois immense (Royaume-Uni, France...) et souvent ancien (Espagne, Portugal...).

Ces Empires couvrent une grande partie de l'Asie, et presque toute l'Afrique.

Les Européens en sont très fiers, mais certains commencent déjà à comprendre que le temps des colonies est bien fini, et ce, en grande partie à cause de la guerre.

En dehors de l'Europe, le Japon a perdu son Empire asiatique et pacifique au cours de la guerre, les Etats-Unis, foncièrement anti colonialistes, s'apprêtaient avant même le conflit à rendre leur indépendance à des territoires comme les Philippines.

L'Union Soviétique enfin, puissance essentiellement continentale, se présente comme le champion de la libération des peuples.

2. La "vague" asiatique (1946-54)

Dates et circonstances de l'indépendance de la plupart des colonies asiatiques			
Date	Pays	Métropole	Circonstances
1946	Syrie-Liban	France	pacifiques
1946	Philippines	Etats-Unis	pacifiques
1947	Indes : Union indienne, Pakistan, Népal	Royaume-Uni	pacifiques, puis guerre civile et partition
1947-48	Palestine	Royaume-Uni	Troubles, puis guerres
1948	Birmanie-Ceylan	Royaume-Uni	pacifiques
1945-49	Indonésie	Pays-Bas	Guerre d'indépendance
1945-54	Indochine : Viêt Nam, Cambodge, Laos, Comptoirs des Indes	France	Guerre d'indépendance
1957	Malaisie	Royaume-Uni	pacifiques
1975	Timor	Portugal	puis invasion par l'Indonésie
1997	Hong Kong	Royaume-Uni	Rétrocessions à la Chine populaire
1999	Macao	Portugal	

Pourquoi l'Asie précède-t-elle l'Afrique ? Ces pays ont un riche passé, et parfois même un passé de grandes puissances (Inde). Le nationalisme y est donc un sentiment ancré depuis des siècles et renforcé par la pratique d'une langue et d'une culture écrites voire d'une religion nationale. Par ailleurs on s'est beaucoup battu en Asie, qui a ainsi subi le choc de la guerre et les bouleversements qui s'ensuivent. Les Japonais par exemple ont excité partout où ils le pouvaient le sentiment anti européen, et ont tout simplement montré par l'exemple que les Européens ne sont pas invincibles. Les

Britanniques et les Etats-uniens ont multiplié quant à eux les promesses pour se conserver le temps du conflit la coopération et la docilités de leurs colonies. En Asie enfin plus encore qu'en Afrique (Maghreb excepté) se sont constituées des élites formées à l'école occidentale qui exigent que s'appliquent chez elles les principes démocratiques de l'occident.

17	8	1945	Soukarno annonce l'indépendance de l'Indonésie
2	9	1945	Ho Chi Minh proclame l'indépendance du Viêt Nam
4	7	1946	Indépendance des Philippines
19	12	1946	Coup de force Viêt Namien à Hanoi : début de la guerre d'Indochine
	12	1946	Les derniers soldats français quittent le Liban et la Syrie
15	8	1947	Indépendance de l'Inde et du Pakistan
14	5	1948	Création de l'Etat d'Israël et première guerre israëlo-arabe
28	12	1949	Indépendance effective de l'Indonésie
21	7	1954	Accords de Genève : la France abandonne l'Indochine
17	4	1955	Conférence de Bandoeng (17-24 avril)
29	11	1975	Indépendance de Timor, intervention militaire indonésienne

3. La conférence de Bandung

Le "coup de tonnerre de Bandung" (Senghor dixit)

Ce coup de tonnerre n'est pas fortuit, il est le fruit d'une diplomatie en particulier indienne, qui date de 1949. et d'un mouvement neutraliste pendant la guerre de Corée, dont l'Inde prit la tête.

La conférence de Bandung rassemble 29 Etats : en particulier l'Inde, la Chine et l'Indonésie, puissante invitante, mais aussi le Pakistan... ainsi que quatre Etats en lutte pour leur indépendance, qui représentent 55% de la population mondiale.

Les principes de Bandung sont rassemblés dans la déclaration finale du 24 avril. Ils sont un compromis entre les thèses des personnalités indiennes, chinoises, pakistanaises, mais s'inspirent surtout de la charte des Nations Unies : sont affirmés :

les principes d'intégrité et de souveraineté nationale des Etats participants, ainsi que le principe de non agression et de non ingérence,

sont affirmés également, et c'est là sans doute la raison de l'influence de la conférence la condamnation générale de tout colonialisme (y compris l'impérialisme soviétique), l'appel à la décolonisation de l'Afrique.

D'autres documents enfin ont trait à la coopération, à la culture, aux droits de l'homme, à la condamnation du racisme.

Bandung est aussi l'acte de naissance du mouvement des non alignés que nous reverrons.

4. La "vague" africaine (1954-75)

Dates et circonstances de l'indépendance de la plupart des colonies africaines			
Date	Pays	Métropole	Circonstances
1936	Egypte	Royaume-Uni	pacifiques
1951	Libye	Italie	libération organisée par l'ONU
1956	Soudan Maroc, Tunisie	Royaume-Uni France	pacifiques
1957	Ghana	Royaume-Uni	pacifiques
1958	Guinée	France	pacifiques
1960	Les pays d'A.O.F. (Sénégal, Mali, Niger, Côte d'Ivoire...) et d'A.E.F. (Tchad, Centrafrique, Gabon, Congo, Cameroun...) et Madagascar	France	pacifiques
1960	Congo Belge (Zaire)	Belgique	pacifiques, puis guerre civile
1960	Nigeria, Somalie	Royaume-Uni Italie	pacifiques par l'ONU
1961	Sierra Leone, Tanzanie	Royaume-Uni	pacifiques
1954-1962	Algérie	France	Une longue guerre coloniale
1962	Rwanda, Burundi, Ouganda	Belgique, Royaume-Uni	pacifiques, puis troubles
1963	Kenya, Zanzibar	Royaume-Uni	pacifiques, puis troubles
1964	Malawi, Zambie	Royaume-Uni	pacifiques
1965	Gambie, Rhodésie du sud	Royaume-Uni	pacifiques
1966	Botswana, Lesotho	Royaume-Uni	pacifiques
1968	Maurice, Swaziland Guinée espagnole	Royaume-Uni Espagne	pacifiques
1974	Guinée Bissau	Portugal	guerre d'indépendance
1975	Angola, Mozambique,	Portugal	guerre d'indépendance, puis guerre civile
1975	Comores	France	pacifiques
1976	Seychelles	France	pacifiques
1977	Djibouti	France	pacifiques
1980	Zimbabwe	Royaume-Uni	pacifiques, puis troubles
1990	Namibie	Afrique du Sud	troubles

Après Bandoung et du fait des guerres coloniales asiatiques et nord africaine, les Français et les Britanniques ont une approche assez commune, en particulier en ce qui concerne l'Afrique Noire : on lâche tout le plus vite possible, d'autant que certains signes peuvent laisser présager des guerres coloniales là aussi très difficiles : insurrection malgache en 1947, révolte des Mau-Mau en 1953, troubles au Congo belge...

Le cas français est intéressant : il y a une sorte de consensus : les gouvernements successifs, mais aussi l'opinion, publique sont assez favorables à la décolonisation de régions qui n'ont jamais fait l'objet d'un attachement passionnel et où ne se trouvent pas de colonies de peuplement

blanc. Il y a par ailleurs dans ces pays des leaders modérés qui participent depuis des décennies à la vie politique française (Houphouët Boigny qui depuis 1946 est député de l'Assemblée nationale au sein du Rassemblement Démocratique Africain, filiale de l'U.D.S.R. qui évitera la dérive vers le communisme de ce nationalisme modéré, Senghor...). La volonté de faire les choses en douceur fera le reste : loi cadre de G. Defferre en 1956, communauté proposée par de Gaulle en 1958 et refusée par la seule Guinée (Sekou Touré). En 1960 ne reste que l'Algérie (1962) et Djibouti (1976)

5 Les dernières colonies

Les Espagnols, mais surtout les Portugais vont s'accrocher en Afrique jusqu'aux années 1970. En Angola et au Mozambique cela se traduira par des guerres coloniales longues et coûteuses pour le Portugal, et qui aboutiront en 1974 à la chute du gouvernement Salazar du fait même de l'armée. En 1975 ces colonies sont libres. La guerre y continuera sous forme de guerre civile, alimentée de l'extérieur par les antagonismes entre blocs (interventions cubaines et sud africaines.)

Les Espagnols se débarrassent du Sahara Occidental en 1976, depuis il a été annexé par le Maroc qui y fait face à une guérilla sahraoui.

A la fin des années 70, le monde est donc entièrement décolonisé, à l'exception des micro colonies antillaises, pacifiques ou de l'océan Indien, que la France, les Etats-Unis et le Royaume-Uni vont pour la plupart émanciper, créant ainsi, notamment dans le Pacifique, des dizaines de micro états, peuplés parfois de quelques dizaines de milliers voire de quelques milliers de personnes (Nauru), ce qui pose le problème de leur capacité à survivre. Le cas

français est intéressant, avec la persistance des DOM et des T.O.M., ces derniers étant susceptibles, telle la Nouvelle Calédonie, d'évoluer vers l'indépendance. Mais l'indépendantisme semble avoir perdu une part de son attrait auprès des populations locales, qui refusent parfois cette indépendance comme Mayotte qui a décidé en 1976, par référendum, de rester française, au grand déplaisir des autres Comores.

En 1990, l'Afrique du Sud met fin, après plusieurs années de condamnation par l'O.N.U. au mandat qui lui avait été confié en 1919 sur la Namibie, l'ancien sud-ouest Africain allemand.

En 1997, après de longues négociations, la Chine recouvre sa souveraineté sur la colonie britannique de Hong Kong, avant celle de Macao, rétrocédée par le Portugal en 1999.

6. L'émergence du Tiers Monde de Bandung au dialogue Nord-Sud

Le principe de non-alignement naît quant à lui en 1956 lors de la rencontre de Brioni en Yougoslavie entre Tito, Nasser et Nehru. Mais les trois hommes ne se font pas en fait la même idée du non-alignement. Pour Tito, il s'agit d'un neutralisme de principe en Est et Ouest. Pour Nehru, d'un pacifisme non violent, pour Nasser d'un neutralisme actif, habile à jouer des divisions entre les blocs.

On peut résumer les notions de non-alignement et de Tiers-mondisme en quelques mots : il s'agit d'abord du refus de tomber de la sujétion aux métropoles à un alignement sur des blocs

Ces ambiguïtés ne seront jamais levées et expliquent l'insuccès final du non-alignement en particulier aussi à cause de l'antagonisme de dirigeants cherchant à confisquer à leur compte le non-alignement, dirigeants n'ayant pas l'envergure des fondateurs

Bandung	avril 1955	29 Etats	55% humanité
Belgrade	sept 1961	25 Etats	
Le Caire	oct 1964	47 Etats	
Lusaka	sept 1970	53 Etats	
Alger	sept 1973	75 Etats	2/3 humanité
La Havane	sept 1979	Echec fin du mouvement	

NE PAS OUBLIER LE COURS SUR LE MOYEN ORIENT

TROISIEME PARTIE : la France de la cinquième république

I. Les nouvelles institutions et la fin de la guerre d'Algérie (1958-62)

La France en 1958 est un pays engagé dans une guerre coloniale coûteuse, et qui se dote de nouvelles institutions. Ce sont les deux problèmes qui vont marquer les débuts de la Cinquième République.

C'est une très large coalition qui a porté le général au pouvoir, pour sauver la république, en lui accordant le droit de changer les institutions.

"Messieurs, nous sommes au grand complet, il ne manque que MM. Thorez, Poujade et Ferhat Abbas !" lance le nouveau Président du Conseil lors de son premier conseil des ministres. En effet le gouvernement compte des socialistes (Mollet), des radicaux, des M.R.P. (Pflimlin), un député africain (F Ouphouët Boigny), des Indépendants, des modérés (Pinay) et finalement assez peu de gaullistes (Debré, Malraux).

1. La mise en place de la Vème République

	2	6	1958	Président du Conseil, de Gaulle obtient les pleins pouvoirs
	9	12	1958	Jacques Chaban-Delmas Président de l'Assemblée Nationale
voix	21	12	1958	de Gaulle élu président de la République et de la Communauté avec 77,5% des
suffrage universel	12	9	1962	De Gaulle annonce un référendum sur l'élection du Président de la République au
62,25 % de oui	28	10	1962	Référendum sur l'élection du Président de la République au Suffrage Universel :

a : élaboration et adoption

Un groupe de juristes rédige, autour de M. Debré ("père de la constitution") la nouvelle constitution. Debré avait déjà dans la résistance, réfléchi à une nouvelle constitution. Il s'entoure de juristes constitutionnels confirmés, et s'inspire des grandes lignes gaullistes (discours de Bayeux en 1946). Mais le socialiste G. Mollet participe aussi activement aux travaux.

Les institutions de la Vème République vont bénéficier d'une adhésion dont la IVème avait été privée : seuls le P.C.F., les Poujadistes (en déclin) et quelques personnalités isolées de la gauche (P.M.F., Mitterrand, aile gauche de la S.F.I.O. qui fait scission et fonde le P.S.A.) et de l'extrême gauche sont nettement contre. La S.F.I.O., les Radicaux, le M.R.P. et bien sûr les Gaullistes appellent à voter OUI lors du référendum du 28 septembre 1958.

Les résultats sont sans appel : 79,25% de OUI. La IVème république bénéficie dès sa naissance d'un soutien incontestable de l'ensemble de la population. Les opposants sont laminés.

Issue de quelques idées simples, elles sont aussi le fruit du compromis entre le général et ceux des hommes de la IVème République qui ont favorisé son arrivée au pouvoirs en 1958 (Mollet, Pflimlin).

Le général insiste sur une séparation des pouvoirs qui permette à l'exécutif et en particulier au Président d'avoir une certaine autonomie.

Mollet et Pflimlin combattent pour le maintien d'un système où le gouvernement serait responsable devant l'Assemblée.

Les institutions de 1958 sont un compromis entre ces deux conceptions, et on dit souvent que la France a un régime semi-présidentiel (ou semi parlementaire), c'est la pratique qui fera pencher notre république tantôt vers un certain présidentialisme, tantôt vers plus de parlementarisme.

b : le pouvoir exécutif :

Le **Président de la République** n'est plus élu par le Parlement, mais par un collège de 80 000 grands électeurs, assez proche de celui qui élit les Sénateurs.

N'émanant plus du Parlement, il a également des pouvoirs accrus :

Il nomme le Premier Ministre (qui n'est plus Président du Conseil) et les ministres (sur proposition du Premier Ministre).

Il peut dissoudre l'Assemblée Nationale, sans autre obligation que de consulter les Présidents de deux chambres et le premier ministre.

Il peut recourir au référendum pour tout problème concernant l'organisation des pouvoirs publics (c'est à dire la constitution). cela fait du Président un interlocuteur privilégié des citoyens, qui peut passer au dessus des chambres pour trancher un problème.

Il peut, grâce à l'article 16, obtenir des pouvoirs exceptionnels, si l'indépendance de la nation, les institutions de la République ou l'intégrité du territoire sont menacées.

c : le pouvoir législatif :

Il perd en pouvoir ce que gagne l'exécutif.

Elections législatives du 23 novembre 1958 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	356 000	1,8 %	0
P.C.F.	3 870 000	18,9 %	10
S.F.I.O.	3 176 000	15,5 %	40
Radicaux, centre gauche	1 710 000	8,3 %	37
M.R.P.	2 408 000	11,7 %	57
Droite	4 717 000	23,1 %	132
U.N.R.	3 589 000	17,5 %	189
Ext. Droite	664 000	3,2 %	0

L'Assemblée Nationale est élue pour 5 ans au scrutin uninominal à deux tours. Cela favorise les majorités claires.

Les députés sont confinés à un rôle législatif : ils votent les lois, le budget. Les interpellations sont supprimées, la motion de censure ne peut aboutir (ou une question de confiance être rejetée) que si elle est votée par une majorité absolue de députés (les abstentions sont comptées comme des votes favorables au gouvernement).

L'Assemblée Nationale enfin n'est maîtresse ni des dates de ses sessions, ni de son ordre du jour, fixé par le gouvernement.

Le Sénat (retrouve son nom de la IIIème République) est élu par un collège de grands électeurs. Les sénateurs sont élus pour 9 ans, et renouvelés par Tiers tous les trois ans. Son rôle est restreint : il confirme les lois votées par l'Assemblée Nationale. En cas de désaccord entre les deux chambres, les textes sont soumis à des navettes et à un travail dans des commissions "mixtes". Si le désaccord persiste, le dernier mot appartient à l'Assemblée Nationale.

d : le Pouvoir Judiciaire :

Titre VII Le Conseil Constitutionnel
Art. 56. -

Le Conseil Constitutionnel comprend neuf membres, dont le mandat dure neuf ans et n'est pas renouvelable. Le Conseil Constitutionnel se renouvelle par tiers tous les trois ans. Trois des membres sont nommés par le Président de la République, trois par le Président de l'Assemblée Nationale, trois par le Président du Sénat.

En sus des neuf membres prévus ci-dessus, font de droit partie à vie du Conseil Constitutionnel les anciens Présidents de la République.

Le Président est nommé par le Président de la République. Il a une voix prépondérante en cas de partage.

La Vème République crée une institution nouvelle, sur le modèle de la Cour Suprême des Etats-Unis : c'est le **Conseil Constitutionnel**. Il est formé de neuf membres nommés pour neuf ans et renouvelables par Tiers tous les trois ans par les trois premiers personnages de l'Etat : le Président de la République, le Président du Sénat et le Président de l'Assemblée Nationale. Son rôle se cantonne au domaine constitutionnel : il est le

gardien de la constitution, et vérifie la conformité des lois à celle-ci. Son action, assez limitée au

départ, est devenue de plus en plus importante dans la pratique. Aujourd'hui il est considérable, même si il n'atteint pas l'ampleur de celui de la Cour Suprême.

e : le général impose une pratique présidentielle des nouvelles institutions.

C'est ce que montre en 1962 l'épisode de l'adoption de la première modification importante de la Constitution : l'élection du Président au Suffrage Universel Direct.

De Gaulle, pour renforcer encore le pouvoir du Président, propose qu'il soit élu

Référendum du 28 octobre 1962			
Approuvez-vous l'élection du Président de la République au Suffrage Universel ?	OUI	NON	
	62%	38%	
Elections législatives du 18 novembre 1962 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	450 000	2,4 %	0
P.C.F.	3 992 000	21,7%	41
S.F.I.O.	2 320 000	12,6 %	66
Radicaux, centre gauche	1 384 000	7,5 %	45
M.R.P.	1 635 000	8,9 %	36
Droite	2 541 000	14 %	48
U.N.R.-U.D.T.	5 847 000	31,9 %	233
Ext. Droite	160 000	0,9 %	0

désormais au suffrage universel direct. Il formule cette proposition peu après le dénouement de la crise algérienne, et l'échec de la plus dangereuse tentative d'assassinat menée contre lui : l'attentat du Petit Clamart (22 août 1962).

L'Assemblée Nationale, encore dominée par des non gaullistes, vote alors une motion de censure. Le Président la dissout. Les deux élections lui donnent raison : le référendum constitutionnel est un succès, tandis que les élections législatives donnent une large majorité aux gaullistes.

2. Le dénouement de la guerre d'Algérie

4	6	1958	Voyage de de Gaulle à Alger (4-7 juin) : "je vous ai compris"
23	10	1958	De Gaulle propose la "paix des braves"
16	9	1959	Proposition par de Gaulle d'une autodétermination de l'Algérie
24	1	1960	Semaine des barricades à Alger (24 jan-1er fév)
2	2	1960	L'Assemblée vote les pleins pouvoirs au gouvernement pour un an
13	2	1960	Bombe A française : première explosion dans le Sahara algérien
3	3	1960	"Tournée des popotes" du général de Gaulle en Algérie (3-7 mars)
14	6	1960	Discours de de Gaulle sur sa politique algérienne
25	6	1960	Entretiens de Melun avec le F.L.N. (25-29 juin)
5	9	1960	Conférence de presse du général de Gaulle sur l'Algérie
4	11	1960	De Gaulle annonce à la T.V. l'Algérie algérienne et annonce un référendum sur l'autodétermination
8	1	1961	Référendum sur l'autodétermination de l'Algérie : 75% de oui
22	4	1961	Tentative de Putsch des généraux à Alger (22-25 avr) : de Gaulle prend les pleins pouvoirs
17	10	1961	La répression d'une manifestation musulmane à Paris fait au moins cent morts
8	2	1962	La répression d'une manifestation anti O.A.S. fait 8 morts au métro Charonne
13	2	1962	Immense manifestation pour l'enterrement au Père Lachaise des victimes de Charonne
18	3	1962	Accords d'Evian accordant l'indépendance à l'Algérie : cessez-le-feu le 19 mars
26	3	1962	Répression d'une manifestation "Pied Noire" rue d'Isly à Alger : 46 morts
8	4	1962	Référendum sur les accords d'Evian : 90% de oui
	5	1962	Terreur en Algérie
1	7	1962	Indépendance effective de l'Algérie
22	8	1962	Attentat manqué du Petit Clamart contre le Général de Gaulle

Le général de Gaulle était-il convaincu dès son arrivée au pouvoir que la seule solution de la crise algérienne était dans l'indépendance ? C'est ce qu'il affirme dans ses *mémoires d'espoir*, même si le sentiment qui prévaut en 1958 est une certaine hésitation.

La fin de l'affaire algérienne est une tragédie : en effet tout est écrit, en fait dès le début, mais on s'achemine vers le dénouement.

On a parlé, à propos du général de Gaulle dans l'affaire algérienne d'un **gouvernement de la parole** ; en effet, chacun des changements de cap de sa politique algérienne est annoncé par un discours, fait lors d'une réunion publique, d'une visite en Algérie, ou d'une conférence de presse.

Dans une première étape (juin 58-sept 59), de Gaulle tente de **relancer le processus d'intégration des Musulmans** qui avait échoué auparavant, tout en donnant des gages aux Européens que l'on assure du soutien de la France. On ne propose ainsi au F.L.N. que la "Paix des braves" (oct. 58), somme toute une reddition honorable, tandis que le "plan de Constantine" prévoit le développement économique de l'Algérie. Le F.L.N. réplique en créant au Caire le G.P.R.A.

La seconde étape (sept 59-nov 60). De Gaulle prend acte de son échec de l'année précédente et commence à **parler d'autodétermination** (discours du 16 sept 59). Une fois obtenu le cessez-le-feu, les habitants d'Algérie se verraient proposées trois solutions : la sécession, la francisation ou une Algérie gouvernée par les Algériens mais liée à la France.

De Gaulle propose alors de négocier avec le F.L.N. Ce qui est fait, sans succès à Melun en juin 1960. Cette étape voit le début de la radicalisation des partisans de l'Algérie Française, en France (Bideault) et en Algérie.

La troisième étape, la plus longue et la plus difficile est **la route vers l'indépendance** (nov. 1960-mars 1962). Lors d'une conférence de presse en nov. 1960, de Gaulle parle pour la première fois d'une "République Algérienne" et annonce un référendum sur l'autodétermination.

Celui-ci, en janvier 1961, donne 75% de OUI. Pour la première fois, les musulmans ont pu voter à égalité avec les Européens.

Certains d'entre eux songent durant l'hiver 1960-61 à passer à l'action terroriste. Ils tentent, alliés à la partie radicale de l'armée, un putsch en avril 1961, qui sera déjoué par le général, disposant des pouvoirs octroyés par l'article 16 et de l'appui des appelés du contingent, qui refusent d'obéir aux putschistes. A la suite de ce Putsch raté, est fondée l'O.A.S. (organisation armée secrète) qui va se lancer dans le terrorisme à grande échelle (commandos delta).

Ce putsch raté va accélérer le dénouement, désormais les Européens d'Algérie savent qu'ils ont été abandonnés, tandis que les Français de métropole font corps derrière le général. Les négociations s'engagent avec le G.P.R.A. à Evian à partir de mai 1961.

Ce **dénouement** se fera **dans la plus grande confusion** : alors que l'indépendance se discute (en particulier à propos du Sahara...) l'O.A.S. multiplie les attentats et les destructions pour "rendre aux Algériens l'Algérie dans l'Etat où les Français l'avaient trouvée en 1830."

Les Algériens eux-mêmes multiplient les règlements de compte.

Le 18 mars 1962 est conclu un cessez-le-feu, applicable le lendemain. L'Algérie est indépendante, et le retour de 1 M d'Européens commence, dans l'improvisation et le désordre.

Bilan approximatif de la Guerre d'Algérie

Difficile de faire un tel bilan, il est ici arrêté au mois de juin 1962 et ne tient qu'imparfaitement compte des massacres et règlements de compte qui ont suivi l'indépendance

de l'Algérie (massacres de 50 000 harkis probablement, et de quelques centaines de Pieds Noirs à Oran notamment en juillet 1962)

Morts français :	25 000 militaires (dont 3500 musulmans)
	3500 civils (90 % par le F.L.N., 10 % par l'O.A.S.)
Morts algériens	150 000 combattants
	150 000 civils (dont 95 % du fait du F.L.N. ou d'autres

organisations indépendantistes)

Ces chiffres sont extrêmement controversés.

Il faut ajouter à ce bilan celui du rapatriement de près de 1 000 000 de Français d'Algérie, dans la plus grande improvisation, durant l'été 1962, et de près de 150 000 harkis (que leurs officiers avaient parfois reçu l'ordre d'abandonner).

Bilan financier : environ 50 Md de FRF de l'époque.

II. L'évolution de la vie politique et des institutions depuis 1962.

1. Une politique étrangère marquée par une volonté d'indépendance

Fin de la décolonisation

Achèvement de la construction de la force de dissuasion

Retrait français du commandement intégré de l'OTAN (1966)

Prétention à un magistère moral et un contrepoids aux Etats-Unis et à l'Union soviétique

Voyages dans le tiers-monde, au Canada, en URSS.

2. Mais une implication majeure dans la construction européenne

Alors que le général peut sembler réticent par rapport à celle-ci. Il refuse deux fois l'élargissement au Royaume-Uni. Mais ses successeurs se rallient, par conviction ou par opportunisme.

3. Les évolutions dans les rapports politiques.

De 1958 à 1981, pas d'alternance, et une droite souveraine, mais une longue remontée de la gauche non communiste.

<i>DATE</i>	<i>Président</i>	<i>Evolution des institutions</i>	<i>Assemblée</i>	
1958	De Gaulle 1		Election d'une assemblée de droite	DROITE
1962		Référendum sur l'élection du PR au suffrage universel direct	Dissolution et élection d'une assemblée de droite	
1965	De Gaulle 2			
1967			Election d'une assemblée de droite	
1968			Dissolution et élection d'une assemblée de droite	
1969	Démission de de Gaulle, élection de Pompidou	Référendum raté sur la décentralisation		
1973			Election d'une assemblée de droite	
1974	Décès de Pompidou, élection de Giscard d'Estaing			
1978			Election d'une assemblée de droite	
1981	Election de Mitterrand 1	PREMIERE ALTERNANCE	Dissolution et élection d'une assemblée de gauche	GAUCHE
1986		PREMIERE COHABITATION	Election d'une assemblée de droite	DROITE

<i>DATE</i>	<i>Président</i>	<i>Evolution des institutions</i>	<i>Assemblée</i>	
1988	Election de Mitterrand 2		Dissolution et élection d'une assemblée de gauche	CHE GAU
1993		SECONDE COHABITATION	Election d'une assemblée de droite	DROITE
1993	Election de Jacques Chirac 1			
1997		TROISIEME COHABITATION	Dissolution ratée : élection d'une assemblée de gauche	CHE GAU
2000		Référendum sur le quinquennat		
2002	Election de Jacques Chirac 2		Election d'une assemblée de droite	DROITE

Période marquée par :

Crise et refondation du mouvement socialiste.

Déclin historique du mouvement communiste.

Laminage du centre et des radicaux

Balance entre une droite gaulliste, démocrate chrétienne et libérale

Résurgence de l'extrême droite.

4. L'évolution de la pratique des institutions

5. Les réformes sociales et économiques

3. La politique extérieure

Décolonisation "en douceur" de l'Afrique Noire

Celle-ci avait été préparée par la loi-cadre Defferre. de 1956. De Gaulle s'engage dès 1958 dans la poursuite de cette politique. Pour diverses raisons les choses vont ici se passer plus facilement, entre un petit nombre d'acteurs : autorités françaises d'une part, élites africaines fortement francisées et disposant d'une forte influence sur leurs concitoyens d'autre part.

Le texte même de la Constitution de 1958 permet l'évolution vers l'indépendance : à l'Union Française est substituée la Communauté Française, qui offre un certain degré d'autonomie aux colonies. Toutes les colonies (sauf la Guinée) approuvent par référendum (le 28 septembre 1958) mais la Communauté Française va elle même être remise en cause au bout de deux ans grâce à une formule d'association permettant à un pays devenant indépendant de rester membre de la communauté. En 1960 tous les pays membres de la Communauté optent pour ce statut et deviennent indépendants, adhèrent à l'ONU, etc.

La fin de la guerre d'Algérie, ainsi que la décolonisation de l'Afrique Noire vont donner au général de Gaulle une extraordinaire popularité dans le Tiers Monde. Sa doctrine du maintien d'un équilibre entre les deux blocs, son attitude critique envers l'allié états-unien le pousseront par exemple à condamner la politique d'annexion israélienne et à se rapprocher des Etats arabes.

La France et l'Atlantique

Les Etats-Unis concevaient l'organisation de l'alliance en Europe comme un "leadership" états-unien. Se pose après la crise des fusées la question de la décision en matière de commandement : les Etats-Unis abandonnent alors la doctrine de représailles massive pour celle de riposte flexible (MacNamara) qui transformerait en cas d'affrontement l'Europe en champ de bataille entre deux supergrands enclins à éviter un affrontement direct. Cela laisserait aux alliés européens des Etats-Unis bien peu de marge de manoeuvre. Ils refusent dès octobre 1958 la proposition française d'un directoire tripartite de l'alliance et la demande d'un droit de veto sur l'usage par les Etats-Unis de l'arme nucléaire. Se pose aussi la place de la force de frappe française dans le dispositif allié. Les Etats-Unis pensent qu'il ne peut y avoir "qu'un doigt sur la détente" et proposent l'intégration de l'arme française (comme l'arme britannique) dans le dispositif de l'OTAN, sous contrôle militaire des Etats-Unis.

Dès 1963, de Gaulle refuse les diverses propositions des Etats-Unis qui vont dans ce sens. De même, la France refuse de parapher les premiers traités sur les expériences nucléaires.

Le départ du commandement de l'OTAN est précédé en fait par des étapes qui voient la France prendre ses distances : retrait de la flotte française de Méditerranée du dispositif allié dès 1959, retrait de la flotte de l'Atlantique en juin 1963, refus de participer à diverses manoeuvres.

Surtout, **la France décide en février 1966 de se retirer du commandement intégré. En 12 mois, les français quittent les instances militaires de l'OTAN tandis que les troupes alliées basées sur le territoire national sont invitées à la quitter.** Cette décision est vivement critiquée par les alliés. Mais le général a l'occasion d'affirmer la fidélité de la France à l'Alliance atlantique.

Le 1er septembre 1966, enfin, par le discours de Pnom Penh, de Gaulle condamne sans détour l'intervention états-unienne au Vietnam.

La France et les Anglo-Saxons

Les Etats-Unis ne sont pas seuls à être l'objet de la volonté d'indépendance française sous de Gaulle.

Le Royaume-Uni, qui demandait enfin son adhésion à la C.E.E., voit sa demande refusée deux fois, à cause du *veto* français (janvier 1963, et 1967).

La France et l'U.R.S.S.

La France et le Monde

L'indépendance de la diplomatie française : la Chine, l'URSS, le Québec

La France reconnaît la République populaire de Chine dès janvier 1964.

La politique européenne

4. La montée de l'opposition : 1965-1967

Election Présidentielle de 1965 (1er tour le 5 décembre)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Mitterrand	7 659 000	32,2 %
Lecanuet	3 767 000	15,9 %
De Gaulle	10 387 000	43,7 %
Tixier-Vignancourt	1 254 000	5,3 %
Marcilhacy	413 000	1,7 %
Barbu	278 000	1,2 %
(2ème tour le 18 décembre)		
Mitterrand	10 554 000	45,5 %
De Gaulle	12 644 000	54,5 %

Malgré la large victoire de novembre 1962, les gaullistes doivent pour gouverner s'allier avec une nouvelle et petite formation de la droite libérale, les Républicains Indépendants du jeune Valéry Giscard d'Estaing, qui entre au gouvernement au poste de ministre de l'économie et des finances.

L'année 1965 voit se concrétiser la remontée de l'opposition, à gauche, au centre, et même à l'extrême droite. Tixier-Vignancourt parvient à obtenir plus de 5 % des voix, il recueille une part des voix des "Pieds-Noirs", souvent violemment anti gaullistes et nostalgique de l'Algérie Française. Il appelle à voter pour Mitterrand au second tour.

Lecanuet, issu du M.R.P. défunt, fait une campagne à l'américaine. Sa relative jeunesse plait à une fraction "moderne" de l'électorat. C'est la renaissance du

centrisme.

Elections législatives du 5 mars 1967 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	507 000	2,3 %	3
P.C.F.	5 030 000	22,5%	73
F.G.D.S.	4 207 000	18,8 %	116
Centre démocrate	2 864 000	12,8 %	41
Divers Droite	1 136 000	5,1 %	44
UD Vème République	8 454 000	37,8 %	200
Ext. Droite	195 000	0,9 %	0

Mitterrand enfin, a su s'imposer comme candidat unique de l'opposition de gauche, même si les communistes le détestent (déjà) et s'il personifie la quatrième république. Son score du premier tour, la mise en ballottage du Président sortant, qui pensait être réélu dès le premier tour, sont une véritable surprise.

Les élections législatives de mars 1967 sont très serrées. Il faut attendre tard, la nuit du second tour, pour que la majorité sortante soit assurée d'être reconduite, avec quelques sièges d'avance, et l'appoint de plus en plus nécessaire des Républicains Indépendants d'un V. Giscard d'Estaing qui n'apporte qu'un soutien critique (le

"oui, mais...").

"La France s'ennuie", annonce un éditorial du *Monde* au début de 1968. Le pays est prospère, mais des secteurs entiers de l'économie connaissent des restructurations difficiles. Le style de gouvernement lasse. Il n'y a pas de dialogue, mais un autoritarisme de moins en moins bien supporté. La personnalisation du pouvoir est également remise en cause.

Cette lassitude va trouver à s'exprimer bruyamment durant la crise de mai.

5. Mai 1968 en France

La crise étudiante

Il faut replacer le mouvement de mai 1968 dans le contexte global de contestation que connaît le monde à la fin des années soixante. C'est en Tchécoslovaquie le Printemps de Prague, et aux Etats-Unis, voire en Europe, le refus de la guerre du Vietnam. La France gaullienne se croyait à l'écart de cette contestation, le général ayant en son temps vivement condamné l'engagement états-unien.

Dans notre pays, la crise aura certes un tour politique, mais dès le départ aussi apparaîtra comme une remise en cause de la société.

Le mouvement commence dès mars, dans l'université toute nouvelle de Nanterre. Ce sont à l'origine des revendications matérielles qui motivent les étudiants contestataires. Le nombre d'étudiants a en effet explosé en quelques années, et les efforts faits pour accueillir ces nouvelles cohortes sont très insuffisants (ce problème s'est d'ailleurs amplifié depuis...).

Les nouvelles générations d'étudiants proviennent d'ailleurs de plus en plus de classes sociales plus diversifiées, et en particulier des classes moyennes, voire modestes habituées à la contestation.

L'université de Nanterre, implantée en plein champs, peuplée d'étudiants aux origines souvent modestes, et proposant des enseignements traditionnellement très politisés comme la sociologie, sera le détonateur d'une crise qui se répand fin avril, début mai dans les facultés plus prestigieuses du centre de Paris (Sorbonne).

Les étudiants les plus politisés, en particulier les Trotskistes et surtout les Maoistes, fourniront les cadres d'un mouvement largement spontané.

La maladresse du gouvernement face à ce qui pour certains est un monome, et pour d'autres une tentative de coup d'état bolchévique, va attiser la révolte, et alimenter un courant de sympathie de la population pour les étudiants.

Vite, Mai 68 apparaît comme la révolte de ce qui est neuf contre ce qui est vieux, une querelle des modernes contre les anciens qui n'épargne personne. Il est caractéristique de voir ainsi attaqué les enseignants les plus anciens (on chahute des doyens, des mandarins) et remis en cause les cadres établis de la société : l'Eglise, l'Armée, la Famille. La gauche traditionnelle : S.F.I.O. et surtout le P.C.F. sont autant remis en cause que le Gaullisme.

Mai 1968 n'a pas été une tentative de révolution initiée par les communistes comme le pouvoir réussira à le faire croire à la frange la plus traditionnelle de son électorat. Au contraire, le P.C.F. et ses organes de transmission, tels que la C.G.T. après un mouvement de flottement (George Séguy qualifiant Daniel Cohn-Bendit de "Juif Allemand") ont été des alliés objectifs du pouvoir, en refusant l'aventurisme et en transposant la contestation dans un mouvement social plus traditionnel.

La crise sociale

En effet, à la mi-mai, de grandes grèves se déclenchent à travers tout le pays : 20 millions de grévistes le 20 mai. C'est le plus grand mouvement de grève depuis 1947, mais il se déroule dans une ambiance qui rappelle plutôt les grèves festives de 1936. Là encore, à côté de revendications très traditionnelles sur le temps de travail, les salaires... les grévistes remettent en cause plus profondément les relations dans l'entreprise, les abus des petits chefs, voire le sens du travail ou les notions d'épanouissement.

L'opposition de gauche ne saura pas vraiment gérer la crise de Mai. Ses cadres, Duclos, Mitterrand, Defferre, voire Mendès France, apparaissent aussi contestés que les chefs de la majorité. Voudraient-ils profiter de la vacance du pouvoir qu'ils apparaîtraient comme des putchistes en puissance. La venue de certains leaders (Mitterrand, P.M.F.) lors d'une réunion

gauchiste au stade Charléty est une catastrophe, sifflés par la foule, ils sont accusés par le pouvoir de menées subversives.

La crise politique

Pourtant, au plus haut sommet de l'Etat, le pouvoir vacille. Tandis que certains ministres ont pratiquement disparu, Georges Pompidou, un des rares à garder son sang froid durant toute la crise, tente de dédramatiser la situation. Il s'efforce d'empêcher toute effusion de sang durant les quelques nuits chaudes du quartier latin. Cela donnera *a posteriori* l'idée que la jeunesse et le pouvoir ont "joué" la révolution, comme un psychodrame. En fait, la situation aurait très bien pu dégénérer. Dans le même temps, il négocie avec les centrales ouvrières des accords signés à Grenelle le 27 mai.

Elections législatives du 23 juin 1968 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	874 000	3,9 %	0
P.C.F.	4 435 000	20 %	34
F.G.D.S.	3 654 000	16,5 %	57
Centre Démocrate	2 290 000	10,3 %	33
Droite	1 192 000	5,3 %	65
U.D.R. - R.I.	9 664 000	43,6 %	294
Ext. Droite	29 000	0,1 %	0

Le général de Gaulle passe par plusieurs phases. Il sous estime le mouvement dans un premier temps (il maintient un voyage en Roumanie), puis songe à démissionner. Il s'envole enfin, en secret, le 29 mai, pour rencontrer en Allemagne les dirigeants de l'Armée.

Il reprend la situation en main le 30 mai, en achevant la banalisation du mouvement commencée par Pompidou sur le plan syndical. De Gaulle en effet, en annonçant (à la radio...) la dissolution de l'Assemblée Nationale, lance tous les partis politiques dans une campagne

électorale qui va dissiper le mirage de mai.

Dès le 30 mai, en effet, une manifestation monstre de soutien au général descend les Champs Elysées, et trois semaines après, la France, qui a eu peur d'un mouvement dont elle craignait surtout le caractère anarchique, donne une majorité "introuvable" aux gaullistes.

6. Le départ du général : 1968-1969

Triomphe pour les gaullistes, les élections de juin, sont surtout un triomphe pour le premier ministre Georges Pompidou. Très logiquement, de Gaulle s'en sépare, tout en lui promettant un grand avenir.

Tirant les conclusions de la crise de Mai, de Gaulle tente en 1968-1969 une politique de réformes (participation, universités, décentralisation... *cf. infra*)

Mais peut-on faire des réformes avec une majorité si conservatrice, élue sur le thème de la peur ?

La personne même du général est enfin de plus en plus contestée, pas seulement chez les soixante-huitards ("la chienlit, c'est lui", dit une affiche), mais de plus en plus au sein de la majorité. On s'inquiète de l'âge du général, et les appétits de pouvoir s'aiguisent (chez Pompidou, Chaban-Delmas, Giscard d'Estaing...). De Gaulle, à qui on demande s'il a peur du vide que créerait son départ, répond qu'il a peur du "trop plein".

Le référendum annoncé au début de 1969, et au succès duquel le général avait assujéti son maintien au pouvoir, porte sur la réforme des institutions : le Sénat, et les Collectivités Locales. Mais il se transforme en plébiscite, pour ou contre la personne du général, et son maintien au pouvoir. Aux opposants traditionnels : communistes, socialistes, voire extrême droite, rapatriés, vont s'ajouter les notables de droite qui pensent que le temps est venu de passer la main, et centristes défenseurs du Sénat. Giscard refuse par exemple d'appeler à voter oui.

Le 27 avril 1969, le référendum donne 53,2% de non. Le général de Gaulle démissionne. Il mourra le 9 novembre 1970.

7. Bilan des années gaulliennes

Il s'agit ici de présenter un bilan de l'action des gouvernements des premiers ministres successifs de de Gaulle : Michel Debré (janvier 1959 - avril 1962), Georges Pompidou (avril 1962 - juillet 1968) ; Maurice Couve de Murville (juillet 1968 - avril 1969).

Malgré la crise de Mai et son dénouement, beaucoup de Français ont gardé des années gaulliennes le souvenir d'une période positive. Il est vrai que le décès assez rapide du général, en novembre 1971, puis les débuts de la Crise en 1973 donnent de cette période de croissance une image de stabilité et de prospérité. Pour certains traditionalistes, les années soixante, sont, avant les mutations de mœurs qui ont provoqué ou suivi mai 1968, la dernière époque ou règne une certaine morale. Enfin, la stature internationale du général avait donné à la France, en particulier face aux Anglo-Saxons, une audience qu'elle ne retrouvera jamais.

L'œuvre économique :

Dès la fin 1958, c'est l'adoption du plan Pinay-Rueff : dévaluation et création d'un franc lourd (un nouveau franc = cent anciens francs), cette mesure, d'ordre surtout psychologique, fut accompagnée de réformes profondes (abaissement des droits de douane, convertibilité totale, libération des changes avec les pays de l'O.E.C.E.) qui permit l'entrée de l'économie française dans la compétition européenne (le marché commun étant en train de se construire). A la fin de la décennie, les stocks d'or reconstitués de la Banque de France atteignent la somme de 5,5 Md \$.

Ces réalisations s'accompagnent d'une croissance et d'une modernisation dont bénéficient de nombreux Français. Ceux-ci se lancent dans les délices d'une société de consommation dont ils peuvent enfin jouir, dégagés des soucis de la Guerre d'Algérie. La France, pendant cette période, rattrape et dépasse assez largement le Royaume-Uni, elle s'installe en quatrième position des puissances économiques occidentales. Mais certaines catégories sociales en pâtissent. On ferme les mines ou les usines non rentables, l'exode rural s'accélère. Les années soixante connaissent des mouvements sociaux, qui expliquent la montée continue de l'opposition.

L'échec moral et social

Sous de Gaulle, la médiocrité de la vie politique intérieure de la France contraste avec la volonté de grandeur de la politique étrangère. L'effort économique donne l'impression d'une France toute entière livrée aux "affaires" et à la consommation. Pompidou est le symbole de cette facette du Gaullisme. Le Canard Enchaîné donne, semaine après semaine des nouvelles de "la Cour". "La Vème République vit ainsi Louis-Philippe prospérer sous l'ombre de Louis XIV" (Mourre). Ce décalage entre la modernisation matérielle du pays, et l'incapacité volontaire ou non des dirigeants de prendre en compte les évolutions profondes de la société sont sans doute la cause essentielle de mai 1968. Seule œuvre législative marquant un progrès dans le domaine des mœurs : la loi Neuwirth légalisant (dans des conditions assez restrictives) la contraception en 1967.

On aurait pu attendre du Général, qui avait un certain mépris des Français ("les Français sont des veaux !") des réformes qui élève le niveau moral de la Nation.

C'est tardivement que de Gaulle se rend compte de la nécessité de ces réformes. Il relance l'idée de "participation" lancée à l'époque du R.P.F.

Participation des ouvriers dans l'entreprise, des étudiants dans l'Université, des citoyens dans les Régions. Dans l'entreprise, cette réforme, volet social de la doctrine gaullienne, eut si longtemps des applications tellement limitées qu'on pouvait la qualifier d'alibi social.

De même, la réforme des Universités, menées par Edgar Faure après Mai, vient-elle un peu tard. La réforme des institutions enfin, fut proposées sous forme de référendum en 1969. Mais ce référendum devenant par la volonté de de Gaulle lui-même un plébiscite, le Non à de

Gaule signifié par les électeurs en 1969 repoussa aux calendes grecques des réformes nécessaires : on attendra 1982 pour voir l'amorce d'une véritable décentralisation, tandis que la réforme si nécessaire du Sénat n'a toujours pas été effectuée.

II. La France de 1969 à 1981

Après une campagne très terne, qui voit s'affronter au second tour un centriste et un gaulliste ("bonnet blanc et blanc bonnet", dit Jacques Duclos), Georges Pompidou devient, le 15 juin 1969, le second président de la Vème République.

1. Les forces politiques en présence : 1969-1973

Election Présidentielle de 1969		
(1er tour le 1er juin)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Krivine	236 000	1,1 %
Rocard	814 000	2,8 %
Duclos	4780 000	21,5 %
Defferre	1 128 000	5,1 %
Poher	5 201 000	23,4 %
Pompidou	9 761 000	43,4 %
Ducatel	285 000	1,3 %
(2ème tour le 15 juin)		
Poher	7 871 000	42,4 %
Pompidou	10 668 000	57,6 %

La recomposition de la Gauche

Rarement la gauche s'est portée aussi mal qu'en 1969. Le Parti Communiste conserve ses positions, mais la gauche socialiste est laminée. Le candidat de la S.F.I.O., Gaston Defferre, fait à peine plus de voix que les candidats d'extrême gauche, Krivine et Rocard, soit 5 % des voix, il faut remonter avant la première guerre mondiale pour voir la S.F.I.O. aussi bas !

En juillet 1969, la S.F.I.O. se saborde, remplacée par le Parti Socialiste (P.S.).

La mort de la F.G.D.S. d'une part, l'échec de Poher en 1969 d'autre part, et enfin le laminage par le mode de scrutin des petites formations centristes vont pousser à une réorganisation au centre.

Droite et gaullisme

A droite, les gaullistes se sont rassemblés en juin 1967 dans un mouvement l'U.D.R., aux origines assez diverses, mais dont Pompidou parviendra à maintenir l'unité malgré la mort du général, l'abondance des ambitions personnelles, et l'existence de lignes politiques divergentes : une aile "sociale" incarnée par Chaban-Delmas, et une aile conservatrice (Messmer, Chirac...).

Le Centre

Les radicaux se divisent, la majorité se rapprochent du Centre Démocrate de Lecanuet, tandis que d'autres se rapprochent du P.S. et fondent le M.R.G. (mouvement des radicaux de gauche) en 1971.

Le Centre tente de s'organiser après l'aventure électorale de Poher. Une alliance, le mouvement réformateur, est formée en 1971, entre radicaux "valoisien" de J.J. Servan Schreiber, centristes de Jean Lecanuet, et d'autres petites formations. Rejetant la "bipolarisation" issue du mode de scrutin, ils se présentent aux élections législatives de 1973.

Valéry Giscard d'Estaing tire profit de l'élection de Georges Pompidou. Il revient au gouvernement au poste de ministre de l'Economie et des Finances. Il attend son heure et prépare une O.P.A. sur la droite modérée et le Centre.

2. Le mandat de G. Pompidou : 1969-1974

Pompidou (1911-1974) est un pragmatique. Il n'est pas issu de la résistance mais des milieux d'affaire. Il possède en outre une solide formation littéraire (Ulm, agrégation de grammaire...). Il est ferru de modernisme, au point de meubler l'Elysée en art contemporain et de préparer la construction du musée d'art contemporain, qui, inauguré après sa mort sur le plateau

de Beaubourg, portera son nom. C'est aussi un adepte de l'automobile ("les Français aiment la bagnole", dit-il). On lui doit le lancement du réseau autoroutier et nombre de voies rapides. Paris a ainsi évité de peu une voie rive gauche, mais pas la voie rive droite.

Son obsession est la prospérité économique, et il s'intéresse moins que de Gaulle aux affaires étrangères, dans ce domaine c'est la réconciliation avec les Etats-Unis, et les Britanniques. Il dévalue le Franc pour rendre les entreprises compétitives et lance un certain nombre de projets industriels. Il ouvre le pays aux investissements étrangers et prépare l'ouverture de la C.E.E. au Royaume-Uni, à l'Irlande et au Danemark (1er janvier 1973).

Sous son mandat, le taux de croissance battra des records et sera le plus élevé de tous les pays développés, ce qui a généré par la suite une véritable nostalgie des années Pompidou, dont M. Balladur, un de ses principaux conseillers, tentera plus tard de profiter.

Sur le plan social on distingue le début du mandat : entre 1969 et 1972, en effet, le 1er ministre est Jacques Chaban-Delmas. Gaulliste issu du radicalisme, il propose une "nouvelle société", remplace le S.M.I.G. par le S.M.I.C., développe les conventions collectives, inaugure une politique de concertation avec les syndicats, ouvre son gouvernement aux centristes...

Cette politique ne plaît pas à l'ensemble de la majorité. Chaban-Delmas est remplacé par le fidèle Pierre Messmer en juillet 1972.

3. La recomposition politique à gauche et à droite entre 1973 et 1974

A gauche : le programme commun de gouvernement.

Elections législatives du 4 mars 1973 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	782 000	3,3 %	0
P.C.F.	5 064 000	21,3 %	73
U.G.D.S.	4 900 000	20,7 %	102
"Réformateurs"	2 967 000	12,5 %	30
Droites	1 459 000	6,1 %	13
U.R.P.	8 243 000	34,7 %	272

Le nouveau Parti Socialiste a pris un virage décisif lors de son congrès d'Epinay, en 1971. Il est en effet rejoint par François Mitterrand. Celui-ci va "gauchir" les positions du parti. En effet, le P.S. propose à ses alliés M.R.G., mais surtout au P.C.F. une alliance politique, le "Programme Commun de Gouvernement" (27 juin 1972).

Cette alliance permet aux deux formations de faire assez bonne figure lors des élections législatives de 1973. On constate surtout une remontée des socialistes. La tactique définie par Mitterrand, qui est de

s'allier avec les communistes pour prendre le pouvoir et finalement les dominer, commence à porter ses fruits.

A droite : la fin des barons du gaullisme.

La mort de Georges Pompidou, s'il elle était attendue, donne lieu à une surprise politique. L'héritier gaulliste "officiel" de Pompidou, c'est à dire Jacques Chaban-Delmas, est battu par un jeune loup, V.G.E. Celui-ci a obtenu le ralliement d'une partie du mouvement gaulliste, dirigée par le jeune Jacques Chirac, qui lance son appel des 43 (ministres et parlementaires gaullistes) en faveur de Giscard. Ce que craignent en effet ces gaullistes, ce sont les tendances sociales démocrates qu'incarne à leurs yeux Jacques Chaban-Delmas.

Au premier tour V.G.E. écarte largement J Chaban-Delmas (33% contre 15%) tandis que Mitterrand arrive en tête : 43%

Election Présidentielle de 1974		
(1er tour le 5 mai)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	591 000	2,4 %
Krivine	93 000	0,4 %
Mitterrand	10 863 000	43,4 %
Dumont	336 000	1,3 %
Giscard d'Estaing	8 254 000	32,9 %
Chaban-Delmas	3 646 000	14,6 %
Royer	809 000	3,2 %
Le Pen	189 000	0,8 %
4 divers	276 000	1,1 %
(2ème tour le 19 mai)		
Mitterrand	12 738 000	49,3 %
Giscard d'Estaing	13 082 000	50,7 %

Au second tour, après un débat télévisé où V.G.E. a réussi à étiqueter Mitterrand comme homme du passé, la victoire est serrée : 50,7% contre 49,3%, soit moins de 400 000 voix d'écart.

Autres enseignements de ce scrutin

L'élection présidentielle de 1974 voit la naissance politique de l'écologie, représentée par un scientifique, René Dumont, qui, à l'aide de la seule campagne officielle, parvient à obtenir plus de 1 % des voix.

Jean-Marie le Pen, enfin, ancien député poujadiste, fondateur en octobre 1972 du Front National, un parti d'extrême droite, obtient un score plus modeste, mais il prend date, et son parti progressera par la suite.

4. Les réformes du septennat de V.G.E.

Un changement de style ?

Lors de son discours d'entrée en fonction, V.G.E. commet l'exploit de ne citer ni Pompidou ni même de Gaulle.

"de ce jour date une ère nouvelle de la politique française, celle du rajeunissement et du changement de la France."

Toute une série de gestes symbolisent une volonté de rajeunissement : descente des Champs Elysées à pied, refus de porter le collier de grand-croix de la légion d'honneur, port du veston au lieu de la jacquette...

Le choix de J. Chirac (42 ans...) comme premier ministre apparaît à beaucoup comme un remerciement de son ralliement (d'aucuns diront sa trahison).

Mais il y a en fait très peu de ministre U.D.R. (4 sur 15) dans le gouvernement, pour la plupart des personnalités de second plan confinées dans des postes secondaires. On trouve surtout des fidèles de V.G.E. (Poniatowski, très antigauilliste, à l'Intérieur ; Bonnet, d'Ornano...) des réformateurs (Lecanuet à la Justice ; Jean-Jacques Servan-Schreiber aux Réformes ; F Giroud à la Condition Féminine) , et des "techniciens (Fourcade, Veil, Haby...).

En fait le nouveau président ne dispose pas d'une vraie majorité dans une assemblée nationale élue en 1973 et largement gaulliste. Il compte sur son jeune premier ministre pour être tranquille de ce côté là. Or Chirac est loin de faire l'unanimité dans son camp, où les "barons"

historiques du gaullisme n'ont pas digéré sa trahison. Il va dès 1974, réussir pourtant son O.P.A. sur le mouvement, avec la complicité de fidèles de Pompidou (Garaud, Juillet) et d'hommes d'appareil (Pasqua). En décembre, il se fait élire président d'un mouvement qui prendra en 1976 le nom de RPR.

De réelles réformes

De fait, V.G.E. va mener une véritable politique de réformes notamment de société, au grand dam des gaullistes et même du premier ministre.

Dans le domaine des **media** :

Eclatement de l'ORTF en sept sociétés concurrentes (jan 1975)

Dans le domaine des **Institutions** :

Saisine du Conseil Constitutionnel par 60 députés ou 60 sénateurs, renforçant considérablement le rôle de cette institution. (oct 1974)

Droit de vote à partir de 18 ans (au lieu de 21) c'est une réforme courageuse, car elle va créer 2,4 M de nouveaux électeurs votant majoritairement à gauche. (juin 1974)

Dans le domaine des **mœurs** :

Nouveau statut rendant plus aisée la pratique de la contraception.

Divorce par consentement mutuel.

Loi Veil sur l'Interruption Volontaire de Grossesse (I.V.G.) légalisant l'avortement, réforme demandée depuis des années par les femmes, mais donnant lieu à un vif débat parlementaire, la loi ne passant qu'avec l'appui unanime de la gauche. (jan 1975)

C'est pourquoi celui-ci démissionne-t-il le 25 août 1976.

Il est remplacé alors par celui que V.G.E. appelle "le meilleur économiste de France", Raymond Barre¹, qui restera au pouvoir jusqu'en 1981.

L'année 1977 voit la gauche gagner les municipales, tandis qu'à Paris, Chirac emporte la mairie devant le très giscardien d'Ornano.

Giscard comprend alors que le RPR est une machine de guerre destinée à remporter l'élection présidentielle de 1981. Il fonde début 1978 l'U.D.F., rassemblement des partis qui le soutiennent.

Elections législatives du 12 mars 1978 (1er tour)

Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	953 000	3,3 %	0
P.C.F.	5 870 000	20,6 %	86
P.S.	6 451 000	22,6 %	104
M.R.G.	604 000	2,1 %	10
Ecologistes	621 000	2,1 %	0
Divers droite	1 478 000	5,2 %	13
U.D.F.	6 129 000	21,5 %	122
R.P.R.	6 462 000	22,6 %	154

Le 6 décembre 1978, Chirac lance son appel de Cochin, où il était soigné à la suite d'un accident d'automobile. Il refuse la politique de supranationalité prônée par V.G.E. en matière européenne.

Les élections législatives de 1978 confirment la montée de l'opposition de gauche, après le succès aux municipales en 1977. Pourtant divisés (le programme commun a volé en éclat quelques mois auparavant), socialistes et communistes progressent et manquent de peu la majorité absolue au premier tour. La majorité est sauvée par le découpage électoral, qui la favorise, ainsi que par l'amplification "naturelle", la prime au vainqueur qu'offre le système majoritaire à deux tours.

¹ Saint-Denis de la Réunion, 1924.

Au sein de chaque bloc, les mutations sont très intéressantes : à gauche le P.S. confirme qu'il a doublé le P.C.F. tandis qu'à droite les gaullistes du R.P.R. repassent devant la formation du président l'U.D.F.

Au total, quatre partis "se tiennent" autour de 20 à 25%, on parle de "bande des quatre".

Bilan économique du septennat et causes de la défaite de 1981

Il y a bien sûr un actif et un passif. Outre les réformes déjà vues, on peut distinguer :

A l'actif : une véritable modernisation : le développement de l'énergie nucléaire, la mise en place d'un réseau de télécommunication de pointe, Airbus, Ariane, le T.G.V. ; mais aussi le maintien de la croissance et même d'un certain niveau de vie.

Au passif, la croissance du chômage qui passe de 400 000 environ en 1974 à plus de 1 600 000 en 1980. L'inflation également, qui malgré les efforts de R Barre, reste supérieure à celle des autres pays industrialisés, et qui lors du second choc pétrolier va approcher les 14% (1980).

Election Présidentielle de 1981 (1er tour le 26 avril)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	668 000	2,21 %
Bouchardeau	321 000	1,1 %
Marchais	4 457 000	15,3 %
Mitterrand	7 506 000	25,8%
Crépeau	643 000	2,2 %
Lalonde	1 126 000	3,8 %
Giscard d'Estaing	8 222 000	28,3 %
Chirac	5 226 000	18 %
Debré	482 000	1,7 %
Garaud	387 000	1,3 %
(2ème tour le 10 mai)		
Mitterrand	15 542 000	52,2 %
Giscard d'Estaing	14 219 000	47,8 %

En 1980, la popularité du premier ministre atteint des abîmes, entraînant dans sa chute celle du président, qui souffre par ailleurs de défauts de communication ("son problème, ce sera le peuple," avait dit de lui de Gaulle), d'image, et des affaires. (Boulin, diamants).

Il aura tout fait pour résoudre son problème d'image : tenues "décontractées", allocutions au coin du feu, dîner dans des familles modestes, réception d'éboueurs maliens à l'Elysée, visite dans des prisons. Mais ces efforts, peut-être sincères, de la part de quelqu'un "né coiffé", sans doute calculés, passe en fait mal auprès d'une population qui voit assez bien la manœuvre.

Autres raisons de la défaite de Giscard : le report des voix du RPR sera très mauvais en 1981, on estime qu'environ 1 million de voix gaullistes manqueront à V.G.E., alors que le total des voix de

droite au premier tour reste supérieur à celui des voix de gauche. Par ailleurs, l'évolution du rapport de force entre P.C.F. et P.S. est déterminante. Avec à peine 15% des voix, le P.C.F. n'est plus en mesure d'imposer ses conditions au P.S. Il doit appeler sans réserve à voter Mitterrand, sous peine de se saborder politiquement. Par ailleurs, son score ne fait plus peur à bien des électeurs modérés, qui peuvent voter sans crainte pour un socialiste qui n'apparaît certes pas comme un otage des communiste

III. La France de F. Mitterrand (1981-95)

1. La rupture (1981-84)

Elections législatives du 14 juin 1981 (1er tour)

Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	335 000	1,3 %	0
P.C.F.	4 066 000	16,1 %	44
P.S. +	9 432 000	37,5 %	285
M.R.G.			
Div. Gauche	183 000	0,7 %	0
Ecologistes	272 000	1,1 %	0
Divers droite	705 000	2,8 %	11
U.D.F.	4 827 000	19,2 %	63
R.P.R.	5 231 000	20,8 %	88
Ext. Droite	90 000	0,4 %	0

L'élection de F. Mitterrand se fait sur un programme et grâce à une alliance avec le P.C.F. C'est un programme de "rupture avec le capitalisme" qui se traduit dans l'immédiat par la formation d'un nouveau gouvernement, par la dissolution de l'Assemblée Nationale. Les élections de juin donnent, grâce à un système majoritaire taillé sur mesure pour les gaullistes,

une majorité absolue en sièges au seul P.S. Le P.C.F. confirme son score médiocre de la présidentielle et perd une quarantaine de sièges.

Ralite, Fitterman, le Pors,
4 ministres communistes entrent au gouvernement.

L'alternance politique

Le nouveau gouvernement va accomplir un certain nombre de ses promesses électorales

:

Usinor-Sacilor, C.I.C., P.U.K., Dassault, 26 X 81

Nationalisations de cinq groupes industriels, deux compagnies financières et trente six banques.

Augmentation des salaires pour pratiquer une politique de relance.

Diminution à 39 heures de la durée hebdomadaire du travail. 13 I 82

Retraite à 60 ans.

Cinquième semaine de congés payés.

Impôt sur les grandes fortunes (110 000 foyers fiscaux).

Représentation plus grande des syndicats dans l'entreprise. loi Auroux

Suppression de la Cour de Sûreté de l'Etat. 29 VII 81

Abolition de la peine de mort. 18 IX 81

Loi Defferre (III 82) : Décentralisation d'une grande partie des pouvoirs détenus par l'Etat aux collectivités locales (région, département, communes)

On a comparé cet ensemble de mesures et de lois avec les accords Matignon, les ordonnances de la Libération et les accords de Grenelle.

L'échec économique

Cette politique aboutit à des résultats controversés : c'est un échec économique : La relance de la consommation se traduit par une dégradation grave du commerce extérieur au moment où les autres pays industrialisés mènent une politique de rigueur. Les faillites de petites entreprises se multiplient, le chômage s'accroît, les capitaux s'enfuient, le Franc plonge, l'inflation croît. Cet échec se traduit par une débâcle aux élections municipales de 1983.

Parallèlement, l'échec de la gauche se traduit par une montée du Front National de Jean-Marie Le Pen. Cette ascension commence lors des municipales de 1983, mais s'amplifie lors des européennes de 1984 (10% au F.N. contre 12 % au P.C.F. par exemple).

En 1984, la controverse va prendre de l'ampleur dans un domaine où on ne s'y attendait plus : l'Ecole. La volonté du gouvernement (loi Savary) de revenir sur les privilèges accordés de longue date à l'enseignement privé relance une "guerre scolaire" endormie depuis des lustres entre les partisans de la "laïque" et ceux de l'école "libre". Les premiers mois de 1984 sont marqués par ce débat qui fait apparaître le gouvernement comme archaïque dans une société qui a pris l'habitude de voir dans l'existence de deux systèmes scolaires une possibilité de choix. 24 VI 84 manifestation monstre . Le 12 juillet, Mauroy démissionne, le 17, un nouveau gouvernement est formé auquel les communistes refusent d'appartenir. Laurent Fabius

2. La "conversion" ? (1984-93)

La conversion des socialistes : 1984-1986

Au gouvernement Fabius va s'attacher l'image d'un revirement opéré en fait dès 1983 par P. Mauroy et P. Bérégovoy. Conversion des socialistes à l'économie de marché ou simple "Realpolitik" ? Toujours est-il que la rigueur est à l'ordre du jour. Le but en est de sauver la situation économique et de rétablir la situation politique avant les législatives de 86 ou au moins la présidentielle de 88.

Elections législatives de mars 1986			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	413 000	1,5 %	0
P.C.F.	2 664 000	9,7 %	35
P.S. + M.R.G.	8 759 772	31,9 %	215
Div. Gauche	249 000	0,9 %	0
Ecologistes	341 000	1,2 %	0
Divers droite	790 000	2,9 %	0
U.D.F.+ R.P.R.	11 554 000	42 %	277
F.N.	2 694 000	9,8 %	35

Les résultats se font sentir dès 1985 avec la désinflation, la reprise économique, une reprise timide de l'emploi et l'envol de la bourse de Paris.

En fait, cette période est très importante pour la France. Pour la première fois dans notre pays on voit triompher au Parti Socialiste les réalistes sur les idéologues. Ce mouvement entame donc une mutation terminée depuis des années chez certains de nos voisins (en Allemagne, en Espagne, en Suède...). Des dirigeants socialistes n'ont plus honte de se déclarer "sociaux-démocrates". Plus encore, la Bourse et les milieux d'affaires n'ont plus peur des socialistes, comme le montrera leur

indifférence générale aux alternances futures (1986, 1988 puis 1993, et 1997).

Mais ces résultats n'empêcheront pas la droite de remporter les législatives de 1986. Un nouveau mode de scrutin, proportionnel, atténué sans la remettre en cause la victoire de la droite, mais permet au Front National d'entrer à l'Assemblée Nationale.

La première cohabitation 1986-1988

F. Mitterrand ne démissionne pas, mais appelle au poste de 1er ministre le chef du RPR : Jacques Chirac.

Celui-ci s'attache à pratiquer la politique ultralibérale appliquée alors aux E.U.A (R. Reagan) et au R.U. (M. Thatcher) à laquelle la droite française attribue la vertu de sauver l'économie. Il s'agit aussi au 1er ministre de convaincre les Français avant la Présidentielle de 88 tout en neutralisant le plus possible le chef de l'Etat dont les capacités manoeuvrières ne sont plus à démontrer.

Cette exquise empoignade s'appelle la "cohabitation".

La politique de privatisations (65 sociétés privatisées en 1986), dans une euphorie boursière qui avait commencé sous les socialistes, permet aux Français de découvrir les joies et les malheurs de l'actionnariat populaire. De 1 million, les actionnaires deviennent en quelques mois 6 millions. Les opérations de privatisation seront toutefois interrompues après le krach d'octobre 1987.

Sur le plan politique, le gouvernement de droite ne tarde pas à commettre des erreurs. La nécessaire réforme de l'Université, mal présentée et mal défendue par une majorité divisée, donne lieu à des manifestations étudiantes. Celles-ci sont réprimées avec une violence qui semble d'un autre âge aux jeunes générations. Il y a un mort. En Nouvelle Calédonie, des troubles indépendantistes sont traités par le gouvernement avec également un archaïsme colonial qui a un effet désastreux non seulement en France, mais dans les pays de la région.

Surtout, l'extraordinaire homme politique qu'est Mitterrand trouve dans la cohabitation avec Jacques Chirac l'occasion d'exprimer tout son talent. Les erreurs du Premier Ministre en politique intérieure sont systématiquement exploitées par l'Elysée, tandis que le Président conserve la mainmise sur la politique extérieure, source de prestige.

C'est ainsi que François Mitterrand est facilement réélu en mai 1988.

3. 1988-93 Le second septennat de François Mitterrand : 1988-1993

Les forces politiques

Election Présidentielle de 1988 (1er tour le 24 avril)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	606 000	2 %
Juquin	639 000	2,1 %
Lajoinie	2 056 000	6,8 %
Mitterrand	10 367 000	34,1 %
Waechter	1 150 000	3,8 %
Barre	5 031 849	16,5 %
Chirac	6 064 000	19,9 %
Le Pen	4 376 000	11,5 %
Divers	117 000	0,4 %
(2ème tour le 8 mai)		
Mitterrand	16 704 000	54 %
Chirac	14 219 000	46 %

L'élection présidentielle de 1988 montre une évolution sensible de l'opinion publique et des rapports de force politiques. Le président Mitterrand dissout l'Assemblée Nationale, et convoque des élections législatives en juin, comme il l'avait fait 7 ans plus tôt. Entretemps, Jacques Chirac a rétabli le scrutin majoritaire et son ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a procédé à un découpage électoral favorable à la majorité sortante.

Mitterrand bénéficie en plein de la prime au sortant, et de sa politique de sape de l'image de son premier ministre, menée depuis deux ans. Mais cela n'est pas suffisant pour assurer aux socialistes, toujours discrédités dans l'opinion, une majorité confortable lors des législatives. Pour cela,

Mitterrand lance sa politique "d'ouverture". Prenant acte de la désaffection des électeurs pour le

Elections législatives de juin 1988 (1er tour)			
Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	89 000	0,4 %	0
P.C.F.	2 404 000	11,3 %	27
P.S.	8 494 000	34,8 %	282
M.R.G.	272 000	1,1 %	avec P.S.
Div. Gauche	404 000	1,7 %	
Ecologistes	86 000	0,4 %	0
Divers droite	697 000	2,9 %	11
U.D.F.	4 519 000	18,5 %	129
R.P.R.	4 687 000	19,2 %	127
F.N.	2 360 000	9,7 %	1

monde politique, mais surtout pour sa formation, il offre des circonscriptions à des personnalités issues de la "société civile", ou surtout de petites formations amies, du centre-gauche, du centre ou écologistes, dans la grande tradition des combinaisons de la IVème république.

Les communistes se sont effondrés. Un candidat dissident s'est présenté. A eux deux, les candidats communistes font moins de 9% des voix, tandis que J.M. le Pen franchit aisément les 11%. Ce glissement de l'électorat est une évolution majeure, surtout qu'il se manifeste surtout dans les catégories sociales les plus touchées par la crise. En revanche, le retour au scrutin majoritaire lamène le F.N. qui ne conserve qu'un siège.

La droite traditionnelle est à nouveau divisée. Raymond Barre fait un score proche de celui de Jacques Chirac et l'U.D.F. dépasse le R.P.R. en juin. Les écologistes confirment leur ascension, mais ne font pas de percée.

L'oeuvre des socialistes : 1988-1993

C'est son vieux rival Michel Rocard, que François Mitterrand appelle comme premier premier ministre de son second mandat. Celui-ci devra composer avec une Assemblée Nationale turbulente, où sa majorité n'était pas nette, et avec l'hostilité larvée du président lui-même. La montée du Front National, en particulier lors des élections européennes, régionales et municipales de 1989 s'ajoutent à un climat social difficile. Enfin, 6 ans après la loi de décentralisation, les affaires politico financières se multiplient et mettent en cause en particulier le P.S. Il s'agit le plus souvent d'affaires de financement de partis politiques, mais aussi quelquefois d'enrichissement personnel, ce qui va contribuer à miner pour de longues années la crédibilité de la classe politique et nourrira la progression du F.N.

L'oeuvre de Michel Rocard n'est pourtant pas négligeable dans plusieurs domaines :

solution de la crise néocalédonienne, par la concertation avec toutes les parties en présence (on parle d'une "méthode" Rocard qui tranche avec la brutalité de la "méthode" Pons) création d'un revenu minimum d'insertion (R.M.I.) en octobre 1988, financé en partie par le rétablissement d'un impôt sur les grandes fortunes (supprimé en 1986) rebaptisé impôt de solidarité sur la fortune (I.S.G.).

création de la Contribution Sociale Généralisée (C.S.G.) en octobre 1990, qui est un impôt social, portant sur l'ensemble des revenus, et l'ensemble des citoyens. Le but en est d'accroître les ressources d'un système de soin en lourd déficit, tout en rendant plus justes les contributions des Français à ce système.

Mise en place, à la suite d'affrontements violents dans certaines banlieues, d'une politique de la ville, menée par un ministère spécifique.

Dans le domaine international, la période est marquée par la participation de la France à la guerre du golfe. Participation limitée, mais efficace, malgré l'opposition du ministre de la défense, J.P. Chevènement, qui doit démissionner.

En butte à une forte opposition au sein même du P.S., et en prévision d'un avenir politique qui lui soit plus favorable, Michel Rocard démissionne en mai 1991. Il est remplacé par Edith Cresson, première femme à accéder à ce poste.

Celle-ci va vite s'aliéner, par son "parler franc", une bonne partie de l'opinion, et se créer de solides inimitiés à l'étranger (par ses déclarations tonitruantes sur les Anglais ou les Japonais...). Elle doit aussi faire face à une campagne de dénigrement qui n'est pas dénuée de sexisme.

Cette image de marque catastrophique, ainsi que l'accumulation des affaires concernant le P.S., en particulier la désastreuse affaire du sang contaminé, mettant en cause l'ancien premier ministre Laurent Fabius, vont pousser Mitterrand à écarter E. Cresson. Les élections régionales et cantonales de 1992 annoncent en effet une débâcle législative pour 1993.

En avril 1992, donc, c'est un fidèle parmi les fidèles du président, Pierre Bérégovoy, qui devient premier ministre.

Ancien ministre de l'économie et des finances, artisan de la désinflation et de la conversion des socialistes à l'économie de marché, il rassure les milieux d'affaires. Authentique homme du peuple dans un parti peuplé de hauts fonctionnaires, il a une réelle popularité dans le pays.

C'est sous son gouvernement que les Français adoptent par référendum le traité de Maastricht (septembre 1992). Mais la campagne a été difficile et l'issue du scrutin incertaine (51% de oui). Pour la première fois, notre pays, qui est des plus européens, remet en cause la construction européenne. Plus encore, il y a eu un vrai débat, qui divise presque tous les partis politiques (sauf ceux qui ont fait de l'Europe leur bête noire : le P.C.F. et le F.N.). Ce débat se poursuit de nos jours au sein du P.S., de l'U.D.F. et du R.P.R. et porte en particulier sur la monnaie unique.

Victime d'une campagne de calomnie, ne disposant que de moins d'un an, dans le contexte de récession internationale qui a suivi la Guerre du Golfe. Pierre Bérégovoy ne peut éviter à son parti une déroute en mars 1993. Il se suicide le 1er mai de cette année.

Elections législatives de mars 1993 (1er tour)

Partis	Suffrages	% exprimés	Sièges
Ext. Gauche	432 000	1,7 %	0
P.C.F.	2 331 000	9,2 %	25
P.S.	4 415 000	17,4 %	67
Div. Gauche	457 000	1,8 %	
Ecologistes (3 partis)	2 716 000	10,7 %	0
Divers droite	1 118 000	4,4 %	36
U.D.F.	4 731 000	18,6 %	206
R.P.R.	5 032 000	19,8 %	242
F.N.	3 153 000	12,2 %	1

La seconde cohabitation : 1993-1995

Les élections législatives de 1993 sont une déroute pour le P.S. qui perd les 4/5ème de ses députés après être passé largement au dessous des 20% de suffrages. La droite rencontre un succès rare (il faut remonter aux

législatives de juin 1968...). Une majorité très forte peut être source de division, c'est ce que l'avenir montrera.

Jacques Chirac, pour des raisons évidentes, ne veut pas être le premier ministre de la seconde cohabitation. C'est finalement Edouard Balladur qui occupe ce poste, quitte à s'effacer devant la candidature du leader de son mouvement lors de l'élection présidentielle de 1995. Levantin, né à Smyrne, élevé dans les mêmes écoles catholiques que le président Mitterrand, Edouard Balladur a la courtoisie un peu sèche d'un très grand bourgeois. Membre du R.P.R., il plaît à l'U.D.F., aux milieux d'affaire, s'entend bien avec le Président, et acquiert assez rapidement une grande popularité auprès des couches moyennes. Ses principaux ministres :

Charles Pasqua, à l'Intérieur, tente de relancer la politique d'aménagement du territoire. Son autre préoccupation est la gestion de l'immigration et le code de la nationalité. Celui-ci est réformé par les "lois Pasqua" qui reviennent en partie sur le traditionnel "droit du sol". Désormais, les enfants d'étranger nés en France doivent faire la demande de nationalité française. Charles Pasqua, à l'occasion d'attentats islamistes sur le territoire français (1994) remet également en cause la participation de la France à l'Europe de Schengen).

Simone Veil retrouve 15 ans après son ministère des affaires sociales. La C.S.G., créée par le socialiste Michel Rocard, est élargie et relevée, tandis que le R.M.I. n'est pas remis en cause.

Depuis des années, le ministère de l'éducation nationale est un ministère à risque (comme celui de l'agriculture...). François Bayrou, centriste, tente de revenir sur la loi Falloux, au profit de l'école privée, et ranime la guerre scolaire (déc. 1993-janv. 1994), cela soude le camp laïc, et amorce une remontée de la gauche. Le projet de s "Contrats d'Insertion Professionnels" proposés aux jeunes diplômés à l'occasion d'un premier emploi et rémunérés pour un montant inférieur au S.M.I.C., met également les étudiants dans la rue au printemps 1994.

La priorité d'Edouard Balladur est l'économie. Il lance avec succès un grand emprunt, pour relancer les investissements et les grands travaux; il relance la politique de privatisation des entreprises publiques, dans un contexte boursier il est vrai peu favorable.

Ces succès et surtout les scores extraordinaires qu'il fait dans les sondages vont pousser M. Balladur à croire en un destin présidentiel. C'est ainsi qu'il trahit son "ami de trente ans" Jacques Chirac et se présente, avec la complicité de l'U.D.F. à l'élection présidentielle de 1995.

IV. Le mandat de Jacques Chirac : 1995..

1. Les débuts de la présidence de Jacques Chirac : 1995-1997

La campagne présidentielle de 1995

Le Président Mitterrand, dont on sait depuis des mois qu'il souffre d'un cancer de la prostate, ne brigue pas un troisième mandat. Il mourra en fait en janvier 1996. Les révélations sur l'ancienneté de sa maladie, et sur sa vie privée contribueront elles éclairer d'un jour nouveau et peu reluisant la période 1981-1995.

Election Présidentielle de 1995		
(1er tour le 23 avril)		
Candidats	Suffrages	% exprimés
Laguiller	1 616 000	5,3 %
Hue	2 632 000	8,6
Jospin	7 098 000	23,3 %
Voynet	1 011 000	3,3 %
Balladur	5 659 000	18,6 %
Chirac	6 348 000	20,8 %
de Villiers	1 443 000	4,7 %
Le Pen	4 571 000	15 %
(2ème tour le 7 mai)		
Jospin	13 793 000	47,3 %
Chirac	15 364 000	52,7 %

C'est une campagne assez extraordinaire. Les deux hommes crédités des meilleurs sondages en 1994 ne seront pas au rendez-vous. A gauche, Jacques Delors, socialiste modéré issu du christianisme social (il participa au gouvernement de Jacques Chaban-

Delmas), et artisan comme président de la commission européenne du traité de Maastricht, refuse de se présenter.

A droite, Edouard Balladur ne tiendra pas la distance contre l'homme des campagnes électorales qu'est Jacques Chirac. Celui-ci peut s'appuyer sur une équipe de fidèles, et mène une campagne originale, en particulier en s'ouvrant aux préoccupations des électeurs de gauche et à celles de la jeunesse. Deux ans après le désastre de 1993, la gauche n'a pas réussi à se crédibiliser suffisamment. Chirac, en parlant de "fracture sociale", de partage... réussit à dépasser Balladur au premier tour.

Au parti socialiste, Lionel Jospin fait mieux que ce qui était prévu, en arrivant en tête au premier tour et en faisant un score honorable au second, malgré l'appel d'Edouard Balladur à voter pour Jacques Chirac.

Liquidant le bilan des années Mitterrand, Lionel Jospin prend en main le P.S. et amorce un redressement que l'on n'attendait pas de sitôt.

Ce scrutin est également marqué par une montée des extrêmes. A l'extrême droite, J.M. Le Pen continue son ascension, tandis que G. De Villiers, entre droite et extrême droite, fait un score très honorable. A gauche, A. Laguiller obtient des résultats remarquables, tandis que R. Hue semble avoir enrayé le déclin du P.C.F.

Cette montée des extrême est caractéristique de la crise morale que traverse la France en ce milieu des années 90. La crise économique continue, et le chômage augmente, tandis que la reprise s'annonce dans d'autres pays, comme les Etats-Unis. La classe politique est remise en cause par l'indépendance accrue du pouvoir judiciaire, qui, comme en Italie, n'hésite plus à mettre en examen des hommes politiques, fussent-ils puissants (les maire de Grenoble, Lyon, Angoulême, l'affairiste et ancien ministre B. Tapie...).

Le gouvernement Juppé : 1995-1997

La politique intérieure

Le choix du premier ministre est important. Alain Juppé est l'archétype du technocrate (à la Giscard ou à la Fabius). Ancien élève de l'E.N.S. et de l'E.N.A., proche du Président dont il fut un fidèle à la mairie de Paris, il est à l'époque surnommé "Amstrad" par ses proches. Ministre brillant des affaires étrangères lors de la cohabitation Mitterrand-Balladur, il mis en oeuvre la politique de fermeté de la France vis-à-vis des Serbes. Les élections municipales de 1995 lui permettent enfin de succéder à Bordeaux à un baron historique du Gaullisme : Jacques Chaban-Delmas. Mais cet appétit de pouvoir, un style personnel empreint de raideur, voire de morgue vont lui aliéner rapidement une bonne partie de l'opinion publique, dès l'automne 1995, il bat les records d'impopularité d'Edith Cresson.

Il est vrai que le gouvernement que met en place Jacques Chirac en 1995 s'éloigne très rapidement des promesses électorales du candidat, et fait la politique annoncée par M. Balladur sans avoir un réel soutien des balladuriens.

Les dossiers économiques et sociaux

A. Juppé s'attaque dès l'automne 1995 aux dossiers de la sécurité social et de la rigueur budgétaire. L'augmentation de la T.V.A. et des prélèvements obligatoires, mais surtout la remise en cause des systèmes de retraite des fonctionnaires, la restructuration de la S.N.C.F., la préparation de la privatisation de France Télécom déclenchent en novembre 1995 les mouvements de grève les plus importants depuis 1968. La réforme du statut des fonctionnaire est en fin de compte gelée.

La réforme la plus courageuse du gouvernement Juppé est celle de l'assurance maladie, elle se poursuit à un rythme ralenti. Un nouvel impôt est créé : le Remboursement de la Dette Sociale (R.D.S.), ainsi qu'un carnet de soin obligatoire, la nécessité d'un contrôle médicalisé des dépenses est affirmée. Mais dans ce secteur, le gouvernement se heurte à un groupe d'intérêt corporatiste extrêmement puissant, celui des médecins, pourtant base traditionnelle de la droite. C'est un appui précieux qui lui manquera lors des élections législatives anticipées de 1997.

La politique internationale

Sur le plan international, la décision du Président Chirac de reprendre (pour un nombre limité) les essais nucléaires en Polynésie Française déclenche une véritable tempête anti-française dans la région, du Japon à l'Amérique du Sud, en passant par l'Australie et la Nouvelle Zélande où l'on se souvient de l'affaire du Rainbow Warrior.

En Bosnie, la décision états-unienne de brusquer militairement la fin de la guerre en août 1995 est une reconnaissance implicite de la justesse de la position défendue par A. Juppé lorsqu'il était ministre des affaires étrangères de F. Mitterrand. Mais cet alignement des Etats-Uniens sur les positions françaises apparaît surtout aux yeux du monde comme la reprise en main des affaires européennes par la puissance états-unienne et la preuve de l'incapacité des Européens, Français en tête, à gérer la crise yougoslave.

La refonte de la politique de défense

D'ailleurs, et c'est un des aspects essentiels de la période, le gouvernement remet complètement en cause les doctrines militaires suivies jusque là par la France. Pour des raisons de réalisme budgétaire, la force nucléaire perd sa composante fixe, les missiles du plateau d'Albion. Des programmes coûteux d'armement sont différés, et surtout la France entame un rapprochement avec l'O.T.A.N. dont elle envisage désormais de réintégrer les structures de commandement.

Le plus spectaculaire reste la suppression du service militaire. C'est une rupture fondamentale dans l'histoire de la République. Cela enterrine l'évolution d'une armée qui est loin d'inspirer les mêmes craintes qu'en 1961. C'est une d'armée modernisée et professionnalisée dont la France a besoin. Mais cette suppression a pour conséquence le redéploiement des unités, c'est à dire l'abandon de certaines et la disparition de garnisons entières avec les conséquences que cela entraîne pour certaines localités de Province.

L'effet positif escompté sur l'électorat jeune est illusoire. La suppression du Service National se fait sur plusieurs années. Les dernières classes à l'effectuer n'ont aucune raison d'être satisfaites de sa disparition, tandis que les premières classes exemptées sont trop jeunes à l'époque de la décision pour en éprouver par la suite quelque gratitude que ce soit envers ceux qui l'ont prise.

2. La troisième cohabitation : 1997-2002

La divine surprise de la gauche : la dissolution de 1997

Face à la perspective d'une défaite lors des législatives de 1998, et sacrifiant une des plus belles majorités que la droite ait en France, le Président Chirac dissout l'Assemblée Nationale en mars 1997. Son calcul est simple. Les sondages donnent encore une majorité à la droite devant le P.S. et le P.C.F. J. Chirac mise sur l'impréparation de ces partis, sur l'effet de surprise, et sur une remontée de sa popularité apparue dans les sondages de début d'année.

Ces calculs s'avèreront vains? La dissolution de 1997 est la plus grande erreur politique commise par un Président de la Vème République. La campagne accélère la maturation de l'électorat, et le retournement de l'opinion, appréhendé par la droite pour l'année à venir, s'effectue en quelques semaines. Lionel Jospin fait une campagne sans fautes, et sait trouver l'alliance des communistes, des radicaux, et du principal mouvement écologiste, tout en s'efforçant de ne pas faire trop de promesse à une opinion publique déçue par celles du candidat Chirac. Il a fait campagne sur les valeurs morales, sur la réforme des institutions (cumul et durée des mandats) et a imposé à son parti une représentation féminine, par un système de *quota*, qui amène à l'Assemblée la plus forte proportion de femmes de l'histoire de France.

Les résultats du second tour donnent une majorité faible mais nette aux socialistes et à leurs alliés. Pour la première fois dans l'histoire de la Vème République, un président qui a dissout l'Assemblée se voit désavoué par l'électorat.